

INSTRUCTION

N° 98-077-M0 du 6 juillet 1998

NOR : BUD R 98 00077 J

Texte publié au BOCP

SERVICES DÉPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)

ANALYSE

Réforme de l'organisation des SDIS introduite par la loi n° 96-369 du 3 mai 1996

Date d'application : 06/07/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS ; ORGANISATION ; TRANSFERT ; COMPÉTENCE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	DOM	RF	T									

DIFFUSION

GT 39

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.	4
ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours	18
ANNEXE N° 3 : Circulaire n° 96-79 du ministère de l'Intérieur du 29 mai 1996 portant sur l'application de la loi du 3 mai 1996.	34
ANNEXE N° 4 : Circulaire n° 96-174 du ministère de l'Intérieur du 20 décembre 1996 relative à l'installation des premiers conseils d'administration des SDIS.	40
ANNEXE N° 5 : Circulaire n° 98-491 du ministère de l'Intérieur du 26 mai 1998 sur l'application du décret du 26 décembre 1997.....	54

La loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours (SDIS) a profondément réformé l'organisation de ces établissements en transférant l'ensemble des compétences de gestion, exercées auparavant par les communes et établissements publics de coopération intercommunale, au profit des SDIS nouvellement départementalisés.

Ces nouvelles dispositions ne s'appliquent pas, d'une part, aux départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et, d'autre part, à la commune de Marseille et à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces collectivités demeurent régies par des textes spécifiques.

Vous trouverez en annexe 1 le texte de loi précité ainsi que son décret d'application n° 97-1225 du 26 décembre 1997 (annexe 2).

Par ailleurs, trois circulaires du ministère de l'Intérieur sont venues préciser les modalités d'application de la réforme.

La première, en date du 29 mai 1996, développe le calendrier prévisionnel pour la mise en place des nouveaux services départementaux créés par la loi du 3 mai 1996 qui se substituent à l'ancienne structure, et détermine les dispositions de la loi qui sont d'application immédiate et celles qui nécessiteront d'autre mesures réglementaires d'application (annexe 3).

La seconde (annexe 4), en date du 20 décembre 1996, a pour objet de commenter le dispositif relatif à l'ensemble de la procédure d'installation des premiers conseils d'administration autour de trois axes principaux que sont :

- le cadre législatif et réglementaire ;
- l'évaluation financière (réalisation et mise en oeuvre des conclusions) ;
- les élections et la désignation des représentants au conseil d'administration.

Enfin, la circulaire n° 98-491 du 26 mai 1998 présente la nouvelle organisation générale des SDIS et vient préciser leurs nouvelles modalités de fonctionnement ainsi que la répartition des responsabilités entre les différents organes décisionnels de l'établissement (annexe 5).

En conclusion, je vous informe qu'une circulaire interministérielle (Direction de la Comptabilité Publique, Direction Générale des Collectivités Locales et Direction de la Défense et de la Sécurité Civiles) vous sera également communiquée dès sa signature par les différentes directions concernées.

Cette circulaire a pour objet d'apporter des précisions, d'une part, sur certains comptes de la nomenclature comptable applicable aux nouveaux établissements et, d'autre part, sur les modalités juridiques et comptables du transfert des biens au profit des SDIS, conformément aux articles L.1424-17 à L.1424-19 du code général des collectivités locales.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

JEAN-BAPTISTE GILLET

ANNEXE N° 1 : Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

4 mai 1996 page 6728.

LOI n° 96-369 du 3 mai 1996.

Relative aux services d'incendie et de secours.

NOR: INTX9400080L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE Ier

DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES AUX SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Art. 1er. - Il est créé dans chaque département un établissement public, nommé "service départemental d'incendie et de secours", qui comporte un corps départemental de sapeurs-pompiers, composé dans les conditions prévues à l'article 5 et organisé en centres d'incendie et de secours. Il comprend un service de santé et de secours médical.

Ont également la qualité de service d'incendie et de secours, les centres d'incendie et de secours qui relèvent des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale disposant d'un corps communal ou intercommunal de sapeurs pompiers.

Les centres d'incendie et de secours comprennent des centres de secours principaux des centres de secours et des centres de première intervention.

Art. 2. - Les services d'incendie et de secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de leurs compétences, il s'exercent les missions suivantes :

- 1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;
- 2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;
- 3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- 4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

Art. 3. - Les services d'incendie et de secours sont placés pour emploi sous l'autorité du maire ou du préfet agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police.

Pour assurer les missions de prévention qui leur incombent, notamment en ce qui concerne la réglementation applicable aux risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, le maire ou le préfet dispose des moyens relevant des services d'incendie et de secours.

Les moyens du service départemental d'incendie et de secours consacrés aux actions de prévention sont définis par le conseil d'administration en tenant compte du nombre des établissements dans le département relevant de la réglementation applicable aux risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Art. 4. - Dans l'exercice de leurs pouvoirs de police, le maire et le préfet mettent en oeuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours dans les conditions prévues par un règlement opérationnel arrêté par le préfet après avis du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Art. 5. - Le corps départemental de sapeurs-pompiers est composé :

ANNEXE N° 1 (suite)

1° Des sapeurs pompiers professionnels ;

2° Des sapeurs-pompiers volontaires suivants :

- les sapeurs-pompiers volontaires relevant des corps communaux ou intercommunaux desservant des centres de secours principaux ou des centres de secours ;

- les sapeurs-pompiers volontaires relevant des corps communaux ou intercommunaux desservant des centres de première intervention dont les communes ou établissements publics de coopération intercommunale ont demandé, sur décision de leur organe délibérant, le rattachement au corps départemental ;

3° Des sapeurs-pompiers auxiliaires du service de sécurité civile.

Art. 6. - Un arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours fixe, après avis du conseil d'administration, l'organisation du corps départemental.

En cas de difficultés de fonctionnement, le corps départemental est dissous par arrêté du ministre de l'intérieur, pris sur proposition du préfet, après avis du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours. Cet arrêté précise les conditions de réorganisation du corps et les dispositions nécessaires pour assurer les secours jusqu'à cette réorganisation.

En cas de dissolution d'un corps départemental d'un département d'outre-mer, l'avis du ministre chargé des départements d'outre-mer est également requis.

Art. 7. - Un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doit faire face le service départemental d'incendie et de secours dans le département et détermine les objectifs de couverture de ces risques par ce service.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques est élaboré sous l'autorité du préfet, par le service départemental d'incendie et de secours.

Dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, le préfet arrête le schéma départemental sur avis conforme du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Le schéma est révisé à l'initiative du préfet ou à celle du conseil d'administration.

Art. 8. - Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2216-2 du code général des collectivités territoriales, le transfert des compétences de gestion prévu par la présente loi au profit du service départemental d'incendie et de secours emporte transfert de la responsabilité civile des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale au titre des dommages résultant de l'exercice de ces compétences.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

CHAPITRE IER

Les compétences

Section 1

La gestion des personnels

Art. 9. - Les sapeurs-pompiers professionnels, officiers et non officiers, sont recrutés et gérés par le service départemental d'incendie et de secours, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables

Les sapeurs-pompiers professionnels officiers et lorsqu'ils sont choisis parmi les sapeurs pompiers professionnels non officiers, les chefs de centre d'incendie et de secours et les chefs de corps communal ou intercommunal sont nommés dans leur emploi et, en ce qui concerne les officiers, dans leur grade, conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

ANNEXE N° 1 (suite)

Lorsque les sapeurs-pompiers professionnels officiers sont affectés dans un centre d'incendie et de secours relevant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale, la décision d'affectation est prise après avis conforme du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné. Cet avis est également requis avant la décision d'affectation d'un sapeur-pompier professionnel non officier en qualité de chef d'un corps communal ou intercommunal ou d'un centre d'incendie et de secours relevant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale.

Art. 10. - Les sapeurs-pompiers volontaires membres du corps départemental sont engagés et gérés par le service départemental d'incendie et de secours.

Les sapeurs-pompiers volontaires officiers membres du corps départemental et, lorsqu'ils sont choisis parmi les sapeurs-pompiers volontaires non officiers membres du corps départemental, les chefs de centre d'incendie et de secours sont nommés dans leurs fonctions et, en ce qui concerne les officiers, dans leur grade, conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Art. 11. - Dans les centres d'incendie et de secours relevant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale, les sapeurs-pompiers volontaires officiers et, lorsqu'ils sont choisis parmi les sapeurs-pompiers volontaires non officiers, les chefs de centre d'incendie et de secours et les chefs de corps sont nommés dans leurs fonctions et, en ce qui concerne, les officiers, dans leur grade, conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Section 2

Les biens

Art. 12. - Le service départemental d'incendie et de secours construit acquiert ou loue les biens nécessaires à son fonctionnement.

Il est seul compétent pour acquérir ou louer les matériels nécessaires aux missions des centres d'incendie et de secours relevant des communes et des établissements publics de coopération intercommunale. Il en assure la gestion et l'entretien.

Un plan d'équipement est arrêté par le conseil d'administration en fonction des objectifs de couverture des risques fixés par le schéma départemental mentionné à l'article 7. Il détermine les matériels qui seront mis à la disposition des centres d'incendie et de secours relevant des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

CHAPITRE II

Les transferts de personnels ou de biens au service départemental d'incendie et de secours

Section 1

Les transferts de personnels

Art. 13. - Les sapeurs-pompiers professionnels qui, à la date de la publication de la présente loi, relèvent d'un corps communal ou intercommunal sont transférés au corps départemental dans les conditions fixées par une convention signée entre, d'une part, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, le service départemental d'incendie et de secours. Les garanties statutaires de leurs cadres d'emplois leur demeurent applicables.

La convention fixe, après consultation des instances paritaires compétentes, les modalités des transferts qui devront intervenir dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 14. - Les sapeurs-pompiers volontaires relevant d'un corps communal ou intercommunal desservant un centre de secours principal ou un centre de secours à la date de publication de la présente loi sont transférés au corps départemental.

ANNEXE N° 1 (suite)

Une convention signée entre, d'une part, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, le service départemental d'incendie et de secours fixe les modalités des transferts qui devront intervenir dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 15. - Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale a demandé, sur décision de son organe délibérant, le rattachement au corps départemental d'un corps communal ou intercommunal, le service départemental d'incendie et de secours procède au rattachement des sapeurs pompiers volontaires dans les conditions fixées par son conseil d'administration.

Les compétences en matière d'engagement et de gestion des sapeurs pompiers volontaires mentionnés à l'alinéa précédent sont transférées de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale au service départemental d'incendie et de secours.

Art. 16. - Les personnels administratifs, techniques et spécialisés de la fonction publique territoriale qui n'ont pas la qualité de sapeur-pompier professionnel et qui participent au fonctionnement des centres d'incendie et de secours relevant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être mis à la disposition du service départemental d'incendie et de secours sur leur demande et avec l'accord de ce service et celui de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les modalités de gestion de ces personnels sont déterminées par une convention entre, d'une part, la commune ou l'établissement public, de coopération intercommunale et, d'autre part, le service départemental d'incendie et de secours, après consultation des instances paritaires compétentes.

Section 2

Les transferts de biens

Art. 17. - Les biens affectés, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et le département au fonctionnement des services d'incendie et de secours et nécessaires au fonctionnement du service départemental d'incendie et de secours sont mis, à titre gratuit, à compter de la date fixée par une convention, à la disposition de celui-ci, sous réserve des dispositions de l'article 19.

Cette convention, conclue entre, d'une part, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ou le département et, d'autre part, le service départemental d'incendie et de secours, règle les modalités de la mise à disposition qui devra intervenir dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi.

Sous réserve des dispositions du cinquième alinéa en ce qui concerne les emprunts, le service départemental d'incendie et de secours succède à la commune, à l'établissement public de coopération intercommunale ou au département dans leurs droits et obligations. A ce titre il leur est substitué dans les contrats de toute nature conclus pour l'aménagement le fonctionnement, l'entretien ou la conservation des biens mis à sa disposition, ainsi que pour le fonctionnement des services. Cette substitution est notifiée par les collectivités concernées à leur concotactants.

Lorsque les biens cessent d'être affectés au fonctionnement des services d'incendie et de secours, leur mise à disposition prend fin.

La convention mentionnée au deuxième alinéa fixe les conditions dans lesquelles est assurée la prise en charge du remboursement des emprunts contractés au titre des biens mis à disposition.

Art. 18. - Sur sa demande, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ou le département peut se voir confier, par le service départemental d'incendie et de secours, la responsabilité d'une opération de grosses réparations, d'extension, de reconstruction ou d'équipement d'un centre d'incendie et de secours existant à la date de la mise à disposition. Cette opération doit avoir fait l'objet d'une décision préalable de financement de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du département.

Art. 19. - Indépendamment de la convention prévue à l'article 17, et à toute époque, le transfert des biens au service départemental d'incendie et de secours peut avoir lieu en pleine propriété.

Une convention fixe les modalités du transfert de propriété.

ANNEXE N° 1 (suite)

Ce transfert ne donne pas lieu à la perception de droit, taxe ou honoraires.

Section 3

Les procédures de transferts

Art. 20. - Pour l'élaboration des conventions prévues aux articles 13, 14 et 17 chacune des parties peut demander l'avis de la commission consultative départementale prévue à l'article 21, sur des questions juridiques ou financières.

En cas de différend sur une ou plusieurs dispositions du projet de convention mentionnée à l'article 17, les deux parties peuvent désigner d'un commun accord un arbitre qu'elles choisissent sur une liste de personnes qualifiées, arrêtée par le président de la chambre régionale des comptes dans le ressort de laquelle se situe le service départemental d'incendie et de secours. Les deux parties prennent en charge, à parts égales, la rémunération de l'arbitre. L'arbitrage rendu lie les deux parties.

Art. 21. - La commission consultative départementale mentionnée à l'article 20 comprend, outre les quatre représentants des sapeurs-pompiers qui siègent au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours ;

1° Quatre représentants du département élus par le conseil général en son sein ;

2° Quatre représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale élus par le collège des maires et présidents d'établissement public de coopération intercommunale dans le département, en son sein ;

3° Le trésorier-payeur général et le directeur des services fiscaux du département, ou leur représentant, et un expert désigné par le préfet.

Les représentants du département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale ne peuvent exercer un mandat de membre du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Le président de la commission consultative est élu par le collège des représentants du département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale, en son sein.

Art. 22. - A défaut de signature des conventions prévues aux articles 13, 14 et 17, six mois avant le délai fixé à ces mêmes articles, une commission nationale règle, sur saisine du préfet, dans un délai de six mois, la situation des personnels et des biens transférés au service départemental d'incendie et de secours, après consultation, pour les personnels, des instances paritaires compétentes. Sa décision est notifiée au maire de la commune ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale ou au président du conseil général et au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours concernés dans un délai d'un mois.

Art. 23. - La commission nationale prévue à l'article 22 est présidée par le ministre de l'intérieur ou son représentant. Elle comprend :

- trois représentants de l'Etat ; - trois présidents de conseil général ; - trois maires ou présidents d'établissement public de coopération intercommunale ; - trois sapeurs-pompiers.

Cette commission est présidée par le ministre chargé des départements d'outre-mer ou son représentant, lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ou le département est situé outre-mer.

CHAPITRE III

Organisation du service départemental d'incendie et de secours

Section 1

Le conseil d'administration

Art. 24. - Le service départemental d'incendie et de secours est administré par un conseil d'administration composé de représentants de département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie, élus pour trois ans dans les conditions suivantes :

ANNEXE N° 1 (suite)

1° Huit sièges répartis par moitié entre, d'une part, le département et, d'autre part, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale.

Les maires du département et les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale concernés constituent un collège au sein duquel ils élisent leurs représentants au scrutin de liste majoritaire à un tour ;

2° a) Dans les départements de plus de 900 000 habitants comptant au moins une commune ou un établissement public de coopération intercommunale dont la contribution au service départemental d'incendie et de secours représente un montant minimal de 33 p. 100 des recettes, vingt deux sièges répartis proportionnellement aux contributions respectives du département de l'ensemble des communes, et de l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours ;

b) Dans les autres départements, quatorze sièges répartis proportionnellement aux contributions respectives du département, de l'ensemble des communes, et de l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours.

Ces contributions sont constatées conformément aux dispositions des articles 26 et 46.

Les représentants du département sont élus par le conseil général en son sein. Les représentants des établissements publics de coopération intercommunale sont élus par les présidents de ces établissements publics au scrutin proportionnel au plus fort reste parmi les présidents, les membres des conseils et les maires des communes membres de ces établissements publics. Les maires des communes qui ne sont pas membres de ces établissements publics élisent en leur sein leurs représentants au scrutin proportionnel au plus fort reste.

Le nombre de suffrages dont dispose chaque maire, d'une part, chaque président d'établissement public, d'autre part, au sein de leur collège électoral respectif est déterminé par le montant de la contribution de la commune ou de l'établissement public, à due proportion du total des contributions des communes, d'une part, et des établissements publics de coopération intercommunale d'autre part.

En cas d'absence ou d'empêchement, les membres du conseil d'administration sont remplacés par des suppléants élus selon les mêmes modalités et pour la même durée qu'eux.

Assistent, en outre, aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- le médecin-chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers ;
- un sapeur-pompier professionnel officier, un sapeur-pompier professionnel non officier, un sapeur-pompier volontaire officier et un sapeur-pompier volontaire non officier, élus à la fois en qualité de membre de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours, prévue à l'article 31, et de membre du conseil d'administration.

Art. 25. - Le préfet ou son représentant assiste de plein droit aux séances du conseil d'administration.

Si une délibération paraît de nature à affecter la capacité opérationnelle du service départemental d'incendie et de secours ou la bonne distribution des moyens, le préfet peut demander une nouvelle délibération.

Art. 26. - Le conseil d'administration délibère, six mois avant le renouvellement de ses membres, sur les modifications devant être apportées à sa composition, en fonction de l'évolution des contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département au budget du service départemental d'incendie et de secours.

Le préfet fixe, par arrêté, la répartition des sièges au vu de la délibération visée au premier alinéa.

Art. 27. - Le président du conseil d'administration est élu par les membres du conseil d'administration ayant voix délibérative, en son sein, à la majorité absolue, pour une durée de trois ans.

Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

En cas de partage égal des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

ANNEXE N° 1 (suite)

Le conseil d'administration élit un vice-président dans les mêmes conditions.

Art. 28. - Le conseil d'administration se réunit à l'initiative de son président au moins une fois par semestre.

En cas d'urgence, le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci ou sur demande du préfet ou de cinq de ses membres sur un ordre du jour déterminé. Le conseil d'administration se réunit de plein droit le troisième jour suivant l'envoi de la convocation au préfet et à ses membres.

Art. 29. - Le conseil d'administration règle par ses délibérations des affaires relatives à l'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Les délibérations du conseil d'administration relatives au budget du service départemental d'incendie et de secours et au montant des contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 30. - Le président du conseil d'administration est garant de la bonne administration du service départemental d'incendie et de secours. A ce titre, il prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration. Il passe les marchés au nom de l'établissement, reçoit en son nom les dons, legs et subventions. IL représente l'établissement en justice et en est l'ordonnateur.

Section 2

La commission administrative et technique des services d'incendie et de secours

Art. 31. - Il est institué auprès du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.

Cette commission est consultée sur les questions d'ordre technique ou opérationnel intéressant les services d'incendie et de secours, sous réserve des dispositions de l'article 40.

Elle comprend des représentants des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, élus pour trois ans par les sapeurs-pompiers en service dans le département, et le médecin chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers. Elle est présidée par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Section 3

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours

Art. 32. - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours est nommé par le ministre de l'intérieur après avis du préfet et avec l'accord du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Lorsque le service départemental d'incendie et de secours se situe dans un département d'outre-mer, la décision de nomination est prise après avis du ministre chargé des départements d'outre-mer.

Lorsque le président du conseil d'administration n'a pas fait connaître sa position dans un délai de deux mois à compter du projet de nomination qui lui a été soumis pour accord par le ministre de l'intérieur ou par son représentant, ou lorsqu'il a refusé de donner son accord à trois projets de nomination successifs, le directeur départemental des services d'incendie et de secours est nommé par le ministre de l'intérieur, après avis, le cas échéant, du ministre chargé des départements d'outre-mer.

Art. 33. - Sous l'autorité du préfet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours assure :

- la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers ;
- la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours ;
- le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux.

Pour l'exercice de ces missions, il peut recevoir délégation de signature du préfet.

Sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, il est chargé également de la mise en oeuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

ANNEXE N° 1 (suite)

Art. 34. - Sous l'autorité du président du conseil d'administration, le directeur départemental des services d'incendie et de secours assure la direction administrative et financière de l'établissement.

Il peut recevoir délégation de signature du président.

CHAPITRE IV

Les contributions financières des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département au budget du service départemental d'incendie et de secours

Art. 35. - Les modalités de calcul des contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la gestion des services d'incendie et de secours et du département au financement du service départemental d'incendie et de secours sont fixées par le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, dans les conditions prévues par le deuxième alinéa de l'article 29. Les contributions des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département au budget du service départemental d'incendie et de secours constituent des dépenses obligatoires.

Avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice, le montant prévisionnel des contributions mentionnées à l'alinéa précédent arrêté par le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, est notifié aux maires aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et au président du conseil général.

Si aucune délibération n'est prise dans les conditions prévues au premier alinéa, la contribution des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département est répartie entre, d'une part, le département, et, d'autre part, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale, en proportion de leurs contributions respectives dans le total des contributions du département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale constatées dans le dernier compte administratif connu. La contribution de chaque commune et de chaque établissement public de coopération intercommunale est ensuite calculée, dans des conditions fixées par décret, en fonction de l'importance de sa population, de son potentiel fiscal par habitant ainsi que de la part de sa contribution dans le total des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale constatée dans le dernier compte administratif connu.

Art. 36. - Jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions prévues aux articles 13, 14 et 17, le montant minimal des dépenses directes et indirectes relatives aux personnels et aux biens mentionnés par ces articles, à l'exclusion des contributions mentionnées à l'article 35, réalisées chaque année par la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le département, est fixé par une convention passée entre le service départemental d'incendie et de secours, d'une part, et la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le département, d'autre part.

A défaut de convention, le montant minimal des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent ne peut, jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions prévues aux articles 13, 14 et 17 être inférieur, pour les dépenses de fonctionnement, à la moyenne des dépenses réalisées constatées dans les cinq derniers comptes administratifs connus et, pour les dépenses d'équipement à la moyenne des dépenses réalisées constatées dans les cinq derniers comptes administratifs connus, déduction faite des charges de l'année en rapport avec les investissements réalisés.

Ces moyennes sont constatées par la commission consultative départementale prévue à l'article 21.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Art. 37. - Tout sapeur-pompier volontaire bénéficie, dès le début de sa période d'engagement d'une formation initiale et, ultérieurement, d'une formation continue.

Art. 38. - Les frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires constituent des dépenses obligatoires pour la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le service départemental d'incendie et de secours dont ils relèvent.

Art. 39. - Le service départemental d'incendie et de secours contribue au financement de la formation des officiers de sapeurs-pompiers volontaires assuré par leur établissement public national de formation.

ANNEXE N° 1 (suite)

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 40. - Les dispositions de la présente loi ne font obstacle à aucune des compétences reconnues aux instances paritaires prévues par les lois et règlements relatifs à la fonction publique territoriale.

Art. 41. - Les personnels transférés en application de l'article 13 de la présente loi conservent les avantages individuellement acquis au 1er janvier 1996 en matière de rémunération dans leur collectivité ou établissement d'origine, si ce régime leur est plus favorable.

Ils conservent dans les mêmes conditions les avantages ayant le caractère de complément de rémunération qu'ils ont collectivement acquis à la même date au sein de leur collectivité ou établissement par l'intermédiaire d'organismes à vocation sociale. Ces avantages sont pris en charge par la collectivité ou l'établissement d'origine.

Art. 42. - Le service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article 2.

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du conseil d'administration.

Art. 43. - Les départements situés dans une même zone de défense peuvent décider, par délibérations concordantes de leur conseil général et après avis du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours concernés, de créer un établissement public interdépartemental ayant pour objet l'acquisition ou la location de moyens matériels destinés à la lutte contre les incendies de forêt ou les catastrophes naturelles et technologiques.

Cet établissement peut également concourir à la formation des sapeurs-pompiers, dans les conditions prévues par une convention conclue avec l'Etat ou tout établissement public compétent dans ce domaine.

Art. 44. - Le service départemental d'incendie et de secours doit disposer dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi :

1° D'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours chargé de la coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours au niveau du département ;

2° D'un ou, si nécessaire, plusieurs centres de traitement de l'alerte, chargés de la réception, du traitement et de la réorientation éventuelle des demandes de secours.

Les dispositifs de traitement des appels d'urgence des services d'incendie et de secours sont interconnectés avec les centres de réception et de régulation des appels des unités participant au service d'aide médicale urgente, appelées S.A.M.U. ainsi qu'avec les dispositifs de réception des appels destinés aux services de police.

Art. 45. - Après leur transfert au service départemental d'incendie et de secours, les moyens, en personnels et en matériels, qui relevaient d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne peuvent, en l'absence de schéma départemental d'analyse et de couverture des risques prévu à l'article 7, être affectés à un centre d'incendie et de secours relevant, à la même date, d'une autre collectivité ou d'un autre établissement public.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours peut décider, à la majorité des deux tiers des membres présents, de procéder à une modification de l'affectation des moyens en personnels et en matériels.

ANNEXE N° 1 (suite)

Art. 46. - Pour la première élection des membres du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, la commission administrative du service départemental existant jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, réunie en formation limitée aux représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, fixe la répartition des sièges mentionnés au 2° de l'article 24 entre les conseillers généraux, les maires et les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale. Cette répartition est établie en fonction des parts respectives du département, de l'ensemble des communes, et de l'ensemble des établissements publics concernés, dans la moyenne des dépenses de fonctionnement réalisées et relatives aux services d'incendie et de secours telles qu'elles ressortent des cinq derniers comptes administratifs connus, et des dépenses d'équipement réalisées et relatives à ces services telles qu'elles ressortent des dix derniers comptes administratifs connus du département, des communes et des établissements publics concernés.

Le préfet fixe par arrêté, la répartition des sièges, au vu de la délibération visée au premier alinéa.

Art. 47. - Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de gestion des services d'incendie et de secours conservent leurs compétences en matière de recrutement et de gestion des personnels visés aux articles 9, 10 et 11 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la convention conclue avec le service départemental d'incendie et de secours.

Jusqu'à cette date, les officiers de sapeurs-pompiers professionnels, les officiers de sapeurs-pompiers volontaires et les sapeurs-pompiers volontaires non officiers chefs de corps de sapeurs-pompiers ou de centre d'incendie et de secours sont nommés dans leur emploi ou leur fonction et dans leur grade conjointement par les autorités compétentes de l'Etat et de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale ou du service départemental d'incendie et de secours.

Art. 48. - Au 13° de l'article 8 de la loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994 relative à la partie Législative des livrées Ier et II du code des juridictions financières, les mots : "les deuxième à cinquième alinéas de l'article 56" sont remplacés par les mots : "les deuxième et troisième alinéa de l'article 56".

Le présent article est applicable à compter du 6 décembre 1994.

Art. 49. - A la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le service départemental d'incendie et de secours dont la création est prévue à l'article 1er est substitué de plein droit au service départemental d'incendie et de secours visé à l'article 56 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative au droits et libertés des communes, des départements et des régions, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie Législative du code général des collectivités territoriales.

Art. 50. - A l'article L. 3241-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : "des établissements publics départementaux", sont insérés les mots : "et des services départementaux d'incendie et de secours."

Art. 51. - Sont abrogés les articles 15, 16 et 17 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

Art. 52. - I. - Le 2° de l'article L. 5213-15 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : ", sous réserve des dispositions du chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie".

II. - Le 5° de l'article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : ", sous réserve des dispositions du chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie".

Art. 53. - I. - Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas dans les départements de Paris, des Hautes-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du val-de-marne, qui demeurent régis par les textes qui leur sont spécifiques.

II. - Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à la commune de Marseille, à l'exception de ses articles 3, 4 et 7.

Le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône, l'Etat et la commune de Marseille chargés de la gestion du bataillon des marins-pompiers de Marseille, règlent par convention les modalités de leur coopération en matière de gestion des moyens en personnels, matériels et financiers.

ANNEXE N° 1 (suite)

III. - Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, à l'exception des articles 2 et 3 et des dispositions mentionnées ci-dessous.

Il est créé, dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, un établissement public nommé "service territorial d'incendie et de secours", doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Les missions de ce service sont celles définies à l'article 2 de la présente loi.

Le service territorial d'incendie et de secours est administré par un conseil d'administration dont la composition est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Le conseil d'administration adopte chaque année un budget.

Les recettes du service comprennent notamment :

- les cotisations annuelles des communes, dont le montant est fixé chaque année par le président du conseil d'administration après avis du conseil ;
- la contribution du conseil général de la collectivité territoriale.

Chaque année, la contribution du conseil général ne peut être inférieure à 40 p. 100 de la somme des dépenses de lutte contre l'incendie, en investissement et en fonctionnement, constatées aux comptes administratifs des communes lors du précédent exercice. Pour la première année de fonctionnement, la contribution du conseil général est fixée par référence aux sommes constatées aux comptes administratifs de l'année 1993. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce service.

Art. 54. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de la présente loi.

Art. 55. - I. - Les articles 1er à 47, 49, 53 et 54 de la présente loi, le cas échéant sous les réserves énoncées ci-après, sont intégrés dans le chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales sous les divisions et selon la numérotation résultant du tableau de concordance ci-après :

Loi relative aux services d'incendie et de secours	Code général des collectivités territoriales
	CHAPITRE IV
	Services d'incendie et de secours
TITRE Ier	Section 1
DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES AUX SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS	Dispositions communes relatives aux services d'incendie et de secours.
Art. 1er à 8.	Art. L. 1424-1 à L. 1424-8.
TITRE II	Section 2
DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	Dispositions relatives au service départemental d'incendie et de secours
CHAPITRE Ier	Sous-section 1
Les compétences	Les compétences
Section 1	Paragraphe 1
La gestion des personnels	La gestion des personnels
Art. 9 à 11.	Art. L. 1424-9 à L. 1424-11.

ANNEXE N° 1 (suite)

	Section 2	Paragraphe 2
	Les biens	Les biens
Art. 12.		Art. L. 1424-12.
	CHAPITRE II	Sous-section 2
	Les transferts de personnels ou de	Les transferts de personnels ou de
	biens au service départemental	biens au service départemental
	d'incendie et de secours	d'incendie et de secours
	Section 1	Paragraphe 1
	Les transferts de personnels	Les transferts de personnels
Art. 13 à 16.		Art. L. 1424-13 à L. 1424-16.
	Section 2	Paragraphe 2
	Les transferts de biens	Les transferts de biens
Art. 17 à 19.		Art. L. 1424-17 à L. 1424-19.
	Section 3	Paragraphe 3
	Les procédures de transferts	Les procédures de transferts
Art. 20 à 23.		Art. L. 1424-20 à L. 1424-23.
	CHAPITRE III	Sous-section 3
	Organisation du service départemental	Organisation du service
	d'incendie et de secours	départemental d'incendie et de
		secours
	Section 1	Paragraphe 1
	Le conseil d'administration	Le conseil d'administration
Art. 24 à 30.		Art. L. 1424-24 à L. 1424-30.
	Section 2	Paragraphe 2
	La commission administrative et	La commission administrative et
	technique des services d'incendie et	technique des services d'incendie et
	de secours	de secours
Art. 31.		Art. L. 1424-31.
	Section 3	Paragraphe 3
	Le directeur départemental des	Le directeur départemental des
	services d'incendie et de secours	services d'incendie et de secours
Art. 32 à 34.		Art. L. 1424-32 à L. 1424-34.

ANNEXE N° 1 (suite)

CHAPITRE IV	Sous-section 4
Les contributions financières des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département au budget du service départemental d'incendie et de secours	Les contributions financières des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et du département au budget du service départemental d'incendie et de secours
Art. 35 et 36.	Art. L. 1424-35 et L. 1424-36.
TITRE III	Section 3
DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES	Dispositions relatives à la formation des sapeurs-pompiers volontaires
Art. 37 à 39.	Art. L. 1424-37 à L. 1424-39.
TITRE IV	Section 4
DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	Dispositions diverses
Art. 40 à 47.	Art. L. 1424-40 à L. 1424-47.
Art. 49.	Art. L. 1424-48.
Art. 53 et 54.	Art. L. 1424-49 à L. 1424-50.

II. - En conséquence, les références à des articles de la présente loi sont remplacées par des références à des articles du code général des collectivités territoriales conformément au même tableau de concordance.

III. - Dans le troisième alinéa de l'article 7, le second alinéa de l'article 13, le deuxième alinéa de l'article 14, le deuxième alinéa de l'article 17 et le premier alinéa de l'article 44, les mots : "la présente loi" sont remplacés par les mots : "la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours".

IV. - Dans le premier alinéa de l'article 13, le premier alinéa de l'article 14, le premier alinéa de l'article 17, le premier alinéa de l'article 45, le premier alinéa de l'article 46 et l'article 49, les mots : "à la date de la publication de la présente loi" ou "à la date d'entrée en vigueur de la présente loi" sont remplacés par les mots : "à la date de la promulgation de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours".

V. - Dans l'article 40, les I, II et le premier alinéa du III de l'article 53 les mots : de la présente loi" sont remplacés par les mots : "du présent chapitre".

VI. - Dans le premier alinéa de l'article 41 et le troisième alinéa du III de l'article 53, les mots : "de la présente loi" sont supprimés.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

VII. - Dans l'article 8, les mots : "du code général des collectivités territoriales" sont supprimés et les mots : "par la présente loi" sont remplacés par les mots : "par le présent chapitre".

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 mai 1996.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

ALAIN JUPPE

Le ministre du travail et des affaires sociales,

JACQUES BARROT

Le ministre de l'intérieur,

JEAN-LOUIS DEBRE

Le ministre de l'économie et des finances,

JEAN ARTHUIS

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation*

DOMINIQUE PERBEN

Le ministre délégué à l'outre-mer

JEAN-JACQUES DE PERETTI

Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 1888 rectifié ;

Rapport de M. Pierre-Rémy Houssin, au nom de la commission des lois, n° 1899 ;

Discussion et adoption le 17 janvier 1995.

Sénat :

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, n° 217 (1994-1995) ;

Rapport de M. René-Georges Laurin, au nom de la commission des lois, n° 320 (1994-1995) ;

Avis de M. Paul Girod, au nom de la commission des finances, n° 322 (1994-1995) ;

Discussion les 27 et 29 juin 1995 et adoption le 29 juin 1995.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat en première lecture, n° 2128 ;

Rapport de M. Pierre-Rémy Houssin, au nom de la commission des lois, n° 2554 ;

Avis de M. Yves Fréville, au nom de la commission des finances, n° 2568 ;

Discussion et adoption le 15 février 1996. Sénat :

Projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture n° 232 (1993-1994) ;

Rapport de M. René Georges Laurin, au nom de la commission des lois, n° 269 (1995-1996) ;

Avis de M. Guy Cabanel, au nom de la commission des finances, n° 279 (1995-1996) ;

Discussion et adoption le 28 mars 1996.

Sénat :

Rapport de M. René-Georges Laurin, au nom de la commission mixte paritaire, n° 316 (1995-1996) ;

Discussion et adoption le 24 avril 1996.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture, n° 2697 ;

Rapport de M. Pierre-Rémy Houssin, au nom de la commission mixte paritaire, n° 2718 ;

Discussion et adoption le 25 avril 1996.

ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

28 décembre 1997 page 19017.

Décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997.

Relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours.

NOR: INTE9700370D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

Vu la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs pompiers ;

Vu le code des communes (partie Réglementaire) ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 80-988 du 8 décembre 1980 modifié fixant les dispositions applicables aux directeurs des services départementaux d'incendie et de secours ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

Vu le décret n° 87-1005 du 16 décembre 1987 modifié relatif aux missions et à l'organisation des unités participant au service d'aide médicale urgente appelées SAMU ;

Vu le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 92-157 du 19 février 1992 modifié portant code de déontologie vétérinaire ;

Vu le décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier ;

Vu le décret n° 95-284 du 14 mars 1995 portant code de déontologie des pharmaciens et portant modification du code de la santé publique ;

Vu le décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant code de déontologie médicale ;

Vu le décret n° 96-1004 du 22 novembre 1996 relatif aux vacations horaires des sapeurs pompiers volontaires ;

Vu le décret n° 96-1005 du 22 novembre 1996 relatif à l'installation des premiers conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours ;

ANNEXE N° 2 (suite)

Vu le décret n° 96-1171 du 26 décembre 1996 relatif aux transferts de personnels et de biens prévus par la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

Vu le décret n° 97-279 du 24 mars 1997 relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 15 octobre 1997 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Pour l'exercice des missions prévues à l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales, le service départemental d'incendie et de secours comprend le service de santé et de secours médical et des services opérationnels, administratifs ou techniques, notamment ceux chargés de la prévention, de la prévision, de la logistique et de la technique, des ressources humaines, de la formation, de l'administration et des finances.

L'organisation territoriale du service départemental d'incendie et de secours tient compte du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Elle comprend des centres d'incendie et de secours qui sont classés en centres de secours principaux, centres de secours et centres de première intervention. Ces services et ces centres peuvent être organisés au sein de groupements, qui exercent des missions opérationnelles, administratives ou techniques dans les conditions fixées par le règlement opérationnel mentionné à l'article 42 et par le règlement intérieur du corps départemental mentionné à l'article 22.

Ont également la qualité de service d'incendie et de secours les centres de première intervention communaux ou intercommunaux. Les corps qui les servent sont régis par les règlements intérieurs mentionnés à l'article 35.

Les services d'incendie et de secours comprennent des sapeurs-pompiers professionnels appartenant à des cadres d'emplois créés en application de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et des sapeurs-pompiers volontaires qui, soumis à des règles spécifiques fixées en application de l'article 23 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 susvisée, ne peuvent exercer cette activité à temps complet.

Les conditions d'encadrement de ces services sont fixées dans l'annexe jointe au présent décret.

TITRE Ier

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

CHAPITRE IER

Le conseil d'administration et la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours

Section I

Elections

Art. 2. - Six mois, au moins, avant le renouvellement du mandat de ses membres, le conseil d'administration délibère sur :

- a) La répartition, par collèges, des sièges mentionnés au 2° de l'article L. 1424-24 du même code, qui s'opère à la proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne ;
- b) La pondération des suffrages, calculée dans les conditions fixées au quatrième alinéa dudit article.

Les membres du conseil d'administration sont saisis de propositions en ce sens quinze jours au moins avant de délibérer.

Au vu de cette délibération, le préfet fixe par arrêté la répartition des sièges et la pondération des suffrages.

Art. 3. - A défaut de réception de la délibération du conseil d'administration mentionnée à l'article 2 dans un délai de quinze jours après la date fixée par cet article, ou lorsque la délibération transmise ne permet pas de fixer la répartition des sièges et la pondération des suffrages, le préfet adresse au conseil d'administration une mise en demeure de délibérer dans les quinze jours.

ANNEXE N° 2 (suite)

A défaut de réception de cette délibération dans un délai d'un mois à compter de cette mise en demeure, le préfet arrête la répartition des sièges et la pondération des suffrages.

Art. 4. - Un arrêté du ministre de l'intérieur fixe la date limite des élections des représentants des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration, et des élections des représentants des sapeurs-pompiers au conseil d'administration et à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours. Un arrêté du préfet fixe le calendrier des opérations électorales dans le département.

Art. 5. - Nul ne peut être candidat au titre de catégories différentes.

Art. 6. - Les représentants titulaires et suppléants, du département au conseil d'administration sont élus selon des modalités fixées par le conseil général. Il peut être procédé, pour l'application du 1° et du 2° de l'article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales, à une seule élection.

Art. 7. - Les élections des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale telles que prévues, d'une part, au 1° de l'article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales, d'autre part, au 2° de ce même article, sont organisées par le préfet qui arrête la liste des électeurs.

Ces élections ont lieu par correspondance. Les frais d'organisation des élections sont à la charge du service départemental d'incendie et de secours.

Art. 8. - Les listes de candidats comprennent autant de noms de titulaires qu'il y a de sièges à pourvoir. Chaque candidature à un siège de titulaire est assortie de la candidature d'un suppléant.

Les listes de candidats sont déposées à la préfecture à une date fixée, après avis du président du conseil d'administration, par arrêté, du préfet. Aucune liste ne peut être modifiée après cette date, sauf en cas de décès ou d'inéligibilité.

Art. 9. - Les électeurs votent pour une liste complète, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

Art. 10. - Pour l'élection des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au titre du 1° de l'article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales, chaque électeur dispose d'une seule voix, soit en qualité de maire, soit en qualité de président d'établissement public de coopération intercommunale.

Chaque bulletin de vote est inséré sous double enveloppe : l'enveloppe intérieure ne comporte aucune mention ni signe distinctif ; l'enveloppe extérieure porte la mention : "Elections CASDIS, article L. 1424-24 (1°) du code général des collectivités territoriales", l'indication du nom et de la qualité de l'électeur, ainsi que sa signature.

Art. 11. - Pour l'élection des représentants des communes, d'une part, et des établissements publics de coopération intercommunale, d'autre part, au titre du 2° de l'article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales, chaque maire et chaque président d'établissement public de coopération intercommunale dispose, au sein du collège électoral auquel il appartient, du nombre de suffrages fixé par l'arrêté préfectoral prévu à l'article 2.

Cinq séries de bulletins de vote sont établies en cinq couleurs différentes et portent de façon apparente, d'une part, la mention préimprimée : "1 voix", "10 voix", "100 voix", "1 000 voix" et "10 000 voix" et, d'autre part, les listes de candidats présentes au scrutin. Les bulletins correspondant au nombre de suffrages attribués sont adressés à chacun des électeurs par le préfet.

Chaque bulletin de vote est inséré sous double enveloppe ; l'enveloppe intérieure ne comporte aucune mention ni signe distinctif ; l'enveloppe extérieure porte la mention : "Elections CASDIS, article L. 1424-24 (2°) du code général des collectivités territoriales", l'indication du nom, de la qualité et du collège de l'électeur, ainsi que sa signature.

ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 12. - L'élection des représentants des sapeurs-pompiers à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours, prévue à l'article L. 1424-31 du code général des collectivités territoriales, a lieu au scrutin proportionnel au plus fort reste au sein des quatre collèges électoraux distincts mentionnés aux 2° et 3° de l'article 18. Elle se tient à la même date que les élections au conseil d'administration prévues à l'article 7.

Elle donne, pour chaque collège, au premier candidat titulaire élu dans l'ordre d'inscription sur la liste et à son suppléant, qualité, respectivement comme titulaire et comme suppléant, pour assister au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Pour être électeurs et éligibles, à la date de l'élection, les sapeurs-pompiers professionnels doivent être titulaires de leur grade. Leurs représentants sont élus sur des listes présentées par les organisations syndicales représentatives au sens des articles 29 et 32 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Chaque bulletin de vote est inséré sous double enveloppe : l'enveloppe intérieure ne comporte aucune mention ni signe distinctif ; l'enveloppe extérieure porte la mention ; Elections CASDIS/CATSIS, l'indication du nom de la qualité et du collège de l'électeur, ainsi que sa signature.

Art. 13. - Les votes pour les élections prévues aux articles 10 à 12 sont recensés par une commission comprenant :

- a) Le préfet, président, ou son représentant ;
- b) Le président du conseil d'administration ou son représentant désigné parmi les membres du conseil ;
- c) Deux maires et deux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale désignés par les membres du conseil d'administration ;
- d) Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire de la préfecture.

Un représentant de chaque liste peut contrôler les opérations de dépouillement des bulletins.

Pour l'élection au scrutin de liste majoritaire, en cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au bénéfice de la liste dont la moyenne d'âge des candidats est la plus élevée.

Pour l'élection au scrutin de liste proportionnelle en cas d'égalité de reste pour l'attribution du dernier siège restant à pourvoir ce siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au bénéfice du plus âgé des candidats susceptibles d'être élus.

Les résultats sont proclamés, affichés et publiés à la diligence du président de la commission. Ils peuvent être contestés devant le tribunal administratif, dans les dix jours qui suivent leur proclamation, par tout électeur, par tout candidat et par le préfet.

Art. 14. - Chacun des membres du conseil d'administration ou de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours est élu pour trois ans, sauf lorsqu'il cesse d'exercer la fonction ou le mandat électif au titre duquel il a été élu.

Art. 15. - En cas de vacance d'un siège de représentant titulaire du département, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale ou des sapeurs-pompiers, ce titulaire est remplacé par son suppléant, pour la durée du mandat restant à courir.

Lorsque le titulaire ne peut être remplacé par son suppléant ou, à défaut, par son suivant de liste, il est procédé à une élection partielle pour la durée du mandat restant à courir, lorsque celle-ci excède six mois.

Section 2

Fonctionnement du conseil d'administration

Art. 16. - Ainsi qu'il est dit à l'article L. 1424-29 du code général des collectivités territoriales, le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires relatives à l'administration du service départemental d'incendie et de secours.

ANNEXE N° 2 (suite)

Il fixe son règlement intérieur, sur proposition de son président. Ce règlement précise les règles générales d'organisation et de fonctionnement du conseil.

Il se réunit sur convocation de son président. Il ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Le préfet peut se faire représenter aux séances du conseil d'administration par un membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet.

Le comptable de l'établissement assiste aux séances.

Un membre présent ne peut disposer que d'une seule procuration.

Art. 17. - Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, sous réserve des dispositions de l'article L. 1424-29 du code général des collectivités territoriales. Le président à voix prépondérante en cas de partage des voix.

Le dispositif de ces délibérations ainsi que les actes du président, qui ont un caractère réglementaire, sont publiés dans un recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours ayant une périodicité au moins semestrielle.

Les frais de déplacement et des jour supportés par les membres du conseil d'administration à l'occasion des réunions de ce conseil ou de tout organisme dont ils font partie *à* qualités sont remboursés dans les conditions prévues par le décret du 19 juin 1991 susvisé.

Section 3

Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours

Art. 18. - La commission administrative et technique des services d'incendie et de secours mentionnée à l'article L. 1424-31 du code général des collectivités territoriales comprend :

1° Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou, en son absence, le directeur départemental adjoint, président ;

2° Deux officiers de sapeurs pompiers professionnels élus par l'ensemble des officiers de sapeurs pompiers professionnels en service dans le département et deux officiers de sapeurs-pompiers volontaires dont un peut être membre du service de santé et de secours médical, élus par l'ensemble des officiers de sapeurs-pompiers volontaires en service dans le département ;

3° Trois sapeurs pompiers professionnels non officiers élus par l'ensemble des sapeurs pompiers professionnels non officiers en service dans le département et trois sapeurs pompiers volontaires non officiers élus par l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires non officiers en service dans le département ;

4° Le médecin chef du service de santé et de secours médical ou son représentant.

En cas d'absence ou d'empêchement, les sapeurs-pompiers élus à la commission administrative et technique sont remplacés par leur suppléant élu dans les mêmes conditions et pour la même durée que le membre titulaire.

CHAPITRE II

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours

Art. 19. - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental, est un officier de sapeurs-pompiers professionnels du grade de commandant, lieutenant-colonel ou colonel. Il a autorité sur l'ensemble des personnels du service départemental d'incendie et de secours.

Le directeur départemental est assisté par un directeur départemental adjoint, officier de sapeurs pompiers professionnels.

Il est également assisté par un responsable des affaires administratives et financières et d'un ou plusieurs chefs de groupement responsables de services ou d'unités territoriales.

ANNEXE N° 2 (suite)

Le directeur départemental peut déléguer certaines de ses attributions à son adjoint, au responsable des affaires administratives et financières ainsi qu'aux chefs de groupement.

Art. 20. - Sous l'autorité du préfet ou du maire, le directeur départemental des services d'incendie et de secours dispose, en tant que de besoin, des moyens des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux pour l'exercice des missions prévues à l'article L. 1424-33 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'exercice de sa mission de direction opérationnelle, le directeur départemental des services d'incendie et de secours a également autorité sur l'ensemble des personnels des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux et dispose des matériels affectés à ceux-ci.

Il peut être chargé par le préfet ou le maire de mettre en oeuvre tout autre moyen public ou privé qui serait mis à sa disposition par ces autorités.

CHAPITRE III

Le corps départemental de sapeurs-pompiers

Art. 21. - Les officiers du corps départemental jusqu'au grade de capitaine sont nommés par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours. Les officiers du grade de commandant, lieutenant-colonel ou colonel sont nommés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du président du conseil d'administration.

Art. 22. - Un règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement du corps départemental et les obligations de service de ses membres.

Le président du conseil d'administration saisit pour avis :

- le comité technique paritaire départemental pour les dispositions propres aux sapeurs-pompiers professionnels ;
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires prévu à l'article 23 pour les dispositions propres aux sapeurs-pompiers volontaires ;
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours pour les dispositions communes à tous les sapeurs pompiers.

Le président arrête le règlement intérieur après délibération du conseil d'administration.

Art. 23. - Un comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires, propre à l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, dont les compétences et les modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté du ministre de l'intérieur, est créé auprès du service départemental d'incendie et de secours.

Le comité dont sont membres les représentants de l'administration siégeant au comité technique paritaire départemental des sapeurs-pompiers professionnels, est présidé par le président du conseil d'administration. Lorsqu'il n'en est pas membre, le directeur départemental ou son représentant assiste avec voix consultative aux séances du comité.

L'élection des représentants des sapeurs pompiers volontaires, dont le nombre est égal à celui des représentants de l'administration, a lieu dans les mêmes conditions et à la même date que celle des représentants des sapeurs-pompiers volontaires à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.

Les représentants des sapeurs-pompiers volontaires sont élus pour trois ans par l'ensemble des sapeurs pompiers volontaires du corps départemental, sauf lorsqu'ils cessent d'exercer la fonction au titre de laquelle ils ont été élus.

Un même sapeur-pompier volontaire peut être élu au comité consultatif départemental et à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.

CHAPITRE IV

Le service de santé et de secours médical du service départemental d'incendie et de secours

ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 24. - Le service de santé et de secours médical exerce les missions suivantes :

- 1° La surveillance de la condition physique des sapeurs-pompiers ;
- 2° L'exercice de la médecine professionnelle et d'aptitude des sapeurs pompiers professionnels et de la médecine d'aptitude des sapeurs-pompiers volontaires, dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- 3° Le conseil en matière de médecine préventive, d'hygiène et de sécurité notamment auprès du comité d'hygiène et de sécurité ;
- 4° Le soutien sanitaire des interventions des services d'incendie et de secours et les soins d'urgence aux sapeurs-pompiers ;
- 5° La participation à la formation des sapeurs-pompiers au secours à personnes ;
- 6° La surveillance de l'état de l'équipement médico-secouriste du service.

En outre, le service de santé et de secours médical participe :

- 1° Aux missions de secours d'urgence définies par l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales et par l'article 2 de la loi du 6 janvier 1986 susvisée ;
- 2° Aux opérations effectuées par les services d'incendie et de secours impliquant des animaux ou concernant les chaînes alimentaires ;
- 3° Aux missions de prévision, de prévention et aux interventions des services d'incendie et de secours, dans les domaines des risques naturels et technologiques, notamment lorsque la présente de certaines matières peut présenter des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Art. 25. - Le service de santé et de secours médical comprend des médecins, pharmaciens, infirmiers, vétérinaires qui ont la qualité de sapeurs-pompiers volontaires.

Il peut en outre comprendre :

- un emploi de médecin-chef et, le cas échéant, de médecin chef adjoint qui peuvent être complétés par un ou des emplois de médecin, à raison d'un emploi pour 150 sapeurs-pompiers professionnels ou pour 1 000 sapeurs-pompiers volontaires ;
- un ou des emplois d'infirmier, en nombre au plus égal à celui des médecins, calculé comme indiqué ci-dessus ;
- un ou des emplois de pharmacien dont l'un est affecté à la gérance d'une pharmacie à usage intérieur créée pour les fins et dans les conditions prévues à l'article L. 595-10 du code de la santé publique.

Art. 26. - Sous l'autorité du directeur départemental des services d'incendie et de secours, le médecin chef dirige le service de santé et de secours médical et conseille les autorités responsables des secours ou de la gestion des services d'incendie et de secours. Le médecin chef peut être assisté par un médecin chef adjoint. Le service comprend également un pharmacien-chef et, le cas échéant, vétérinaire chef.

Les officiers du service de santé et de secours médical mentionnés à l'alinéa précédent ont au moins le grade de commandant. Ils sont nommés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours.

Les personnels du service de santé et de secours médical sont placés sous l'autorité du médecin-chef, et relèvent de leur chef de centre ou du chef d'un des services mentionnés à l'article 1er, pour les missions exercées par ce centre ou ce service.

Art. 27. - Il est créé une commission consultative du service de santé et de secours médical, présidée par le médecin-chef. Cette commission comprend le médecin-chef adjoint, le pharmacien-chef, deux médecins, un pharmacien et deux infirmiers. Elle comprend en outre le vétérinaire-chef ou, à défaut, un vétérinaire.

La commission consultative donne son avis sur les questions dont elle est saisie par son président ou par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 28. - Il est créé, auprès du service de santé et de secours médical, une commission d'aptitude aux fonctions de sapeur-pompier volontaire, dont les membres sont les médecins siégeant à la commission consultative prévue à l'article 27. Cette commission est présidée par le médecin-chef. La commission peut être saisie pour avis par les médecins sapeurs-pompiers et par le médecin chef de toute question relative à l'aptitude physique de sapeurs-pompiers volontaires. La commission peut faire appel à des experts. Le sapeur-pompier dont la situation est examinée peut se faire entendre par la commission, accompagné d'une ou deux personnes de son choix.

CHAPITRE V

Organisation comptable et financière du service départemental d'incendie et de secours

Art. 29. - Le budget du service départemental d'incendie et de secours comprend une section d'investissement et une section de fonctionnement. La section d'investissement peut comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Chaque section est divisée en chapitres et articles conformément aux règles fixées par un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget.

La comptabilité est organisée conformément au décret du 29 décembre 1962 susvisé. Un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre chargé du budget et du ministre chargé des collectivités locales fixe la nomenclature des comptes.

Le comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor.

Le conseil d'administration détermine la durée de l'amortissement des biens meubles et immeubles dans les conditions définies par les instructions budgétaires et comptables.

Le conseil d'administration peut créer, au sein de l'établissement public, des régies d'avances et de recettes.

Art. 30. - Les recettes du service départemental d'incendie et de secours sont constituées notamment par :

- 1° Les contributions annuelles du département des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétent en matière de secours et de lutte contre l'incendie, y compris les contributions liées à l'application du premier alinéa de l'article L. 1424-41 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Les subventions, fonds de concours, dotations et participations des Communautés européennes, de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- 3° Le produit des emprunts ;
- 4° Les dotations aux amortissements des biens meubles et immeubles ;
- 5° Les reprises sur amortissements et provisions ;
- 6° Les autres opérations d'ordre ;
- 7° Les remboursements pour services faits et les participations diverses ;
- 8° Les dons et legs ;
- 9° Le cas échéant, le remboursement par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés des montants versés au titre de l'allocation de vétérance et des frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires relevant d'un corps communal ou intercommunal ;
- 10° Le cas échéant, les prélèvements opérés sur les vacations perçues par les sapeurs-pompiers volontaires en application de l'article 14 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 susvisée ;
- 11° Le cas échéant, le remboursement par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés des avantages prévus par le deuxième alinéa de l'article L. 1424-41 du code général des collectivités territoriales.

Art. 31. - Les dépenses du service départemental d'incendie et de secours comprennent notamment :

- 1° Les dépenses d'organisation et de fonctionnement du service ;

ANNEXE N° 2 (suite)

2° Le remboursement des emprunts et les frais accessoires à ces opérations ;

3° Les dépenses relatives aux personnels et les indemnités diverses prévues par la réglementation en vigueur, notamment les dépenses liées à l'application de l'article L. 1424-41 du code général des collectivités territoriales, les frais d'assistance juridique, les subventions ou garanties accordées aux comités des oeuvres sociales et, le cas échéant, à des associations dont l'objet est utile aux services d'incendie et de secours ;

4° Les dépenses relatives aux sapeurs-pompiers volontaires relevant du corps départemental ;

5° Les frais d'achat, de location et d'entretien des matériels de secours et de lutte contre l'incendie ainsi que de leurs accessoires ;

6° Les dépenses d'acquisition ou de construction de locaux affectés aux services d'incendie et de secours ou, à défaut, le loyer, les charges locatives et les frais de gestion administrative de ces locaux ;

7° Les frais d'équipement, d'entretien et de fonctionnement des locaux affectés aux services d'incendie et de secours ;

8° Les dépenses d'acquisition, de location, de gestion et d'entretien par le service départemental des matériels susceptibles d'être mis à la disposition des communes et des établissements publics de coopération intercommunale qui disposent d'un corps de sapeurs-pompiers ;

9° L'amortissement des biens meubles et immeubles autres que les terrains et des immobilisations incorporelles ;

10° Les provisions pour risques et charges et pour dépréciations ;

11° Les autres opérations d'ordre ;

12° Les dépenses relatives aux vacations des sapeurs pompiers volontaires relevant du corps départemental, les dépenses relatives à l'allocation de vétérance, et, le cas échéant, les frais de formation des sapeurs pompiers volontaires relevant d'un corps communal ou intercommunal ;

13° Le cas échéant, le remboursement, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie, des dépenses occasionnées lors de leurs interventions, en application de directives du service départemental.

Art. 32. - En application du quatrième alinéa de l'article L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales, lorsque le conseil d'administration n'a pas fixé le montant prévisionnel des recettes du service départemental d'incendie et de secours le 15 octobre de l'année précédant l'exercice, celui-ci est égal, compte tenu, le cas échéant, des opérations de transfert intervenues dans l'année, au montant des contributions de ces collectivités et établissements publics constatées dans le dernier compte administratif connu, corrigé par l'évolution, à cette date, du dernier indice INSEE de la moyenne annuelle des prix à la consommation et augmenté des dépenses liées au glissement vieillesse-technicité.

Lorsque, le 1er novembre de l'année précédant l'exercice, aucune délibération du conseil d'administration ne permet de fixer les modalités de calcul des contributions du département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale, la contribution de ces collectivités et établissements au montant prévisionnel des recettes est répartie dans les conditions suivantes :

La contribution de chaque commune et de chaque établissement public de coopération intercommunale est égale :

a) Pour 80 % de son montant à la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale dans le total des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale constaté dans le dernier compte administratif du service départemental d'incendie et de secours, corrigé, le cas échéant, pour tenir compte des opérations de transfert intervenues dans l'année ;

b) Pour 20 % de son montant, au produit de la population par l'écart relatif entre le potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des communes du même groupe démographique et le potentiel fiscal par habitant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale.

ANNEXE N° 2 (suite)

Le potentiel fiscal par habitant est calculé par application des dispositions de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales. Pour les établissements publics de coopération intercommunale, le potentiel fiscal par habitant est égal au rapport entre la moyenne des potentiels fiscaux des communes membres et la population moyenne de ces communes.

Ces données s'apprécient au 1er janvier de l'année précédant l'exercice au titre duquel est calculée la contribution à l'exception de la population calculée dans les conditions prévues à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

Les communes sont classées par groupes démographiques déterminés en fonction de l'importance de leur population. Les groupes démographiques sont définis conformément à l'article L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales. Les établissements publics de coopération intercommunale sont classés de la façon définie à l'alinéa précédent en fonction de la population moyenne de leurs communes membres.

TITRE II

LES CENTRES DE PREMIERE INTERVENTION COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX

Art. 33. - Il est institué, auprès de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale, un comité consultatif communal ou intercommunal des sapeurs pompiers volontaires qui exerce les attributions du conseil d'administration prévu aux articles R. 352-13 et suivants du code des communes.

Dans les corps communaux ou intercommunaux, les sapeurs-pompiers volontaires sont recrutés sur décision du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné, après avis du comité consultatif communal ou intercommunal et du service départemental d'incendie et de secours.

Art. 34. - Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale qui disposent d'un corps de sapeurs-pompiers desservant un centre de première intervention, conservent à leur charge les dépenses relatives aux sapeurs-pompiers volontaires relevant du corps communal ou intercommunal.

Art. 35. - Les corps communaux ou intercommunaux de sapeurs-pompiers sont placés sous l'autorité d'un chef de corps.

Les sapeurs-pompiers volontaires chefs de corps, chefs de centre ou officiers sont nommés par arrêté conjoint du préfet et du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné, après avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours.

L'affectation d'un sapeur-pompier professionnel prévue au dernier alinéa de l'article L. 1424-9 du code général des collectivités territoriales ne peut intervenir que sur avis conforme du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné. Ce avis doit être émis dans le délai d'un mois.

Un règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement du corps communal ou intercommunal, sous réserve des dispositions du règlement opérationnel établi par le préfet. Le règlement est arrêté par l'autorité territoriale après avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du comité consultatif communal ou intercommunal.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours veille au bon fonctionnement des corps communaux ou intercommunaux et propose aux autorités compétentes toute mesure qu'il juge utile.

Art. 36. - Un centre de première intervention communal ou intercommunal peut être créé par arrêté préfectoral, si l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale le demande, après avis conforme du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours. La nécessité de cette création doit être constatée par le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Art. 37. - En cas de négligences graves ou de difficultés de fonctionnement constatées dans un corps communal ou intercommunal de sapeurs pompiers, le préfet peut dissoudre le corps par arrêté pris après avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours et de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Cet arrêté précise les conditions de réorganisation du corps et les dispositions nécessaires pour assurer les secours jusqu'à cette réorganisation.

ANNEXE N° 2 (suite)

En cas de rattachement au corps départemental des sapeurs-pompiers volontaires relevant d'un corps communal ou intercommunal, dans les conditions prévues à l'article L. 1424-15 du code général des collectivités territoriales, le préfet dissout le corps par arrêté pris après avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours et de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Le comité consultatif communal ou intercommunal dont relevaient les sapeurs-pompiers concernés est dissous de plein droit.

TITRE III

ORGANISATION OPERATIONNELLE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Art. 38. - Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, prévu à l'article L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales est arrêté par le préfet. Celui-ci recueille l'avis du comité technique paritaire départemental, du comité consultatif départemental des sapeurs pompiers volontaires de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours sur le projet de schéma.

Ce projet est également présenté au collège des chefs de service de l'Etat.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques est publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours. Il peut être consulté sur demande à la préfecture, dans les sous-préfectures et au siège du service départemental d'incendie et de secours.

CHAPITRE IER

Les centres d'incendie et de secours

Art. 39. - Les centres d'incendie et de secours sont les unités territoriales chargées principalement des missions de secours.

Ils sont créés et classés par arrêté du préfet en centres de secours principaux, centres de secours et centres de première intervention en application de l'article L. 1424-1 du code général des collectivités territoriales, en fonction du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel, et conformément aux critères suivants :

- a) Les centres de secours principaux assurent simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie, deux départs en intervention pour une mission de secours d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;
- b) Les centres de secours assurent simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie ou un départ en intervention pour une mission de secours d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;
- c) Les centres de première intervention assurent au moins un départ en intervention.

Chaque centre d'incendie et de secours dispose, selon la catégorie à laquelle il appartient, d'un effectif lui permettant au minimum d'assurer la garde et les départs en intervention dans les conditions ci-dessus définies. Cet effectif est fixé dans le respect des dispositions des guides nationaux de référence, mentionnés à l'article 52, du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel.

Les personnels de garde sont susceptibles de partir immédiatement en intervention ; les personnels d'astreinte sont susceptibles de partir en intervention dans un délai fixé par le règlement opérationnel.

Art. 40. - Les centres d'incendie et de secours sont placés sous l'autorité d'un chef de centre, nommé par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, sous réserve des dispositions des articles 21 et 35, sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Art. 41. - Un centre d'incendie et de secours est dit mixte lorsqu'il comprend à la fois des sapeurs pompiers professionnels et des sapeurs pompiers volontaires.

ANNEXE N° 2 (suite)

Le commandement d'un centre mixte est assuré par un sapeur-pompier professionnel quand il comprend au moins huit sapeurs-pompiers professionnels et par un officier de sapeurs pompiers professionnels quand son effectif total est supérieur à trente sapeurs-pompiers, dont huit sapeurs pompiers professionnels.

CHAPITRE II

Mise en oeuvre opérationnelle sur le territoire du département

Art. 42. - Le règlement opérationnel mentionné à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales est arrêté par le préfet, après avis du comité technique départemental, de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours et du conseil d'administration.

Le règlement opérationnel prend en considération le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et les dispositions des guides nationaux de référence mentionnés à l'article 52. Ce règlement fixe les consignes opérationnelles relatives aux différentes missions des services d'incendie et de secours et détermine obligatoirement l'effectif minimum et les matériels nécessaires, dans le respect des prescriptions suivantes :

- a) Les missions de lutte contre l'incendie nécessitent au moins un engin pompe tonne et six à huit sapeurs pompiers ;
- b) Les missions de secours d'urgence, aux personnes nécessitent au moins un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés et trois ou quatre sapeurs-pompiers ;
- c) Pour les autres missions prévues par l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales, les moyens doivent être mis en oeuvre par au moins deux sapeurs-pompiers ;

Le règlement opérationnel détermine ceux des véhicules pour lesquels ces armements peuvent être différents de ceux définis ci-dessus.

Le règlement opérationnel est publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours. Il est notifié à tous les maires du département.

Art. 43. - Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, du directeur départemental des services d'incendie et de secours ou, en son absence, d'un sapeur pompier professionnel ou volontaire, officier, sous officier ou gradé, dans les conditions fixées par le règlement opérationnel.

Art. 44. - Les centres de traitement de l'alerte sont dirigés par un sapeur-pompier professionnel. Ils sont dotés d'un numéro d'appel téléphonique unique, le 18.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 janvier 1986 précitée, de l'article L. 1424-44 du code général des collectivités territoriales et de l'article 8 du décret du 16 décembre 1987 susvisé, les centres de traitement de l'alerte du numéro 18 et les centres de réception des appels du numéro 15 se tiennent mutuellement informés dans les délais les plus brefs des appels qui leur parviennent et des opérations en cours de réorientent vers le centre compétent tout appel n'entrant pas directement dans leur domaine de compétence. Les centres de traitement de l'alerte du numéro 18 sont en outre interconnectés avec les dispositifs de réception des appels des services de police et de gendarmerie du numéro 17.

Art. 45. - Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours dénommé CODIS est l'organe de coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours du département. Il est dirigé par un sapeur-pompier professionnel. Il est immédiatement informé de toutes les opérations en cours et est régulièrement tenu informé de l'évolution de la situation jusqu'à la fin de celles-ci.

Placé sous l'autorité du directeur départemental des services d'incendie et de secours, le CODIS est chargé, en cas d'incendie et autres accidents, sinistres et catastrophes, d'assurer les relations avec les préfets, les autorités responsables des zones de défense, les autorités départementales et municipales ainsi qu'avec les autres organismes publics ou privés qui participent aux opérations de secours.

ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 46. - Lorsque, dans les conditions prévues à l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales, la situation exige la mise en oeuvre de moyens médicaux et de sauvetage, les services d'incendie et de secours interviennent, sous l'autorité du préfet et selon ses directives, avec leurs propres moyens, en liaison avec ceux mis en oeuvre par les SAMU en application du décret du 16 décembre 1987 précité.

CHAPITRE III

Mise en oeuvre opérationnelle en dehors du département

Art. 47. - Les services d'incendie et de secours ne peuvent intervenir en dehors des limites de leur département que sur décision :

1° Du préfet de leur département, notamment en application d'une convention interdépartementale ;

2° Du préfet de la zone de défense ou du préfet désigné par le Premier ministre en application des articles 7, 8 et 9 de la loi du 22 juillet 1987 susvisée ;

3° Du ministre de l'intérieur en application de l'article 6 de la même loi.

Art. 48. - Le préfet chargé de l'établissement de l'un des plans prévus aux articles 3, 4, 7 et 8 de la loi du 22 juillet 1987 précitée peut confier une mission de coordination interdépartementale de l'un des directeurs départementaux des services d'incendie et de secours de l'un des départements soumis aux dispositions du plan.

Il peut également, par le regroupement des moyens de secours existant dans ces départements, instituer des moyens mobiles de secours composés de sapeurs-pompiers communaux, intercommunaux et départementaux et commandés par des officiers de sapeurs-pompiers qu'il désigne.

Art. 49. - Le préfet chargé de la coordination des opérations en application des articles 7 et 8 de la loi du 22 juillet 1987 précitée dispos d'un état-major de sécurité civile, qui comprend notamment des sapeurs-pompiers professionnels. La composition de cet état-major est fixée par arrêté du ministre de l'intérieur.

Il emploie les moyens mobiles de secours mentionnés à l'article 48 qu'il a institués ou qui ont été mis à sa disposition par le préfet qui les a institués.

Art.50. - Les services d'incendie et de secours ne peuvent intervenir au profit d'un Etat étranger que sur décision du Gouvernement en application de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1987 précitée, sous réserve, le cas échéant, des accords de coopération décentralisée conclus dans les conditions prévues à l'article 131 de la loi du 6 février 1992 susvisée.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 51. - Les agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ne peuvent exercer les fonctions de sapeur pompier volontaire pendant le temps de service, sauf dans les cas prévus par la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 précitée.

Les agents de la fonction publique territoriale qui, n'ayant pas la qualité de sapeur pompier professionnel, relèvent des services d'incendie et de secours sont chargés des tâches ne comportant pas d'activités principalement opérationnelles.

Art. 52. - Un arrêté du ministre de l'intérieur fixe les règlements de services et les règles applicables aux formations dispensées aux sapeurs-pompiers qui sont rassemblés dans des guides nationaux de référence. Un arrêté du même ministre détermine les tenues, équipements, insignes et attributs des sapeurs-pompiers.

Art. 53. - I. - Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires mentionné à l'article 23 se substitue dès son installation au conseil d'administration du corps départemental prévu aux articles R. 352-13 et suivants du code des communes.

II. - Dans tous les textes réglementaires relatifs aux conseils d'administration des corps de sapeurs pompiers communaux ou intercommunaux, les termes : "conseil d'administration" sont remplacés par les termes : "comité consultatif communal ou intercommunal".

ANNEXE N° 2 (suite)

III. - Le règlement intérieur du corps départemental détermine ceux des centres mixtes qui, bien qu'appelés à être commandés par un sapeur pompier professionnel par application de l'article 41, deuxième alinéa, continuent, par nécessité de service, à être commandés par un sapeur pompier volontaire. Il prévoit également le délai au terme duquel le commandement reviendra à un sapeur-pompier professionnel.

Art. 54. - I. - A la date d'effet de la convention de transfert des sapeurs pompiers relevant d'un corps communal ou intercommunal prévue aux articles L. 1424-13 et L. 1424-14 du code général des collectivités territoriales, le corps et le comité consultatif communal ou intercommunal dont relevaient ces sapeurs-pompiers sont dissous de plein droit.

II. - Jusqu'à leur rattachement au corps départemental, les membres du service de santé et de secours médical exercent les missions fixées à l'article 24 au sein du centre d'incendie et de secours communal ou intercommunal dont ils relèvent, sous le contrôle du médecin-chef.

III. - Les officiers de sapeurs pompiers qui avaient été nommés inspecteurs adjoints conservent à titre personnel cette qualité et les avantages qui y sont attachés lorsqu'ils en bénéficiaient à la date de publication du présent décret.

Art. 55. - La première élection des représentants des sapeurs pompiers à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours et au conseil d'administration ainsi qu'au comité consultatif départemental des sapeurs pompiers volontaires a lieu, au plus tard, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret.

Leur mandat expire à la date du premier renouvellement du conseil d'administration.

Art. 56. - Le décret n° 88-623 du 6 mai 1988 relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours est abrogé.

Art. 57. - La ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat à la santé, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1997.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,

MARTINE AUBRY

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

LOUIS LE PENSEC

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

EMILE ZUCCARELLI

Le secrétaire d'Etat à la santé,

BERNARD KOUCHNER

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

JEAN-JACQUES QUEYRANNE

Le secrétaire d'Etat au budget,

CHRISTIAN SAUTTER

A N N E X E

I. - L'encadrement en officiers de sapeurs-pompiers des services d'incendie et de secours défini aux paragraphes suivants est donné à titre indicatif et constitue un plafond qui ne doit pas être dépassé.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux médecins, pharmaciens ou vétérinaires officiers de sapeurs-pompiers.

CHAPITRE IER

Encadrement des services départementaux d'incendie et de secours et des corps départementaux

ANNEXE N° 2 (suite)

II. - Pour la définition de leur encadrement en officiers de sapeurs-pompiers, les départements sont classés en trois catégories, A, B et C, en fonction de leur effectif de sapeurs-pompiers professionnels et de leur population.

Catégorie A. - Départements ayant au moins 300 sapeurs-pompiers professionnels ou au moins 900 000 habitants.

Catégorie B. - Départements non classés en catégorie A et ayant au moins 100 sapeurs-pompiers professionnels ou au moins 300 000 habitants ou départements classés dans cette catégorie en raison des risques particuliers auxquels ils sont exposés par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile et du ministre chargé du budget.

Catégorie C. - Autres départements.

Les chiffres de population à prendre en compte sont ceux résultant du dernier recensement officiel.

III. - L'encadrement en officiers de sapeurs pompiers prévu pour le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS), le centre d'instruction et l'atelier est inclus dans l'encadrement défini aux paragraphes suivants.

Section 1

Services départementaux sans corps départemental

IV. - L'encadrement en officiers de sapeurs pompiers professionnels des services départementaux d'incendie et de secours ne comportant pas de corps départemental est défini conformément au tableau suivant :

DEPARTEMENT	GRADE			
	Colonel	Lieutenant-colonel	Commandant	Capitaine et lieutenant
Catégorie A	1	1(1)	4	13
Catégorie B	-	1	4	10
Catégorie C	-	1	1	8
(1) Dans les départements possédant un corps départemental comprenant au moins 400 sapeurs pompiers professionnels, le nombre de lieutenants-colonels peut être porté à deux.				

Section 2

Services départementaux avec un corps départemental

V. - En cas de création d'un corps départemental, l'encadrement en officiers de sapeurs-pompiers est commun au service départemental d'incendie et de secours et au corps départemental.

L'encadrement du service départemental et de son corps départemental est obtenu par l'addition des dispositions des paragraphes IV et VI.

CHAPITRE II

Encadrement des corps communaux ou intercommunaux

VI. - L'encadrement en officiers de sapeurs-pompiers des corps communaux ou intercommunaux est déterminé en fonction de l'effectif de sapeurs-pompiers de ces corps.

Pour la nomination d'un officier professionnel en complément de l'encadrement minimum défini aux paragraphes suivants, l'effectif pris en considération doit comporter au moins deux tiers de sapeurs-pompiers professionnels.

VII. - Dans un centre de secours principal (CSP), l'encadrement minimum en officiers est constitué par un capitaine, chef de centre, et trois lieutenants.

VIII. - Dans un centre de secours (CS), l'encadrement minimum en officiers est constitué par un officier chef de centre et deux lieutenants.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Cet encadrement est défini conformément au tableau suivant :

EFFECTIF de sapeurs-pompiers	GRADE				
	Colonel	Lieutenant-colonel	Commandant	Capitaine	Lieutenant
Entre 15 et 24	-	-	-	-	1
Entre 25 et 34	-	-	-	-	2
Entre 35 et 49	-	-	-	1	3
Entre 50 et 79	-	-	-	1	5
Entre 80 et 119	-	-	1	2	6
Entre 120 et 159	-	-	1	3	9
Entre 160 et 199	-	1	2	4	12
Entre 200 et 239	-	1	2	5	15
Entre 240 et 279	-	1	3	6	18
Entre 280 et 319	-	1	3	7	21
Entre 320 et 359	-	2	4	8	24
Entre 360 et 399	-	2	4	9	27
Entre 400 et 439	-	2	5	10	30
Entre 440 et 479	-	2	5	11	33
Entre 480 et 519	1	1	6	12	36
Entre 520 et 559	1	1	6	13	39
Entre 560 et 599	1	1	7	14	42
Entre 600 et 639	1	2	7	15	45
Entre 640 et 679	1	2	8	16	48
Entre 680 et 719	1	2	8	17	51
Entre 720 et 759	1	2	9	18	54
Entre 760 et 799	1	2	9	19	57
Au delà de 799 sapeurs-pompiers, les corps communaux ou intercommunaux peuvent bénéficier d'un capitaine et de trois lieutenants en plus pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 40 sapeurs pompiers, d'un commandant en plus pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 100 sapeurs pompiers et d'un lieutenant-colonel en plus pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 200 sapeurs-pompiers. En outre, à partir de 1 300 sapeurs-pompiers, les corps de sapeurs-pompiers peuvent disposer d'un second colonel.					

ANNEXE N° 3 : Circulaire n° 96-79 du ministère de l'Intérieur du 29 mai 1996 portant sur l'application de la loi du 3 mai 1996.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE
SOUS-DIRECTION DES SERVICES DE SECOURS
ET DES SAPEURS-POMPIERS
Réf. : DSC/SDSSSP/ML/N° 96-79

Paris, le 29 mai 1996

Le ministre de l'intérieur

à

Mesdames et messieurs les préfets

États-majors de zone de sécurité civile

Services départementaux d'incendie et de secours

Objet : Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.

Réf. : Journal officiel du 4 mai 1996.

La loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours a été publiée au Journal officiel du 4 mai 1996. Ce texte poursuit deux objectifs majeurs :

- la mise en place d'une nouvelle organisation territoriale des services d'incendie et de secours, par le transfert de la gestion des personnels et des biens dévolus à ces services au service départemental d'incendie et de secours (SDIS), établissement public commun au département, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale ;

- la modification de l'organisation interne du SDIS en raison même de l'extension des compétences de ce dernier.

Certaines mesures prévues par la loi du 3 mai 1996 sont d'application immédiate, d'autres, en revanche, nécessitent des décrets d'application. En effet, le législateur a entendu confier au Gouvernement le soin de préciser par voie réglementaire certaines modalités d'application des principes qu'il a définis. Mais la mise en oeuvre des mesures prévues par cette loi doit d'ores et déjà être préparée sans attendre les textes réglementaires.

Afin de vous aider à répondre aux questions que peut susciter dans votre département la publication de la loi du 3 mai 1996, vous trouverez ci-joint une information sur l'état du droit positif, ainsi qu'un calendrier des mesures à prendre pour parachever la réforme.

*

*

*

1. L'état du droit suite à l'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.

1.1 La loi du 3 mai 1996 crée un nouvel établissement public administratif, le SDIS.

A compter de la date de la publication de la loi, le nouveau SDIS existe et il se substitue au SDIS antérieur. La loi du 3 mai 1996 prévoit également un ensemble de règles nouvelles destinées à permettre le fonctionnement de ce SDIS. Certaines d'entre elles nécessitent des décrets d'application (cf. infra, § 2).

ANNEXE N° 3 (suite)

1.2 Dans l'attente de ces textes réglementaires et en application du principe de continuité du service public, le décret n°88-623 du 6 mai 1988 relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours reste en vigueur et il le demeurera jusqu'à ce qu'il ait été explicitement abrogé. Le maintien de ce texte permet aux services d'incendie et de secours de continuer à fonctionner dans un cadre juridique satisfaisant et de préparer la mise en oeuvre de la loi du 3 mai 1996.

Par conséquent, jusqu'à l'installation des conseils d'administration des SDIS, **la commission administrative du SDIS, dans sa composition actuelle, ainsi que son président, conservent de façon transitoire les prérogatives que le décret du 6 mai 1988 leur a reconnues, sous réserve des dispositions immédiatement applicables de la loi du 3 mai 1996 et précisées en annexe.**

Aussi et de façon transitoire, ce sont les organes de gestion du SDIS prévus par le décret du 6 mai 1988 qui administrent le nouvel établissement public.

Deux tâches principales vont donc incomber à la commission administrative du SDIS et à son président :

- assurer la gestion des services d'incendie et de secours, ce qui peut conduire à l'exercice de nouvelles prérogatives reconnues au SDIS par la loi du 3 mai 1996 ;
- préparer l'avenir de ces services, avec notamment la réalisation de l'évaluation financière du coût des services d'incendie et de secours dans le département. Cette étude doit précéder les premières élections au futur conseil d'administration du SDIS (cf. article 46 de la loi).

1.3 Dans ce cadre, l'application de la loi relative aux services d'incendie et de secours débute par une double période transitoire qui a commencé avec sa publication :

- la première phase s'achèvera avec la première installation des conseils d'administration des SDIS qui doit intervenir au premier trimestre 1997. Cette période doit être utilisée pour préparer cette installation et entamer les procédures conventionnelles de transfert de gestion ;
- la seconde phase s'achèvera en mai 2001, date à laquelle l'ensemble des opérations de transferts de gestion devront être terminées, selon la volonté du législateur. C'est au cours de cette période que se mettront en place les nouvelles règles de fonctionnement des services d'incendie et de secours.

*

*

*

2. Le calendrier prévisible de l'application de la loi du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.

Conformément aux engagements pris devant le Parlement par le ministre de l'intérieur, les textes nécessaires à la mise en oeuvre de l'ensemble des dispositions de la loi paraîtront rapidement. A cet égard, je vous précise que quatre textes principaux sont prévus :

2.1 Trois décrets dont la publication est prévue pour octobre 1996 au plus tard :

- le décret relatif à l'installation des conseils d'administration des SDIS et de leurs présidents, qui permettra à chaque préfet de fixer la date de l'élection à ces conseils dans son département. Cette élection devrait intervenir au cours du premier trimestre 1997 ;
- le décret relatif aux procédures de règlement des litiges éventuellement intervenus lors de la préparation des conventions de transferts des personnels et des biens ;
- le décret relatif aux commissions paritaires des sapeurs-pompiers professionnels (CAP et CTP) qui tiendra compte du regroupement de l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels au sein du corps départemental.

ANNEXE N° 3 (suite)

Ces trois textes font actuellement l'objet d'une large concertation avec l'ensemble des parties prenantes.

2.2 Un décret dont la publication est prévue pour mars 1997 au plus tard :

Ce décret qui est relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours se substituera à celui du 6 mai 1988. Il sera publié à la fin du premier trimestre 1997, c'est à dire lors de la mise en place des nouveaux conseils d'administration des SDIS.

*

*

*

L'annexe de la présente circulaire précise les dispositions de la loi du 3 mai 1996 qui reçoivent une application immédiate et celles qui doivent, en revanche, faire l'objet de mesures réglementaires d'application spécifiques.

Les mois qui viennent seront décisifs pour la bonne application de la loi. C'est au cours de cette période en effet que doit se nouer le dialogue entre les différentes collectivités territoriales concernées par les transferts de gestion.

Ce dialogue permettra notamment de mener l'évaluation de l'effort financier consenti par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en matière d'incendie et de secours, et d'entreprendre sans délai la préparation des conventions de transfert de gestion.

Dans le même temps, il est impératif que la continuité du service public des secours ne soit pas affectée par cette réforme. Je vous demande de veiller tout particulièrement à ce que les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'incendie et de secours continuent à exercer la plénitude de leurs attributions, de façon à éviter tout désengagement dommageable à la qualité du service rendu à nos concitoyens. Il est tout aussi nécessaire que les éventuelles difficultés qui pourraient surgir entre collectivités lors des transferts de gestion n'emportent aucune conséquence de nature à affecter, directement ou indirectement, la capacité opérationnelle des services de secours. Cette exigence constitue une priorité absolue à laquelle je vous demande de veiller tout particulièrement.

L'administration centrale du ministère de l'intérieur, et plus spécifiquement la direction de la sécurité civile, se tient à votre disposition, ainsi qu'à celle des collectivités territoriales, pour faciliter la mise en oeuvre de la réforme.

Je vous demande de me rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre et par délégation,
le directeur de la sécurité civile,

Daniel CANÉPA

ANNEXE N° 3 (suite)

Annexe à la circulaire du 29 mai 1996
portant sur l'application de la loi n° 96-369
relative aux service d'incendie et de secours.

La loi du 3 mai 1996 introduit au sein du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales un nouveau chapitre IV, qui se substitue à celui qui était issu de la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative de ce code.

1. Les dispositions d'application immédiate de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours.

1.1 La création du corps départemental.

Il est créé au sein du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) un corps départemental. A cet égard, deux situations méritent d'être distinguées :

- **dans les départements où il n'existe pas de corps départemental**, ce corps est créé de plein droit : il n'est donc pas indispensable de prendre un arrêté spécifique de création ;
- **dans les départements où il existe déjà un corps départemental**, le nouveau corps est substitué de plein droit à l'ancien.

Dan l'une ou l'autre situation, ce nouveau corps regroupe, dans une première étape, tous les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires qui relèvent actuellement du SDIS, qu'ils appartiennent ou non au corps départemental existant jusqu'alors (article 5 *ou L.1424-5 du code général des collectivités territoriales*).

1.2 Les transferts et la gestion des personnels.

Si les collectivités ou groupements concernés et le SDIS le décident, les conventions réglant les modalités des transferts de personnels sapeurs-pompiers des centres de secours principaux et des centres de secours peuvent d'ores et déjà être signées et mises en oeuvre.

Les transferts qui ont été décidés avant l'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996, y compris ceux qui concernent des centres de première intervention, peuvent bien sûr être menés à leur terme. A fortiori, ceux qui ont déjà été réalisés restent effectifs. L'ensemble des sapeurs-pompiers concernés par ces transferts sont intégrés au sein du corps départemental.

Il est bien entendu que, du fait des transferts de gestion qui seraient conclus à compter de la date de publication de la loi, les sapeurs-pompiers professionnels concernés conserveront le bénéfice des avantages sociaux acquis au 1er janvier 1996 (article 41 *ou L. 1424-41*).

Le transfert facultatif des sapeurs-pompiers volontaires des centres de première intervention devra, quant à lui, attendre la mise en place des conseils d'administration des SDIS pour être entrepris compte tenu des compétences spécifiques dévolues à ces conseils en la matière (cf. article 15 de la loi du 3 mai 1996 *ou article L. 1424-15*).

S'agissant des recrutements, les collectivités locales et leurs groupements conservent à titre transitoire leurs compétences jusqu'à la signature de la convention qui fixe les modalités des transferts des personnels (article 47 *ou L. 1424-47*). Le SDIS peut également procéder à ses propres recrutements. Il est bien entendu que durant cette phase transitoire et afin de donner aux mesures de recrutement toute leur cohérence, les collectivités territoriales devront préalablement informer le SDIS de leur intention en la matière. Étant donné que les personnels ainsi recrutés seront transférés au SDIS, il est souhaitable que ces recrutements recueillent l'accord du SDIS.

ANNEXE N° 3 (suite)

Les personnels administratifs ou techniques qui participent au fonctionnement des services d'incendie et de secours n'entrent pas dans le champ des transferts obligatoires de personnels. Toutefois, ils peuvent être mis à disposition du SDIS. Cette mise à disposition suppose l'accord des intéressés, celui de leur collectivité d'origine et celui du SDIS. Je vous invite en conséquence à initier les protocoles qui seraient susceptibles de déterminer le nombre et les conditions des mises à disposition envisageables et, éventuellement, les recrutements qui pourraient s'avérer nécessaires.

1.3 Les transferts et la gestion des biens.

S'agissant des biens, l'article 12 *ou* L. 1424-12 prévoit que le SDIS est seul compétent pour la construction, l'acquisition ou la location des biens nécessaires à son fonctionnement, ainsi que des matériels des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux.

Toutefois, la loi prévoit également des dispositions transitoires concernant le financement des services d'incendie et de secours, y compris des biens, par les collectivités locales et leurs groupements (article 36 *ou* L.1424-36). Ces dispositions ont une double portée :

- elles fixent le champ de l'obligation d'un financement minimal à la charge des collectivités et établissements publics compétents en matière d'incendie et de secours ; cette volonté du législateur a pour objet d'éviter un désengagement de ces collectivités avant la signature des conventions de transfert ;
- elles autorisent en conséquence ces collectivités à continuer à intervenir en matière de biens jusqu'à la réalisation effective des transferts de ces derniers au SDIS, afin de préserver la continuité du service public des secours.

Cette possibilité, les collectivités territoriales et leurs groupements la conservent à titre transitoire, puisque la loi en a reconnu la responsabilité exclusive au SDIS. Cette exception limitée dans le temps a essentiellement pour objectif, et notamment dans les premiers mois de mise en oeuvre de la loi, de préserver les capacités du service public à assurer les secours. En effet, les contraintes liées au calendrier budgétaire pour 1997, voire à l'exécution de plans d'équipement pluriannuels en cours de réalisation, nécessitent un maintien des compétences locales, sous réserve des observations suivantes :

- concernant les biens immobiliers, les collectivités restent compétentes pour les opérations déjà entreprises ou en cours de réalisation. En ce qui concerne les opérations nouvelles, seul le SDIS est qualifié pour exercer la maîtrise d'ouvrage. Il est entendu que le SDIS conserve la possibilité de déléguer cette maîtrise d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 18 (L.1424-18) et par le code des marchés publics.

- concernant les biens meubles, et en particulier les matériels, les collectivités locales et leurs groupements peuvent réaliser les mesures nécessaires au maintien à niveau du service. Par exemple, l'achat d'un véhicule neuf en remplacement d'un autre ou en exécution d'un plan d'équipement en cours est possible. Il en est de même pour une opération nouvelle qui rencontrerait l'accord du SDIS.

A titre transitoire, les biens meubles et immeubles qui doivent faire l'objet de transferts de gestion au titre de l'article 17 (L. 1424-17) conservent une gestion communale ou intercommunale, dans l'attente de la convention de transfert qui les concerne. Cette gestion s'entend comme l'entretien de ces biens, leur conservation, leur assurance et, le cas échéant, leur amélioration, sachant qu'il n'est pas possible en particulier de changer l'affectation des biens concernés ou la destination des locaux, hors conditions particulières.

1.4 Les autres dispositions pouvant être considérées comme d'application immédiate.

- Le préfet a légalement la possibilité de déléguer sa signature au directeur départemental des services d'incendie et de secours (DD SIS), dans la limite des dispositions de la loi du 3 mai 1996 (article 33 *ou* article L. 1424-33). Il lui appartient en conséquence de prendre l'arrêté correspondant, s'il le juge utile.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

- Le caractère obligatoire de la contribution au SDIS pour le département, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'incendie et de secours (deuxième alinéa de l'article 35 ou *L. 1424-35*).

- L'obligation faite aux collectivités territoriales et à leurs groupements de continuer à financer leurs services d'incendie et de secours, dans des proportions comparables au financement dont bénéficiaient ces services avant la publication de la loi.

A cet égard, la loi établit un montant minimal des dépenses en matière d'incendie et de secours réalisées par les communes, leurs groupements ou le département, fixé par convention avec le SDIS, dans l'attente des conventions de transfert de gestion (premier alinéa de l'article 36 ou *L. 1424-36*). A défaut, ce sera à la commission consultative départementale d'intervenir pour constater ce montant minimal, en fonction des dépenses antérieures, sur la base des comptes administratifs antérieurs à 1996.

- La mise en place, prévue dans un délai de cinq ans, d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et de centres de traitement de l'alerte (CTA), peut bien entendu être réalisée dès aujourd'hui, si ces équipements n'ont pas encore été réalisés (article 44 ou *L. 1424-44*).

- Le principe du transfert de plein droit au SDIS de la responsabilité civile des collectivités et de leurs établissements publics, au titre des dommages résultant des nouvelles compétences du SDIS (article 8 ou *L. 1424-8*).

2. Les dispositions de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours qui doivent faire l'objet de mesures réglementaires d'application.

- **S'agissant de la première installation du conseil d'administration de l'établissement public et de son président**, un décret doit préciser les règles nécessaires (cf. § 2.1 de la circulaire). Ce décret précisera notamment les conditions dans lesquelles sera menée l'étude financière devant permettre la répartition des sièges au conseil d'administration.

- **Seules les procédures de règlement des conflits qui pourraient intervenir dans l'élaboration des conventions réglant les modalités des transferts de gestion feront l'objet d'un décret d'application** (cf. § 2.1 de la circulaire). Ce texte concerne le recours à l'arbitrage, à la commissions consultative départementale ou à la commission nationale (articles 20 à 23, ou *L. 1424-20* à *L. 1424-23*). Par conséquent, la préparation ou la signature des conventions peuvent être entreprises sans attendre ces règles qui ne visent que l'exception.

- En cas de transfert de gestion de personnels ou de biens, **les réaffectations des moyens** en personnels ou en matériels ne peuvent être mises en oeuvre sans que soient respectées les dispositions de l'article 45 (*L. 1424-45*), qui supposent l'existence d'un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques qui prenne en compte ces moyens, ainsi que l'intervention du futur conseil d'administration du SDIS.

- **Les conséquences des transferts de gestion sur les commissions paritaires des sapeurs-pompiers** visent d'abord les comités techniques paritaires, qui fonctionnent au niveau de la collectivité d'emploi des sapeurs-pompiers professionnels, et les commissions administratives paritaires des sapeurs-pompiers non-officiers (cf. § 2.1 de la circulaire). Des règles fixées par décret devront permettre d'adapter la composition de ces commissions à l'entrée des sapeurs-pompiers au sein du corps départemental, dans le respect des compétences qui leur sont reconnues par les textes relatifs à la fonction publique territoriale.

- **Les conséquences du regroupement d'un nombre important de sapeurs-pompiers volontaires au sein du corps départemental** impliquent également que soient revues les règles de fonctionnement des actuels conseils d'administration des corps de sapeurs-pompiers, prévues par les dispositions réglementaires du code des communes (articles R. 352-13 et suivants). Cette modification apparaîtra dans le décret relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours (cf. § 2.2 de la circulaire).

ANNEXE N° 4 : Circulaire n° 96-174 du ministère de l'Intérieur du 20 décembre 1996
relative à l'installation des premiers conseils d'administration des SDIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE

SOUS-DIRECTION
DES SERVICES DE SECOURS
ET DES SAPEURS-POMPIERS

RÉF. : DSC/SDSSSP/GW/N° 96 - 174

Paris, le 20 décembre 1996

Le ministre de l'intérieur

à

Mesdames et messieurs les préfets,

Etats-majors de sécurité civile,

Services départementaux d'incendie et de secours

**Objet : CIRCULAIRE RELATIVE À L'INSTALLATION DES PREMIERS CONSEILS
D'ADMINISTRATION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Réf : Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours
(Journal officiel du samedi 4 mai 1996, p 6728)
Décret n° 96-1005 du 22 novembre 1996 relatif à l'installation des premiers conseils d'administration des
services départementaux d'incendie et de secours
(Journal officiel du samedi 23 novembre 1996, p 17085)

La loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, intégrée aux articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), précise la nouvelle répartition des compétences en matière de gestion des services d'incendie et de secours, entre les communes, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie (E.P.C.I.), le département et le service départemental d'incendie et de secours (S.D.I.S.).

Cette répartition de compétences repose principalement sur la création, dans chaque département, d'un nouvel établissement public spécialisé, le S.D.I.S., lequel se voit confier la compétence de droit commun s'agissant de la gestion des personnels, des biens et des moyens financiers affectés aux services d'incendie et de secours.

Le nouveau S.D.I.S. est doté d'un organe collégial, disposant du pouvoir délibérant, le conseil d'administration. Cependant, l'installation de ce conseil nécessite au préalable la réalisation d'une évaluation financière, qui permettra de dégager les deux éléments les plus importants pour la suite de la procédure : la répartition des sièges entre les représentants des collectivités territoriales et leurs groupements et la pondération des suffrages.

La présente circulaire, ainsi que ses annexes, a pour objet d'expliquer et de commenter le dispositif relatif à l'ensemble de la procédure d'installation des premiers conseils d'administration précisée par les articles L. 1424-24 et L. 1424-46 du C.G.C.T. et complétée par le décret du 22 novembre 1996.

Cette circulaire s'articule autour des quatre principales étapes qui caractérisent l'installation des premiers conseils d'administration. Seront ainsi successivement développés :

- I- Présentation du cadre législatif et réglementaire de l'installation des premiers conseils d'administration ;
- II- Précisions relatives à la réalisation de l'évaluation financière ;
- III- L'utilisation des conclusions de l'évaluation financière ;
- IV- Les élections et la désignation des représentants au conseil d'administration.

ANNEXE N° 4 (suite)

I.- Présentation du cadre législatif et réglementaire de l'installation des premiers conseils d'administration du service départemental d'incendie et de secours

A) Les règles générales de la composition du conseil d'administration

1) L'article L. 1424-24 du C.G.C.T. définit les principes généraux relatifs à la composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours. Cet article est de nature permanente. Il a vocation à s'appliquer, d'une part, pour la première installation du conseil d'administration et, d'autre part, dans le temps, lors de chaque renouvellement triennal du conseil.

2) Ainsi, le conseil d'administration est composé de la façon suivante :

- 8 sièges, dont 4 pour les représentants du département, et 4 pour les représentants des communes et des E.P.C.I. ;

- 14 ou 22 sièges, répartis en fonction des parts de financement respectives dégagées par l'évaluation financière entre les représentants du département, les représentants des communes, et enfin les représentants des E.P.C.I.. En application de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T., cette évaluation financière est fondée sur l'étude du budget du S.D.I.S.. Il faut noter que cette assiette intéresse directement le renouvellement du conseil d'administration et non la première installation, puisque des règles particulières sont prévues pour cette dernière.

3) Le nombre de sièges à répartir est déterminé par application des conditions prévues au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Ce nombre correspond à 22 sièges lorsqu'il existe dans un département de plus de 900 000 habitants (cf dernier recensement connu 1990), une commune ou un E.P.C.I. dont la contribution au budget du S.D.I.S. équivaut à un minimum de trente-trois pour cent des recettes provenant du département, de l'ensemble des communes et de l'ensemble des E.P.C.I. : à défaut de l'une de ces deux conditions, le nombre de sièges à considérer est de 14. (cf annexe n° 1)

B) Les règles spéciales de la composition du premier conseil d'administration

1) L'article L. 1424-46 du C.G.C.T. définit le cadre spécifique à l'installation du premier conseil d'administration. Il fixe en particulier les conditions générales de réalisation de l'évaluation financière préalable à l'installation du premier conseil d'administration.

2) Il convient de préciser que la définition de l'ensemble des informations indispensables pour l'installation du premier conseil d'administration ressort de la combinaison des articles L. 1424-24 et L. 1424-46 du C.G.C.T..

Ainsi, la composition générale du premier conseil d'administration est fixée par les dispositions de l'article L. 1424-24, dans les mêmes conditions (cf I, A, 2).

L'évaluation financière pour l'installation du premier conseil d'administration repose sur l'étude des comptes administratifs des collectivités territoriales et des E.P.C.I., en application du deuxième alinéa de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Elle est basée sur toutes les dépenses d'incendie et de secours supportées par le département, les communes et les E.P.C.I., visées par l'article L. 1424-46 du C.G.C.T. et l'article 4 du décret du 22 novembre 1996. A l'appui des résultats de cette étude sera alors effectuée la répartition des 14 ou 22 sièges mentionnés au 2° de l'article L. 1424-24. (cf annexe n° 1,*)

C) Le décret relatif à l'installation des premiers conseils d'administration

Le décret n° 96-1005 du 22 novembre 1996 complète le dispositif prévu par la loi du 3 mai 1996 pour l'installation du premier conseil d'administration. S'agissant de la procédure de l'évaluation financière, il précise les conditions de sa réalisation, notamment en fixant les délais dans lesquels les échanges d'informations s'opéreront entre la commission administrative et les collectivités territoriales et les E.P.C.I., et en prévoyant l'élaboration de rapports nécessaires à la prise de décision.

Ce décret précise également les méthodes et les mécanismes de répartition des sièges visés au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. et ceux permettant la pondération des suffrages. Enfin, ce texte définit les modalités des différentes élections des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi que la représentation provisoire des sapeurs-pompiers au premier conseil d'administration.

ANNEXE N° 4 (suite)

II.- Précisions relatives à la réalisation de l'évaluation financière

A) Présentation de la procédure générale

1) L'actuelle commission administrative du service départemental est la principale institution chargée de mener cette évaluation financière. Cette évaluation doit être conduite en relation étroite avec les collectivités territoriales et les E.P.C.I., dans le cadre de communications obligatoires et d'une procédure contradictoire, permettant ainsi une véritable confrontation des analyses. Conformément aux dispositions de l'article L. 1424-46 du C.G.C.T., lorsque la commission se réunit dans le cadre de la procédure de l'évaluation financière, pour délibérer ou non, sa composition est toujours limitée aux seuls élus locaux. Ils sont seuls à disposer du pouvoir délibérant. Néanmoins, le président de la commission peut décider d'inviter toute personne dont l'avis au regard de sa compétence ou sa fonction apparaît utile.

2) La première réunion de la commission administrative doit permettre d'engager l'ensemble de la procédure. Elle consiste à préciser les modalités pratiques de l'évaluation financière, c'est à dire à définir les éléments de méthodes ou de techniques qui vont permettre à la commission de mener cette évaluation dans les meilleures conditions possible d'efficacité, compte tenu des délais prévus par le décret du 22 novembre 1996. (cf annexe n° 2)

B) Précisions relatives au recueil des données financières

J'attire votre attention sur les difficultés que ne manquera pas de poser la lecture des comptes administratifs pour en tirer les éléments financiers indispensables à la réalisation de l'étude financière. Il est impératif de procéder à des enquêtes en relation étroite avec les services financiers des collectivités territoriales et des E.P.C.I.. Vos services ainsi que ceux du trésorier-payeur général peuvent bien évidemment être utilement associés à ce travail.

1) Détermination de la liste des collectivités et groupements concernés par l'évaluation financière

La commission administrative doit, à titre préliminaire, établir **une liste permettant de distinguer les communes et les E.P.C.I. concernés par l'évaluation**. En cas de difficultés, vos services seront utilement contactés par la commission pour l'élaboration de ce document. Cette liste est importante pour la suite de la procédure, puisqu'elle doit permettre de fixer, d'une part, le nombre des communes comme celui des E.P.C.I. dont les dépenses seront évaluées, et, d'autre part, les différents collèges électoraux (cf notamment, IV, B, 2 et 3).

Il est nécessaire de préciser que l'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996 a pour conséquence de fixer l'état de la coopération intercommunale en matière d'incendie et de secours dans le département. Les collectivités concernées par l'évaluation financière sont donc celles exerçant, **avant cette date, une compétence effective en matière de gestion des services d'incendie et de secours**.

Dans ces conditions, les E.P.C.I. visés par la loi sont ceux qui assurent le rôle d'interface avec le service départemental, conformément au principe posé par la jurisprudence administrative en matière de responsabilité ou de financement des services d'incendie et de secours. Deux critères cumulatifs peuvent être utilisés pour déterminer la liste des E.P.C.I. : l'existence d'un corps intercommunal de sapeurs-pompiers et le versement au S.D.I.S. du contingent "incendie". La liste des communes comprend toutes celles compétentes en matière de gestion des services d'incendie et de secours. Elle comprend donc les communes qui versent directement au S.D.I.S. leur cotisation annuelle mais également celles membres d'un E.P.C.I. mais qui n'ont pas transféré à cet établissement leur compétence en la matière.

Il convient de préciser que vous demeurez seul compétent pour apprécier, au titre du contrôle de légalité, la composition de cette liste.

2) Détermination des dépenses d'incendie et de secours

La commission administrative doit établir, dès le début de ses travaux, **un tableau d'évaluation**, afin de recueillir, exercice par exercice, l'ensemble des données financières relatives aux collectivités territoriales et aux E.P.C.I..

ANNEXE N° 4 (suite)

Les dépenses concernées par l'évaluation financière sont précisées à l'article L. 1424-46 du C.G.C.T et à l'article 4 du décret du 22 novembre 1996. Elles comprennent les dépenses directes et indirectes (notamment les subventions aux amicales qui correspondent à des dépenses d'incendie et de secours), celles liées à la gestion des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires, celles liées à la gestion des équipements, des matériels et des biens immobiliers, mais également les participations ou les contributions au budget du service départemental.

Les comptes administratifs sur lesquels repose l'évaluation sont ceux connus à la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996. Il s'agit donc des comptes 1986 à 1995 sous réserve d'une adoption du dernier compte avant le 6 mai 1996. A défaut, les comptes concernés sont ceux des exercices 1985 à 1994. En conséquence, la commission administrative devra effectuer, avant de calculer les moyennes, une indexation des dépenses sur la base des indices annuels des prix à la consommation de l'I.N.S.E.E., afin de procéder à une évaluation en francs constants. (cf annexe n° 3)

L'évaluation financière doit permettre de dégager la charge réellement supportée par le département, chaque commune et chaque E.P.C.I.. Il convient donc de ne pas comptabiliser une même dépense au titre d'exercices différents, comme au titre de chapitres différents, mais également d'éviter les doubles comptes. Cette précision est importante notamment en ce qui concerne les remboursements des capitaux empruntés pour lesquels est déjà prise en compte la dépense financée par emprunt (coûts des acquisitions ou des travaux en capital et en intérêts).

Les dépenses directement assurées par une collectivité ne doivent pas être comptabilisées pour une autre collectivité. Ainsi, les aides extérieures perçues par une collectivité au titre de compensation de charge, sous quelque forme que ce soit, et notamment les subventions, les compensations, ou les remboursements, provenant du S.D.I.S., d'autres collectivités et de l'Etat, doivent être déduites.

Lorsque les collectivités regroupent des dépenses communes à plusieurs de leurs services, une identification directe des dépenses d'incendie et de secours n'est peut être pas toujours possible. Il est dès lors nécessaire d'effectuer une analyse la plus précise possible permettant de définir en fonction de chacun des services concernés, le coût réel qui les concerne. La commission administrative doit donc déterminer un ou plusieurs critères objectifs permettant de procéder à cette reconstitution financière. **A titre d'exemple**, pour les salaires des personnels administratifs ou techniques, le pourcentage du temps consacré au service d'incendie et de secours ; les autres dépenses de fonctionnement, pour une facture de téléphone, le pourcentage d'heures d'appels, pour une facture de carburant, le pourcentage de kilométrage ; en investissement, pour les achats de terrain, les honoraires d'un architecte ou les travaux de voirie, le pourcentage de l'utilisation ou des heures correspondant au service d'incendie et de secours.

Pour les départements dans lesquels tous les transferts ont été effectués antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996, l'ensemble des dépenses d'incendie et de secours est assuré par le S.D.I.S.. L'évaluation financière doit être réalisée à partir du dernier compte administratif du S.D.I.S. en application de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Lorsque les transferts ne sont pas réalisés en totalité, il convient d'ajouter les dépenses d'incendie et de secours assurées en propre par la collectivité territoriale ou l'E.P.C.I. selon les critères définis à l'article L. 1424-46 du même code.

3) Imputations particulières des dépenses d'incendie et de secours

Lorsque la **création d'un E.P.C.I.** est intervenue au cours des dix dernières années, **des reconstitutions comptables** peuvent être nécessaires à partir des comptes administratifs des communes adhérentes. La date de création constitue la date "pivot" qui sera utilisée pour l'évaluation. Pour les années postérieures à cette date "pivot", l'évaluation des dépenses sera effectuée au regard des comptes de l'établissement public, mais pour les années antérieures à l'adhésion, il convient de procéder à l'imputation des dépenses réalisées par la commune concernée en matière d'incendie et de secours, dans le total des dépenses de l'établissement public.

En cas de dissolution, ces reconstitutions comptables seront établies à partir des cotisations annuelles des communes membres de l'E.P.C.I.. La date de dissolution constitue la date "pivot" qui sera utilisée pour l'évaluation. Pour les années postérieures à cette date "pivot", l'évaluation des dépenses sera effectuée au regard des comptes de la commune et, pour les années antérieures, il convient de procéder à l'imputation de la participation financière de la commune en matière d'incendie et de secours inscrite aux comptes de l'établissement public, dans le total des dépenses de la commune concernée.

En cas de substitution d'E.P.C.I., il convient de procéder selon les mêmes principes.

ANNEXE N° 4 (suite)

Les dépenses d'incendie et de secours assurées par un E.P.C.I. ne correspondant pas aux critères prévus par la loi doivent être réparties entre les communes membres concernées, proportionnellement à leur participation en matière d'incendie et de secours au budget de l'établissement public. Ces communes qui demeurent alors compétentes pour la gestion des services d'incendie et de secours sont comprises dans le collège des communes.

C) Précisions relatives aux calculs à opérer

La répartition des sièges au conseil d'administration et la pondération des suffrages nécessitent le calcul des moyennes des dépenses, supports des opérations.

Pour calculer les moyennes des dépenses du département, de l'ensemble des communes et de l'ensemble des E.P.C.I., il est indispensable de procéder selon diverses étapes successives. Pour mémoire, les différents montants à calculer dans le cadre de l'évaluation financière sont les suivants :

- pour le département, chaque commune et chaque E.P.C.I. : les dépenses annuelles de fonctionnement et les dépenses annuelles d'équipement pour chacun des exercices concernés ; ensuite, **l'indexation en francs constants** de ces dépenses annuelles en francs courants, la moyenne des dépenses de fonctionnement, la moyenne des dépenses d'équipement, et enfin la moyenne des dépenses (**cf annexe n° 4**) ;

- pour chaque ensemble : la moyenne des dépenses de toutes les communes, la moyenne des dépenses de tous les E.P.C.I., par addition de toutes les moyennes des collectivités concernées ;

- enfin, la moyenne totale des dépenses du département, des communes et des E.P.C.I., base du rapport de proportionnalité.

III-. L'utilisation des conclusions de l'évaluation financière

A) La répartition des sièges au conseil d'administration : la proportionnelle à la plus forte moyenne

1) La loi du 3 mai 1996 prévoit que la répartition d'une partie des sièges au conseil d'administration, entre les trois groupes de représentants des collectivités territoriales et des E.P.C.I., est effectuée en proportion de leurs contributions financières. L'article 7 du décret du 22 novembre 1996 précise le mécanisme de cette répartition : celle-ci doit être faite à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

2) Ce mode de répartition, inspiré du système électoral, s'effectue en deux étapes. Il consiste à répartir les sièges concernés entre les trois catégories de collectivités en utilisant un "quotient financier" (inspiré du quotient électoral). Ce quotient a pour effet d'attribuer à chaque catégorie de collectivités autant de sièges que sa participation financière contient de fois le quotient financier. Ce quotient est calculé par division du montant de la moyenne totale des dépenses du département, des communes et des E.P.C.I. par le nombre de sièges à pourvoir (14 ou 22) : en divisant le montant de la moyenne des dépenses du département, puis celle de l'ensemble des communes, et enfin celle de l'ensemble des E.P.C.I., par ce "quotient financier", on obtient le nombre de sièges dont bénéficiera chacune de ces catégories de collectivités.

Lorsque la totalité des sièges n'est pas directement répartie entre les trois catégories de collectivités, le procédé de la plus forte moyenne consiste à attribuer un siège non pourvu à la catégorie dont la moyenne (m) est la plus élevée. Cette moyenne est obtenue par division du montant de la moyenne des dépenses de la catégorie concernée par le nombre de sièges qui lui sont directement attribués plus un. (**cf annexe n° 5**)

B) La pondération des suffrages

1) La loi du 3 mai 1996 prévoit que chaque maire d'une commune et, chaque président d'E.P.C.I., dispose, au sein de son collège électoral respectif, d'un nombre de suffrages pondérés. Cette pondération des suffrages n'intéresse que les élections des représentants des communes et ceux des E.P.C.I. au conseil d'administration, qui doivent conduire à pourvoir les sièges visés au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. (cf IV, B, 2 et 3).

Cette pondération est réalisée à partir des résultats arrêtés dans le cadre de l'évaluation financière. Elle est proportionnelle à la part de la moyenne des dépenses d'incendie et de secours d'une collectivité, commune ou E.P.C.I., dans la moyenne des dépenses de la catégorie de collectivités de référence, l'ensemble des communes ou l'ensemble des E.P.C.I..

ANNEXE N° 4 (suite)

2) En application des principes prévus par la loi du 3 mai 1996 et en s'appuyant sur les dispositions de l'article 17 du décret du 22 novembre 1996 précisant les caractéristiques des bulletins de vote, la pondération des suffrages doit être réalisée par application d'un barème : la base de ce barème **peut être** la plus petite moyenne des dépenses d'une collectivité constatée par l'évaluation financière ou un montant préfixé (par exemple, une voix pour 100 FF) (**cf annexe n° 6**). Ce dispositif est comparable à celui utilisé pour les élections aux conseils d'administration des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale.

C) La synthèse des travaux

1) L'ensemble des travaux réalisés par la commission administrative doit donner lieu à l'élaboration de deux rapports principaux, qui doivent assurer une information fiable et un échange contradictoire entre la commission et ses membres, mais également entre la commission et le département, les communes et les E.P.C.I..

2) Les dispositions de la loi du 3 mai 1996 et du décret du 22 novembre 1996 n'ont pas fixé avec précision le contenu général de ces rapports.

Le rapport provisoire a pour objectif d'arrêter les résultats de l'évaluation financière. Il doit donc porter clairement la mention des moyennes des dépenses concernant chacune des collectivités territoriales et des E.P.C.I. concernés par l'évaluation.

Le rapport définitif constitue quant à lui le document final sur lequel la commission administrative doit délibérer. Il doit donc, compte tenu des conclusions et des observations résultant du premier rapport, contenir une proposition de répartition des 14 ou 22 sièges du conseil d'administration entre les trois catégories de collectivités, mais également une pondération des suffrages nécessaire pour les élections des représentants des communes et ceux des E.P.C.I..

Toutefois, il serait opportun que ces deux rapports fassent apparaître les opérations principales qui ont conduit à ces résultats, un exposé ou une présentation de l'ensemble de la procédure, mentionnent les difficultés rencontrées, les accords et les divergences apparues au cours des travaux.

3) Enfin, la commission administrative doit délibérer sur les conclusions du rapport définitif, dans les conditions prévues par le décret du 22 novembre 1996. La délibération doit donc être adoptée avant le terme du délai de neuf mois fixé à l'article 2 du décret. La commission délibère selon la règle habituelle de la majorité simple des membres présents. Il convient de préciser que cette délibération doit être transmise au préfet dans les trois jours qui suivent la décision, accompagnée des documents visés à l'article 9 du décret du 22 novembre 1996. Ces documents, qui doivent servir à la démonstration de la sincérité des évaluations, peuvent être notamment des délibérations des organes délibérants des collectivités, des extraits de comptes administratifs ou des documents certifiés conformes par une autorité compétente.

D) Le rôle du préfet

1) Le préfet fixe, par arrêté, au vu de la délibération de la commission administrative, la répartition de la totalité des sièges du conseil d'administration entre les représentants du département, des communes et des E.P.C.I., c'est à dire ceux visés au 1° et au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T., et également la pondération des suffrages. La délibération de la commission administrative fera l'objet d'un contrôle de légalité comme tout acte administratif.

S'agissant des sièges des représentants du département, l'arrêté préfectoral peut mentionner uniquement le nombre total de sièges qui leur sont attribués. Cependant, pour les représentants des communes et des E.P.C.I., la loi ayant prévue des élections différentes, l'arrêté du préfet doit préciser chacune des répartitions : au titre du 1°, quatre sièges pour les représentants de l'ensemble des communes et des E.P.C.I., et au titre du 2°, le nombre de sièges pour les représentants des communes et celui pour les représentants des E.P.C.I..

2) La commission administrative doit prendre toutes les dispositions utiles pour que la délibération prévue à l'article 7 du décret du 22 novembre 1996 intervienne dans le délai de neuf mois. Dans le cas contraire, le préfet devra alors effectuer la répartition des sièges et la pondération des suffrages, au lieu et place de la commission.

ANNEXE N° 4 (suite)

IV-. Les élections et la désignation des représentants au conseil d'administration

A) Elections des représentants du département

Le nombre de sièges à pourvoir est déterminé par la répartition fixée par l'arrêté préfectoral. La définition des modalités de l'élection des représentants, titulaires et suppléants, du département au conseil d'administration relève de la seule compétence du conseil général. Les résultats de cette élection doivent être communiqués au préfet au plus tard à la date des élections au conseil d'administration fixée par l'arrêté préfectoral prévu à l'article 10 du décret du 22 novembre 1996.

B) Elections des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale

Il ressort des dispositions de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. qu'une distinction doit être faite entre trois élections distinctes, lesquelles doivent se dérouler en même temps.

1) Il doit être organisé une élection des quatre représentants, titulaires et suppléants, des communes et des E.P.C.I. au titre du 1° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Les modalités de cette élection sont prévues au 1° et à l'alinéa 5 de l'article précité et dans le chapitre II, sections 1 et 3 du décret du 22 novembre 1996. Le collège électoral comprend tous les maires des communes du département, qu'elles soient ou non membres d'un E.P.C.I., ainsi que les présidents des E.P.C.I. compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie.

2) Il doit être organisé une élection particulière des représentants, titulaires et suppléants, des communes au titre du 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Les modalités de cette élection sont précisées aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article précité et dans le chapitre II, sections 1 et 3 du décret du 22 novembre 1996. Sont électeurs et éligibles, les maires de l'ensemble des communes compétentes en matière de gestion des services d'incendie et de secours (cf II, B, 1).

3) Enfin, il doit être organisé une élection particulière des représentants, titulaires et suppléants, des E.P.C.I. au titre du 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Les modalités de cette élection sont précisées aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article précité et dans le chapitre II, sections 1 et 3 du décret du 22 novembre 1996. La liste des électeurs comprend les présidents de l'ensemble des E.P.C.I. compétents en matière de gestion des services d'incendie et de secours (cf II, B, 1). Sont éligibles au titre de cette élection, les présidents, les membres des conseils et, pour les maires, seuls ceux dont la commune a transféré à l'E.P.C.I. sa compétence en matière de gestion des services d'incendie et de secours.

4) Pour chacune des élections, le nombre de candidats, titulaires et suppléants, sur les listes doit correspondre au nombre de sièges attribués en application de la répartition fixée par arrêté du préfet. Enfin, pour les deux dernières élections (cf 2 et 3), compte tenu de la pondération des suffrages, chaque électeur disposera de plusieurs bulletins de vote. Cependant, pour être valable, un vote ne peut intervenir que pour une seule et même liste.

C) Désignation à titre transitoire des représentants des sapeurs-pompiers

1) La loi du 3 mai 1996 a modifié les conditions de la représentation des sapeurs-pompiers dans le nouvel établissement public. La loi a créé une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours permettant, dans les limites de la compétence de cette commission, d'associer les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires aux décisions de l'organe délibérant de l'établissement public, le conseil d'administration.

2) Afin d'éviter de procéder, à quelques mois d'intervalle et dans chaque département, à deux élections partielles et successives, une pour le premier conseil d'administration et l'autre pour la commission administrative et technique, il était nécessaire de prévoir les modalités de la représentation à titre transitoire des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires au sein du premier conseil d'administration.

Le chapitre III du décret du 22 novembre 1996 précise les conditions de cette représentation. Ceux-ci seront désignés parmi les sapeurs-pompiers appartenant aux collèges concernés, élus lors de l'élection du 14 septembre 1995, à l'actuelle commission administrative des services départementaux. (cf annexe n° 7)

ANNEXE N° 4 (suite)

Le mandat de ces représentants au premier conseil d'administration est donc limité dans le temps. Ils seront remplacés par les représentants élus à la fois en qualité de membres de la commission administrative et technique et de membres du conseil d'administration.

*

*

*

La publication du décret du 22 novembre 1996 a pour première conséquence l'ouverture des délais pour la mise en oeuvre de la procédure d'installation des conseils d'administration. Cette procédure est complexe et très importante. Elle constitue une étape fondamentale dans la mise en oeuvre des dispositions de la loi du 3 mai 1996.

J'attire donc tout particulièrement votre attention sur le rôle que vous-même et le directeur départemental des services d'incendie et de secours aurez à jouer dans la conduite de l'ensemble de cette procédure, notamment en ce qui concerne le respect des délais pour la réalisation de l'évaluation financière et l'adoption de la délibération de la commission administrative. Il convient par conséquent de prendre en la matière toutes dispositions permettant d'éviter un dépassement de ce calendrier, notamment en matière de communication auprès des collectivités territoriales. Vous veillerez donc à la mise en place d'un dialogue constant entre les membres de la commission administrative et l'ensemble des élus locaux au sein de votre département. Enfin, l'élection des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements doit pouvoir intervenir le plus rapidement possible après l'adoption de la délibération de la commission administrative.

Dans le même temps, il est impératif que la continuité du service public ne soit pas affectée par la réalisation de cette procédure. C'est pourquoi notamment, il a été réaffirmé à l'article premier du décret du 22 novembre 1996, que la gestion du S.D.I.S. et les compétences de la commission administrative relèvent des dispositions du décret du 6 mai 1988, et ce jusqu'à son abrogation.

L'application de la réforme des services d'incendie et de secours, et plus particulièrement la conclusion des transferts de gestion doit demeurer une priorité pour l'établissement public. Dans ces conditions, le conseil d'administration, une fois installé, doit procéder dans les meilleurs délais et selon les modalités prévues à l'article L. 1424-27 du C.G.C.T. à l'élection de son président, afin de poursuivre l'action engagée par la commission administrative.

L'administration centrale du ministère de l'intérieur, et plus particulièrement la direction de la sécurité civile, se tient à votre disposition pour faciliter la mise en oeuvre de l'ensemble de cette procédure.

Enfin, je vous demande, d'une part, de me rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans son application et, d'autre part, de me communiquer régulièrement l'état d'avancement de la procédure d'installation du conseil d'administration dans votre département.

Je ne verrai que des avantages à ce que la présente circulaire soit diffusée au président de la commission administrative et aux services concernés et, par ailleurs, je vous rappelle que vous demeurez seul responsable de l'application de celle-ci notamment au titre du contrôle de légalité.

Pour le ministre et par délégation,

Le directeur de la sécurité civile,

Haut-Fonctionnaire de Défense

Jean-François DENIS

ANNEXE N° 4 (suite)

ANNEXES

annexe n° 1

Conditions	Cas n° 1	Cas n° 2	Cas n° 3	Cas n°4	Cas n° 5	Cas n° 6	Cas n° 7
Département de plus de 900 000 hab.	oui	oui	oui	oui	non	non	non
Commune dont la contribution au budget du S.D.I.S. est au moins = à 33 % des recettes*	oui	oui	non	non	oui	non	oui
E.P.C.I. dont la contribution au budget du S.D.I.S. est au moins = à 33 % des recettes*	oui	non	oui	non	oui	oui	non
Nombre de sièges au conseil d'administration 2° art L. 1424-24	22 sièges	22 sièges	22 sièges	14 sièges	14 sièges	14 sièges	14 sièges

* Pour l'application de l'article L. 1424-46 : commune, ou E.P.C.I., dont la moyenne des dépenses d'incendie et de secours équivalait à un minimum de trente-trois pour cent de la moyenne totale des dépenses du département, de l'ensemble des communes et de l'ensemble des E.P.C.I.

*

*

*

annexe n° 2**Cadre de la première réunion de la commission administrative (liste non exhaustive et à titre d'exemple) :**

- arrêter les principes de la liste des collectivités territoriales et des E.P.C.I.,
- arrêter les principes d'un tableau permettant le recensement des dépenses pour chacun des exercices budgétaires concernés,
- définition d'un calendrier de travail,
- préciser les règles générales de fonctionnement,
- prévoir des réunions avec les élus du département pour faire le point sur l'évolution de la procédure,
- préciser le rôle des différents membres de la commission dans la conduite de l'évaluation,
- fixer des modalités de contrôle

*

*

*

ANNEXE N° 4 (suite)

annexe n° 3**Indices annuels des prix à la consommation (total "France entière")(I.N.S.E.E.)**

Années	Indices
1985	85,9
1986	88,1
1987	90,9
1988	93,3
1989	96,7
1990	100
1991	103,2
1992	105,7
1993	107,9
1994	109,7
1995	111,6

Méthode d'indexation

Application d'une règle de trois :

Dépenses de l'année "n" en francs courants	=	indice de l'année "n"
Dépenses de l'année "n" en francs constants	=	Indice de l'année "du dernier compte administratif connu" (1994 ou 1995)

	(Dépenses année "n" en francs courants) x (indice 94 ou 95)
Dépenses en francs constants =	_____
	Indice de l'année "n"

*

*

*

ANNEXE N° 4 (suite)

annexe n° 4

Dépenses de fonctionnement de chacun des exercices (94+93+92+91+90) ou (95+94+93+92+91)	+	Dépenses d'équipement de chacun des exercices (94+93+92+91+90+89+88+87+86+85) ou (95+94+93+92+91+90+89+88+87+86)	=	*Moyenne des dépenses de chaque collectivité
_____		_____		
5		10		

* La moyenne des dépenses de chaque collectivité doit être calculée en francs constants : il faut donc procéder à l'indexation des dépenses qui correspondent à chaque exercice avant de calculer la moyenne des dépenses de fonctionnement et avant de calculer la moyenne des dépenses d'équipement

*

*

*

annexe n° 5

Première étape : le calcul du quotient financier :

Moyenne totale des dépenses (département + communes + E.P.C.I.)
Quotient financier = _____
Nombre de sièges du conseil d'administration à pourvoir (14 ou 22)

Le calcul du nombre de sièges directement attribués au département, aux communes et enfin aux E.P.C.I. en utilisant le quotient financier :

Moyenne des dépenses du département
ou
Moyenne des dépenses de l'ensemble des communes
ou
Moyenne des dépenses de l'ensemble des E.P.C.I.
Nombre de sièges* = _____
Quotient financier

*(le chiffre ou le nombre entier correspond au nombre de sièges directement attribués à chaque catégorie)

Seconde étape : le calcul de la moyenne (m) en vue d'attribuer le ou les deux sièges non pourvus lors de la première étape à la catégorie ou aux deux catégories ayant la plus forte moyenne :

Moyenne des dépenses du département
ou
Moyenne des dépenses de l'ensemble des communes
ou
Moyenne des dépenses de l'ensemble des E.P.C.I.
m = _____
Nombre de sièges directement attribués à la catégorie concernée + 1

(m = moyenne permettant l'attribution des sièges non pourvus)

ANNEXE N° 4 (suite)

Simulation**Données à utiliser :** Nombre de sièges total à pourvoir = 14

Moyenne des dépenses du département = 250 M.F.

Moyenne des dépenses de l'ensemble des communes = 370 M.F.

Moyenne des dépenses de l'ensemble des E.P.C.I. = 100 M.F.

Moyenne total des dépenses = 720 M.F.

x, y et z = siège(s) attribué(s) selon la catégorie de collectivité

Q.F. (Quotient Financier) = $720 / 14 = 51,42$ **Les résultats**

Collectivité	Le département (x)	Les communes (y)	Les EPCI (z)
Les données chiffrées (en millions de FF)	Q.F. = 51,42 Moyenne des dépenses du département = 250	Q.F. = 51,42 Moyenne des dépenses des communes = 370	Q.F. = 51,42 Moyenne des dépenses des E.P.C.I. = 100
Attribution directe des sièges (étape 1, le Q.F.)	$x = 250 : 51,42 = 4,86$	$y = 370 : 51,42 = 7,19$	$z = 100 : 51,42 = 1,94$
Nombre provisoire de sièges attribués	$x = 4$	$y = 7$	$z = 1$
Nombre de sièges restant à pourvoir	2 sièges sur 14 (4 + 7 + 1 = 12)		
Attribution des sièges restant (étape 2, la moyenne)	$m = 250 : (4 + 1)$ m = 50	$m = 370 : (7 + 1)$ m = 46,25	$m = 100 : (1 + 1)$ m = 50
Nombre total de sièges	x = 5 (+ 1 siège)	y = 7	z = 2 (+ 1 siège)

*

*

*

ANNEXE N° 4 (suite)

annexe n° 6**Le barème :**

(Exemple, s'il existe dans le département une moyenne des dépenses inférieure à 1 000 FF)

1 voix	=	100 FF
10 voix	=	1 000 FF
100 voix	=	10 000 FF
1 000 voix	=	100 000 FF
10 000 voix	=	1 000 000 FF

Le nombre de voix dont dispose une collectivité sera déterminé par le nombre ou le chiffre entier, arrondi à l'unité supérieur

*

*

*

annexe n° 7

La représentation des sapeurs-pompiers au premier conseil d'administration (articles 20 et 21 du décret du 22 novembre 1996)

Les sapeurs-pompiers élus à la commission administrative (art. 5 du décret n° 88-623 du 6 mai 1988)	Article de référence Décret n° 96-1005 du 22 novembre 1996	Les sapeurs-pompiers membres du premier conseil d'administration (art. L. 1424-24 du C.G.C.T.)
Art 5, 6° : 1 sapeur-pompier professionnel officier titulaire et son suppléant élus par leurs pairs	Art. 20 : ils deviennent directement membres du conseil d'administration à titre transitoire	1 sapeur-pompier professionnel officier titulaire et son suppléant
Art 5, 6° : 1 sapeur-pompier volontaire officier titulaire et son suppléant élus par leurs pairs	Art. 20 : ils deviennent directement membres du conseil d'administration à titre transitoire	1 sapeur-pompier volontaire officier titulaire et son suppléant
Art 5, 7° : 2 sapeurs-pompiers professionnels non officiers titulaires et leurs suppléants élus par leurs pairs	Art. 21 : seuls les titulaires vont devenir membres du conseil d'administration à titre transitoire (alinéa 1), l'un sera titulaire, l'autre suppléant (alinéa 2)	1 sapeur-pompier professionnel non officier titulaire et son suppléant
Art 5, 7° : 2 sapeurs-pompiers volontaires non officiers titulaires et leurs suppléants élus par leurs pairs	Art. 21 : seuls les titulaires vont devenir membres du conseil d'administration à titre transitoire (alinéa 1), l'un sera titulaire, l'autre suppléant (alinéa 2)	1 sapeur-pompier volontaire non officier titulaire et son suppléant

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Attribution des sièges de titulaires et de suppléants aux représentants à titre provisoire des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires non officiers (alinéa 2 de l'article 21 du décret du 22 novembre 1996)

I-. Représentants issus de la même liste (a)

La commission administrative		Le premier conseil d'administration
Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire, premier élu de la liste	devient	Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire
Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire, second élu de la liste	devient	Le sapeur-pompier professionnel non officier, suppléant
Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire, premier élu de la liste	devient	Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire
Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire, second élu de la liste	devient	Le sapeur-pompier volontaire non officier, suppléant

II-. Représentants issus de listes concurrentes (b)

La commission administrative		Le premier conseil d'administration
Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire, première liste à l'élection	devient	Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire
Le sapeur-pompier professionnel non officier, titulaire, seconde liste à l'élection	devient	Le sapeur-pompier professionnel non officier, suppléant
Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire, première liste à l'élection	devient	Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire
Le sapeur-pompier volontaire non officier, titulaire, seconde liste à l'élection	devient	Le sapeur-pompier volontaire non officier, suppléant

ANNEXE N° 5 : Circulaire n° 98-491 du ministère de l'Intérieur du 26 mai 1998 sur l'application du décret du 26 décembre 1997.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE
CIVILES

Paris, le 26 mai 1998

SOUS-DIRECTION DES SERVICES DE SECOURS
ET DES SAPEURS-POMPIERS

Le ministre de l'intérieur

RÉF. : DDSC/SDSSSP/GW/N° 98-491

à

Mesdames et messieurs les préfets

- Cabinet -

Services départementaux
d'incendie et de secours
Etats-majors de zone de sécurité civile

Objet : Circulaire d'application du décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours (J.O. du 28 décembre 1997).

Réf : Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours (J.O. du 4 mai 1996).

P.J : Une.

L'organisation de la gestion des services d'incendie et de secours a été profondément modifiée suite à la publication de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996, intégrée aux articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

Cette loi, comme vous le savez, précise la nouvelle répartition des compétences en matière de gestion des services d'incendie et de secours entre les communes, les établissements publics de coopération intercommunale concernés (E.P.C.I.), le département et un établissement public nouveau, dénommé "service départemental d'incendie et de secours" (S.D.I.S.) dont les modalités de fonctionnement sont comparables aux règles de droit commun des établissements publics.

La nouvelle organisation des compétences repose principalement sur la création, dans chaque département, de cet établissement public administratif, autonome, spécialisé, et commun au département, aux communes et aux E.P.C.I. concernés. Celui-ci dispose désormais de la compétence de droit commun en matière de gestion des services d'incendie et de secours. Il est doté d'un organe délibérant, le conseil d'administration, auquel il appartient de régler les affaires propres à son organisation et à son fonctionnement, dans le respect du principe de libre administration des collectivités locales.

Le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 est venu compléter le dispositif en précisant notamment les nouvelles modalités d'organisation et de fonctionnement du S.D.I.S., dans les domaines administratif, financier et opérationnel. Il constitue désormais le texte de référence indispensable au bon fonctionnement du service public d'incendie et de secours, et il a donc remplacé le décret n° 88-623 du 6 mai 1988 devenu inadapté.

ANNEXE N° 5 (suite)

La présente circulaire ainsi que ses annexes ont pour objet de présenter et de commenter la nouvelle organisation générale des services d'incendie et de secours. Elle comporte en particulier des précisions complémentaires sur les nouvelles modalités de fonctionnement et la répartition des responsabilités entre les différents titulaires du pouvoir de décision au sein de l'établissement public.

Afin d'en permettre une meilleure utilisation par les différents services concernés, cette circulaire contient à titre liminaire une présentation générale du décret du 26 décembre 1997. Seront ensuite successivement développés :

TITRE I	Présentation du cadre législatif et réglementaire relatif à l'installation des organes de décision et de consultation du S.D.I.S..
TITRE II	Fonctionnement des organes de décision et de consultation du S.D.I.S..
TITRE III	Organisation générale et opérationnelle des services d'incendie et de secours.
TITRE IV	Précisions complémentaires et diverses sur la mise en œuvre du dispositif.

Enfin, s'agissant plus particulièrement de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens des services d'incendie et de secours comme de l'exercice des pouvoirs de police du préfet et du maire, je vous rappelle que la loi du 3 mai 1996 a confirmé la répartition des compétences définie dans le code général des collectivités territoriales. Votre rôle personnel dans la direction des opérations de secours, dès lors qu'elles dépassent le cadre communal, est donc conforté.

De surcroît, vous êtes directement compétent pour arrêter le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques ainsi que le règlement opérationnel, ces deux actes constituant des documents fondamentaux de la politique de sécurité civile au sein de chaque département.

Je vous demande de bien vouloir assurer la plus grande diffusion de cette circulaire auprès des autorités locales, en insistant sur les avantages liés à la passation rapide des conventions de transferts de gestion prévus dans le cadre de cette réforme pour permettre au S.D.I.S. d'assurer dans les meilleurs délais et les meilleures conditions la plénitude de ses compétences.

Vous voudrez bien me rendre compte des difficultés d'application que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de l'ensemble du dispositif, sous le double timbre de la direction générale des collectivités locales et de la direction de la défense et de la sécurité civiles.

Pour le ministre et par délégation,
le directeur de la défense
et de la sécurité civiles,
Haut-Fonctionnaire de Défense

Jean DUSSOURD

ANNEXE N° 5 (suite)

Direction de la défense et de la sécurité civiles
Sous-direction des services de secours et des sapeurs-pompiers
Bureau de liaison des services de secours et des acteurs du terrain

CIRCULAIRE D'APPLICATION

DU

DECRET

N° 97-1225 du 26 décembre 1997

relatif

à

l'organisation

des services d'incendie et de secours

26 mai 1998

ANNEXE N° 5 (suite)

SOMMAIRE GENERAL

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DÉCRET DU 26 DÉCEMBRE 1997 (p. 5)

TITRE I

PRÉSENTATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (p. 6)

RELATIF À L'INSTALLATION DES ORGANES DE DÉCISION ET
DE CONSULTATION DU S.D.I.S.

A) Le conseil d'administration du S.D.I.S. (p. 6)

A.1. Composition (p. 6)

A.2. Répartition des sièges des représentants du
département, des communes et des E.P.C.I. (p. 6)

A.2.1. Détermination de l'assiette financière (p. 7)

A.2.2. Principe de la répartition des sièges à la
proportionnelle à plus forte moyenne (p. 7)

A.2.3. La pondération des suffrages (p. 8)

A.2.4. La synthèse des travaux (p. 8)

A.2.5. Le rôle du préfet (p. 9)

A.3. Elections des représentants du département, des
communes et des E.P.C.I. au conseil d'administration (p. 9)

A.3.1. Dispositions générales (p. 9)

A.3.2. Elections des représentants du département (p. 10)

A.3.3. Elections des représentants des communes et des E.P.C.I. (p. 11)

B) La commission administrative et technique des
services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) (p. 12)

B.1. Composition (p. 12)

B.2. Elections (p. 12)

B.2.1. Dispositions générales (p. 12)

B.2.2. Dispositions particulières relatives à la première élection (p. 14)

ANNEXE N° 5 (suite)

C) Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (C.C.D.S.P.V.)	(p. 14)
C.1. Composition	(p. 14)
C.2. Elections	(p. 15)
C.2.1. Dispositions générales	(p. 15)
C.2.2. Dispositions particulières relatives à la première élection	(p. 16)

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DÉCISION ET DE CONSULTATION DU S.D.I.S.	(p. 16)
-----------------------------------------------------------------------	---------

A) Le conseil d'administration du S.D.I.S.	(p. 17)
A.1. Attributions	(p. 17)
A.1.1. Compétences d'ordre administratif	(p. 17)
A.1.2. Compétences d'ordre opérationnel	(p. 19)
A.2. Fonctionnement du conseil d'administration	(p. 20)
A.3. Régime des actes du S.D.I.S.	(p. 23)
B) Le président et le vice-président du conseil d'administration	(p. 24)
B.1. Le président	(p. 24)
B.2. Le vice-président	(p. 25)
C) Le directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.)	(p. 25)
C.1. Compétences administrative et financière	(p. 26)
C.2. Compétences opérationnelles	(p. 26)
D) La commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) et le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (C.C.D.S.P.V.)	(p. 26)
D.1. La C.A.T.S.I.S.	(p. 27)
D.2. Le C.C.D.S.P.V.	(p. 27)

TITRE III

ORGANISATION GÉNÉRALE ET OPÉRATIONNELLE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS	(p. 27)
A) Organisation du S.D.I.S.	(p. 28)

ANNEXE N° 5 (suite)

A.1. Organisation générale du S.D.I.S.	(p. 28)
A.1.1. Organisation des services	(p. 28)
A.1.2. Organisation comptable et financière	(p. 29)
A.1.2.1. Préparation et adoption du budget	(p. 29)
A.1.2.2. Exécution du budget	(p. 32)
A.2. Organisation opérationnelle du S.D.I.S.	(p. 32)
B) Organisation des autres services d'incendie et de secours	(p. 33)
B.1. Organisation des services	(p. 33)
B.2. Financement	(p. 33)
B.3. Organisation opérationnelle	(p. 34)
TITRE IV	
PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES ET DIVERSES SUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF	(p. 34)
A) Exercice de la compétence de gestion des biens	(p. 34)
A.1. Situation de droit commun (pérenne).	(p. 34)
A.2. Situation durant la période des transferts.	(p. 35)
A.3. Conséquences sur les modalités d'amortissement.	(p. 35)
A.4. Conséquences sur les concours financiers de l'Etat.	(p. 36)
B) Dispositions réglementaires complémentaires	(p. 36)
C) Cas particulier des inspecteurs-adjoints	(p. 37)

*

*

*

ANNEXES

Annexe n° 1 : nombre de sièges au conseil d'administration	(p. 38)
Annexe n° 2 : répartition des sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne	(p. 38)
Annexe n° 3 : barème de la pondération des suffrages	(p. 41)
Annexe n° 4 : répartition des sièges à la proportionnelle au plus fort reste	(p. 42)
Annexe n° 5 : application des dispositions de l'article 32	(p. 44)
Annexe n° 6 : exemple de détermination des contributions	(p. 47)

ANNEXE N° 5 (suite)

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DÉCRET DU 26 DÉCEMBRE 1997.

Le dispositif prévu par le décret du 26 décembre 1997 décrit l'organisation définitive des services d'incendie et de secours dans le département telle qu'elle est fixée par la loi du 3 mai 1996 et telle qu'elle doit apparaître au terme de la période transitoire des transferts de gestion.

L'article 1^{er} en fait le rappel en établissant les principes généraux, d'une part de l'organisation interne et territoriale du S.D.I.S., d'autre part de l'organisation des services d'incendie et de secours qui demeurent sous l'autorité de gestion des communes ou des E.P.C.I..

Ce décret contient 57 articles regroupés dans les quatre titres suivants.

Le titre I « Le service départemental d'incendie et de secours » précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du S.D.I.S. tant sur le plan interne que dans les domaines administratif, financier et comptable. Il fixe les conditions et les règles d'installation du conseil d'administration, de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) et du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (C.C.D.S.P.V.). Il définit l'organisation générale du service de santé et de secours médical (S.S.S.M.).

Le titre II « Les centres de première intervention communaux et intercommunaux » précise l'organisation et l'étendue de la compétence en matière de gestion des centres d'incendie et de secours communaux et intercommunaux, qui, compte tenu des dispositions de la loi du 3 mai 1996, ne concernent que les centres de première intervention dont la gestion est maintenue au niveau communal ou intercommunal.

Le titre III « Organisation opérationnelle des services d'incendie et de secours » précise l'organisation opérationnelle applicable à l'ensemble des services d'incendie et de secours du département, qu'il s'agisse du S.D.I.S. ou d'un corps dépendant d'une commune ou d'un E.P.C.I.. Cette organisation repose essentiellement sur les conclusions du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.).

Le titre IV « Dispositions diverses et transitoires » contient des dispositions particulières à caractère général ou ayant pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de certaines dispositions du décret du 26 décembre 1997.

ANNEXE N° 5 (suite)

TITRE I

**PRESENTATION DU CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
RELATIF A L'INSTALLATION DES ORGANES
DE DECISION ET DE CONSULTATION DU S.D.I.S.**

Le présent titre vise à rappeler et à préciser les dispositions relatives au renouvellement du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (S.D.I.S.), de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) et du comité consultatif départemental des sapeurs-pompier volontaires (C.C.D.S.P.V.). En outre, il expose les dispositions concernant la première installation de ces deux derniers organes de consultation du S.D.I.S..

A) LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S..**A.1. Composition.**

L'article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) définit la composition du conseil d'administration.

Ce conseil est ainsi composé de vingt-deux ou trente représentants du département, des communes et des E.P.C.I., ayant seuls voix délibérative. La représentation des communes et des E.P.C.I. appelle toutefois les remarques suivantes :

- s'agissant des E.P.C.I., sont concernés ceux qui versent la contribution financière au budget du S.D.I.S. aux lieu et place des communes le composant ;

- s'agissant des autres communes du département, sont concernées celles qui versent directement la contribution au budget du S.D.I.S..

Le conseil d'administration comprend également six représentants des sapeurs-pompier, ayant voix consultative, dont le directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.), le médecin-chef du service de santé et de secours médical (S.S.S.M.), un sapeur-pompier professionnel officier, un sapeur-pompier professionnel non officier, un sapeur-pompier volontaire officier et un sapeur-pompier volontaire non officier.

Par ailleurs, assistent aux séances du conseil d'administration, le préfet ou son représentant, membre du corps préfectoral ou, pour les départements de moins de 300 000 habitants, le directeur des services du cabinet, et enfin le comptable de l'établissement public.

A.2. Répartition des sièges des représentants du département, des communes et des E.P.C.I..

Sur les vingt-deux ou trente sièges attribués aux représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, huit le sont au titre de la « représentation institutionnelle », les autres, soit quatorze ou vingt-deux sièges, le sont au titre de la « représentation financière », c'est à dire proportionnellement aux contributions versées respectivement par le département, les communes et les E.P.C.I. au budget du S.D.I.S..

Au titre de la « représentation institutionnelle », sont attribués quatre sièges aux représentants du département et quatre sièges aux représentants des communes et des E.P.C.I..

ANNEXE N° 5 (suite)

Au titre de la « représentation financière », les quatorze ou vingt-deux sièges sont répartis entre les trois catégories de collectivités, à savoir le département, les communes et les E.P.C.I.. Le nombre de sièges à répartir est déterminé par application des conditions prévues au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T.. Ce nombre correspond à vingt-deux sièges lorsqu'il existe dans un département de plus de 900.000 habitants (cf dernier recensement connu et actualisé), une commune ou un E.P.C.I. dont la contribution au budget du S.D.I.S. équivaut à un minimum de trente-trois pour cent des recettes provenant du département, de l'ensemble des communes et de l'ensemble des E.P.C.I. ; à défaut de l'une de ces deux conditions, le nombre de sièges à considérer est de quatorze (**cf annexe n° 1**).

A.2.1. Détermination de l'assiette financière.

Le conseil d'administration doit délibérer, six mois au moins avant l'expiration du mandat de ses membres, notamment à l'appui d'un rapport financier, sur la répartition des quatorze ou vingt-deux sièges attribués en fonction des contributions versées au budget du S.D.I.S., ainsi que sur la pondération des suffrages.

Les éléments financiers sur lesquelles sont fondées les propositions de répartition des sièges et de pondération des suffrages sont constitués par les contributions financières visées à l'article L. 1424-35 du C.G.C.T., telles qu'elles sont fixées par le conseil d'administration. Ces contributions ressortent du dernier acte budgétaire voté ou arrêté à la date de la délibération du conseil d'administration. En fonction de cette date, il peut s'agir du budget primitif ou du dernier compte administratif connu.

Par ailleurs, il appartient au conseil d'administration, jusqu'au terme du délai prévu pour les transferts de gestion, de prendre en compte, le cas échéant, l'incidence financière des transferts réalisés à la date de la délibération fixant la répartition des sièges et la pondération des suffrages.

A.2.2. Principe de la répartition des sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

La répartition des quatorze ou vingt-deux sièges visés au 2° de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. entre les trois catégories de représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements doit être effectuée selon les principes de la proportionnelle à la plus forte moyenne.

Ce mode de répartition, inspiré du système électoral, nécessite la réalisation de deux étapes successives.

En premier lieu, il consiste à répartir les sièges concernés en utilisant un « quotient financier ». Ce quotient a pour effet d'attribuer à chacune des trois catégories de collectivités autant de sièges que sa participation financière contient de fois le quotient financier. Ce quotient est calculé par la division du montant total des contributions du département, des communes et des E.P.C.I., par le nombre total de sièges à pourvoir (quatorze ou vingt-deux).

Le nombre de sièges dont bénéficie chacune des trois catégories de collectivités est obtenu en divisant respectivement le montant de la contribution du département, puis celui de l'ensemble des communes, et enfin celui de l'ensemble des E.P.C.I., par ce « quotient financier ». Le chiffre ou le nombre entier ainsi obtenu correspond au nombre de sièges directement attribué à la catégorie de collectivité concernée.

ANNEXE N° 5 (suite)

En second lieu, lorsque la totalité des sièges n'est pas répartie entre les trois catégories de collectivités, le procédé de la plus forte moyenne consiste à attribuer le siège restant à pourvoir à la catégorie dont la moyenne (m) est la plus élevée. Cette moyenne est obtenue par la division du montant de la contribution de la catégorie concernée, par le nombre de sièges qui lui est directement attribué lors de la première étape plus un. Lorsque deux sièges restent à pourvoir, cette opération doit être effectuée successivement pour chacun d'eux (**cf annexe n° 2**).

A.2.3. La pondération des suffrages.

L'article L. 1424-24 du C.G.C.T. prévoit que chaque maire d'une commune et chaque président d'E.P.C.I., dispose, au sein de son collège électoral respectif, d'un nombre de suffrages pondérés. Il doit être noté que cette pondération des suffrages n'intéresse que les élections permettant de pourvoir les sièges attribués au titre de la « représentation financière ».

Cette pondération, réalisée à partir des mêmes éléments financiers qui ont permis de répartir les sièges, est proportionnelle à la part de la contribution de la commune ou de l'E.P.C.I., dans le total des contributions de la catégorie de collectivités de référence, à savoir l'ensemble des communes ou l'ensemble des E.P.C.I..

En application des principes fixés par l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. et des dispositions de l'article 11 du décret du 26 décembre 1997 précisant les caractéristiques des bulletins de vote, la pondération des suffrages doit être réalisée en fonction d'un barème qui doit permettre, en tout état de cause, à la collectivité versant la contribution la plus faible de disposer au moins d'une voix. Ainsi, la base de ce barème peut être le montant de la plus faible contribution constatée pour une collectivité ou un montant préfixé (**cf annexe n° 3**). Le nombre de voix dont dispose une collectivité, résultant de l'application du barème retenu, doit être un chiffre entier arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Ce dispositif est par ailleurs comparable à celui utilisé pour les élections aux conseils d'administration des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale (décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, J.O. du 28 juin 1985 et arrêté du 25 août 1995 fixant les modalités d'organisation des élections aux conseils d'administration des centres de gestion de la fonction publique territoriale, J.O. du 29 août 1995).

A.2.4. La synthèse des travaux.

L'ensemble des informations relatives à la répartition des sièges entre le département, les communes et les E.P.C.I., la pondération des suffrages ainsi que les documents annexes y afférent doit être adressé aux membres du conseil d'administration quinze jours au moins avant la date de la réunion prévue pour l'adoption de la délibération visée à l'article 2 du décret du 26 décembre 1997.

En l'absence de précisions sur la forme et le contenu du dossier transmis aux membres du conseil d'administration, il serait opportun que celui-ci fasse apparaître les principales opérations qui ont conduit aux propositions de répartition des sièges et de pondération des suffrages, un exposé ou une présentation de l'ensemble de la procédure, mentionnant, le cas échéant, les difficultés rencontrées, les accords et les divergences apparues au cours des travaux.

ANNEXE N° 5 (suite)

A.2.5. Le rôle du préfet.

La répartition de la totalité des vingt-deux ou trente sièges attribués aux représentants du département, des communes et des E.P.C.I. au conseil d'administration et la pondération des suffrages sont fixées par un arrêté du préfet, au vu de la délibération du conseil d'administration. Cette délibération fait l'objet d'un contrôle de légalité comme tout acte administratif ; dans ces conditions, il importe que sa transmission s'accompagne des documents nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

S'agissant des sièges attribués aux représentants du département, l'arrêté préfectoral peut mentionner uniquement le nombre total de sièges qui leur est attribué au double titre de la « représentation institutionnelle » et de la « représentation financière ».

Cependant, pour la représentation des communes et des E.P.C.I., l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. ayant prévu des élections différentes, l'arrêté du préfet doit préciser chacune des répartitions, à savoir :

- a) les quatre sièges attribués aux représentants de l'ensemble des communes et des E.P.C.I. au titre de la « représentation institutionnelle » ;
- b) le nombre de sièges attribués aux représentants des communes au titre de la « représentation financière » ;
- c) le nombre de sièges attribués aux représentants des E.P.C.I. au titre de la « représentation financière ».

Le conseil d'administration doit donc prendre toutes les dispositions utiles pour que la délibération prévue à l'article 2 du décret du 26 décembre 1997 intervienne avant l'expiration du délai de six mois précédant la fin du mandat de ses membres. En tant que membre assistant à ce conseil, il appartient au préfet de veiller au respect de ce délai.

Toutefois, à défaut de réception de la délibération fixant la répartition des sièges et la pondération des suffrages, au plus tard cinq mois et quinze jours avant la date du renouvellement du conseil d'administration, le préfet doit prendre les dispositions nécessaires pour mettre en demeure le conseil d'administration de délibérer dans un délai maximum de quinze jours, en application de l'article 3 du décret du 26 décembre 1997. A défaut de réception d'une nouvelle délibération, au plus tard quatre mois et quinze jours avant la date du renouvellement du conseil d'administration, la répartition des sièges ainsi que la pondération des suffrages seront alors arrêtées par le préfet aux lieu et place du conseil d'administration, au vu des documents en sa possession.

Enfin, il sera procédé de la même manière lorsque la délibération adoptée par le conseil d'administration ne permet pas au préfet d'arrêter la répartition des sièges et la pondération des suffrages.

A.3. Elections des représentants du département, des communes et des E.P.C.I. au conseil d'administration.

A.3.1. Dispositions générales.

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements au conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans. Nonobstant les modifications partielles de sa composition, le renouvellement du conseil d'administration est général.

ANNEXE N° 5 (suite)

Un arrêté du ministre de l'intérieur fixe la date limite des élections des représentants du département, des communes et des E.P.C.I. au conseil d'administration. Dès publication de cet arrêté, il appartient au préfet, par voie d'arrêté, de préciser les modalités générales selon lesquelles sont organisées ces élections dans le département. A cet effet, cet arrêté doit fixer le calendrier du déroulement de l'ensemble des opérations électorales, et notamment la date de l'élection.

Pour l'élection des représentants des communes et des E.P.C.I., l'arrêté doit notamment prévoir la date de dépôt des listes de candidats, la date limite d'envoi des bulletins de vote, la date du dépouillement et la composition de la commission de recensement. En outre, le préfet arrête les listes des électeurs pour chacune des élections.

S'agissant de l'établissement des listes de candidats, dont la responsabilité appartient aux élus locaux, il importe, pour éviter toutes difficultés dans le déroulement du processus électoral et dans le fonctionnement ultérieur du conseil d'administration, de s'assurer, d'une part de la qualité des candidats, d'autre part de l'effectivité de leur candidature, en demandant notamment que chaque liste déposée soit accompagnée de déclarations de candidature individuelle. Par ailleurs, il est aussi nécessaire de s'assurer que chaque candidat à un siège de titulaire dispose d'un suppléant, sous réserve de l'impossibilité matérielle de remplir cette dernière condition. Enfin, le nombre de candidats, titulaires et suppléants, inscrits sur les listes doit correspondre au nombre de sièges attribués en application de la répartition fixée par arrêté du préfet. Une fois déposées, les listes ne peuvent être modifiées qu'en cas de décès ou d'inéligibilité d'un candidat.

En outre, doit être soulignée la portée de l'article 5 du décret du 26 décembre 1997 qui ne permet pas à un candidat disposant de plusieurs mandats locaux de faire acte de candidature multiple. Par ailleurs, il est rappelé l'incompatibilité d'exercer un mandat de membre du conseil d'administration et de membre de la commission consultative départementale prévue à l'article L. 1424-21 du C.G.C.T.. Cette incompatibilité ne s'oppose pas à une candidature d'un membre de cette commission consultative départementale, mais, en cas de succès à l'élection, elle impose un choix exprès de l'élu concerné et la démission de l'un ou l'autre des mandats.

En ce qui concerne la composition de la commission de recensement fixée à l'article 13 du décret du 26 décembre 1997, il est entendu qu'à défaut d'E.P.C.I. concerné dans le département, les membres du conseil d'administration doivent désigner quatre maires.

A.3.2. Elections des représentants du département.

Le nombre de sièges au conseil d'administration attribués aux représentants, titulaires et suppléants, du département est déterminé par la répartition fixée par l'arrêté préfectoral.

La définition des modalités de l'élection de ces représentants relève de la seule compétence du conseil général en application de l'article 6 du décret du 26 décembre 1997. Cependant, il est utile de rappeler les dispositions de l'article L. 3121-23 du C.G.C.T. qui fixent les modalités de droit commun en matière de désignation ou de remplacement des représentants du conseil général au sein d'organismes extérieurs.

ANNEXE N° 5 (suite)

La date de l'élection fixée par l'arrêté préfectoral, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 26 décembre 1997, constitue la date limite d'envoi de la délibération du conseil général établissant la liste de ses représentants au conseil d'administration.

A.3.3. Elections des représentants des communes et des E.P.C.I..

Il ressort des dispositions de l'article L. 1424-24 du C.G.C.T. qu'il est nécessaire d'organiser trois élections distinctes, lesquelles doivent se dérouler en même temps conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 26 décembre 1997.

Il doit être organisé une élection des quatre représentants, titulaires et suppléants, des communes et des E.P.C.I. au titre de la « représentation institutionnelle ». Cette élection a lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour et dans les conditions prévues notamment aux articles 4, 5, 7, 8, 9 et 10 du décret du 26 décembre 1997. Le collège électoral comprend tous les maires des communes du département, qu'elles soient ou non membres d'un E.P.C.I., ainsi que les présidents des E.P.C.I. concernés. Chacun des électeurs ne pouvant disposer, en tout état de cause, que d'une seule voix.

Il doit être également organisé une élection particulière des représentants, titulaires et suppléants, des communes au titre de la « représentation financière ». Cette élection a lieu au scrutin de liste proportionnel au plus fort reste (**cf annexe n°4**) et dans les conditions prévues notamment aux articles 4, 5, 7, 8, 9 et 11 du décret du 26 décembre 1997. Sont électeurs et éligibles, les maires de l'ensemble des communes qui versent directement leur contribution au budget du S.D.I.S..

Enfin, il doit être organisé une élection particulière des représentants, titulaires et suppléants, des E.P.C.I. au titre de la « représentation financière ». Cette élection a lieu au scrutin de liste proportionnel au plus fort reste (**cf annexe n°4**) et dans les conditions prévues notamment aux articles 4, 5, 7, 8, 9 et 11 du décret du 26 décembre 1997. La liste des électeurs comprend les seuls présidents de l'ensemble des E.P.C.I. concernés. Sont éligibles au titre de cette élection, à l'exception de toute autre personne, les présidents, les membres des conseils et, pour les maires, seuls ceux dont la commune a transféré à l'E.P.C.I. sa compétence en matière de gestion des services d'incendie et de secours.

Enfin, pour ces deux dernières élections, compte tenu de la pondération des suffrages, chaque électeur disposera de plusieurs bulletins de vote. Cependant, pour être valable, un vote ne peut intervenir que pour une seule et même liste conformément à l'article 9 du décret du 26 décembre 1997.

En ce qui concerne plus particulièrement le dépouillement des bulletins de vote, il est impératif que le déroulement de cette opération soit effectué dans le respect, d'une part des dispositions législatives et réglementaires qui régissent les élections concernées, d'autre part dans le respect du principe général du secret du vote exprimé par les électeurs. Ainsi, la commission de recensement est seule compétente, sous le contrôle du juge administratif, pour arrêter une méthode garantissant, par une séparation des informations nominatives et du vote exprimé par un électeur, le bon déroulement du dépouillement et le respect des principes précédemment rappelés.

Dans ces conditions, il peut s'avérer utile de procéder en différentes étapes, distinctes et successives, consistant notamment à la vérification et la comptabilisation des électeurs, à la vérification de l'utilisation des bulletins de vote par les électeurs et enfin au dépouillement et à l'attribution des votes exprimés aux listes présentes au scrutin.

ANNEXE N° 5 (suite)

Ces élections ont lieu par correspondance et les frais d'organisation sont à la charge du S.D.I.S..

B) LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS (C.A.T.S.I.S.).

L'article L. 1424-31 du C.G.C.T. a créé une commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) permettant, dans les limites de ses compétences, d'associer les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires aux décisions du conseil d'administration.

B.1. Composition.

La composition de la C.A.T.S.I.S. est fixée par l'article 18 du décret du 26 décembre 1997.

Placée sous la présidence du directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.) ou de son adjoint, elle est composée du médecin-chef du service de santé et de secours médical, ou de son représentant, et de dix représentants de l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires en service dans le département dont :

- a) deux officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- b) deux officiers de sapeurs-pompiers volontaires : au maximum, l'un d'eux peut être membre du service de santé et de secours médical ;
- c) trois sapeurs-pompiers professionnels non officiers ;
- d) trois sapeurs-pompiers volontaires non officiers.

B.2. Elections.

B.2.1. Dispositions générales.

Les dix représentants des sapeurs-pompiers à la C.A.T.S.I.S. sont élus pour une durée de trois ans. Nonobstant les modifications partielles de sa composition, le renouvellement de la commission est général.

Les modalités d'organisation des élections à la C.A.T.S.I.S. sont, sous réserve de certaines dispositions particulières, identiques à celles relatives au conseil d'administration. Ainsi, peuvent être précisés les points suivants :

a) L'arrêté du ministre de l'intérieur prévu à l'article 4 du décret du 26 décembre 1997 fixe la date limite des élections à la C.A.T.S.I.S. ; la date à laquelle ont lieu les élections dans le département est la même que celle prévue pour le conseil d'administration ;

b) Dès publication de cet arrêté, il appartient au préfet, par voie d'arrêté, de préciser les modalités générales selon lesquelles sont organisées ces élections ; cet arrêté, qui peut être le même que celui relatif à l'élection des représentants des collectivités territoriales et des E.P.C.I. au conseil d'administration, doit fixer le calendrier du déroulement de l'ensemble des opérations électorales nécessaires.

ANNEXE N° 5 (suite)

L'arrêté doit notamment prévoir la date de dépôt des listes de candidats, la date limite d'envoi des bulletins de vote et la date du dépouillement. En outre, le préfet arrête les listes des électeurs pour chacune des élections.

S'agissant de l'établissement des listes de candidats des représentants des sapeurs-pompiers professionnels, dont la responsabilité appartient aux organisations syndicales représentatives, il importe, pour éviter toutes difficultés dans le déroulement du processus électoral et dans le fonctionnement ultérieur de la commission, de s'assurer, à la date de l'élection, d'une part de la qualité de titulaire du grade des candidats, d'autre part de l'effectivité de leur candidature, en demandant notamment que chaque liste déposée soit accompagnée de déclarations de candidature individuelle.

S'agissant de l'établissement des listes de candidats des représentants des sapeurs-pompiers volontaires, dont la responsabilité appartient aux sapeurs-pompiers volontaires, le cas échéant par l'intermédiaire de leurs associations locales, il est nécessaire, pour les mêmes motifs, de s'assurer, à la date de l'élection, d'une part de l'ancienneté minimale d'un an en qualité de sapeur-pompier volontaire des candidats, ce qui exclut les stagiaires, d'autre part de l'effectivité de leur candidature, en demandant notamment que chaque liste déposée soit accompagnée de déclarations de candidature individuelle.

Enfin, il est nécessaire de s'assurer que le nombre de candidats, titulaires et suppléants, inscrits sur les listes correspond au nombre de sièges à pourvoir et que chaque candidat à un siège de titulaire dispose d'un suppléant. Une fois déposées, les listes ne peuvent être modifiées qu'en cas de décès ou d'inéligibilité d'un candidat.

En outre, il faut souligner la portée de l'article 5 du décret du 26 décembre 1997 s'agissant des sapeurs-pompiers professionnels ayant également qualité de sapeur-pompier volontaire. Les dispositions législatives ou réglementaires ne font pas obstacle à ce qu'ils participent en tant qu'électeur à chacun des scrutins intéressant les deux catégories de sapeur-pompier. Cependant, les candidatures multiples au titre des catégories différentes ne sont pas recevables.

c) La composition de la commission de recensement est la même que celle compétente pour l'élection au conseil d'administration ;

d) Il ressort des dispositions de l'article 12 du décret du 26 décembre 1997 qu'il est nécessaire d'organiser quatre élections distinctes.

Les représentants des sapeurs-pompiers à la C.A.T.S.I.S. sont élus au scrutin de liste proportionnel au plus fort reste (**cf annexe n° 4**), dans les conditions prévues respectivement aux articles 4, 5, 8, 9 et 12 du décret du 26 décembre 1997, par l'ensemble des sapeurs-pompiers en service dans le département, quelle que soit leur collectivité territoriale d'emploi, au sein de quatre collèges électoraux différents, à savoir :

- 1) les officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- 2) les officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- 3) les sapeurs-pompiers professionnels non officiers ;
- 4) les sapeurs-pompiers volontaires non officiers.

ANNEXE N° 5 (suite)

Il peut être également rappelé que quatre sapeurs-pompiers élus au sein de cette commission siègent au conseil d'administration. Il s'agit, pour chacun des collèges mentionnés ci-dessus, du sapeur-pompier titulaire et de son suppléant, placés en tête de la liste ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages. En outre, ils siègent aussi à la commission consultative départementale prévue à l'article L. 1424-21 du C.G.C.T..

Ces élections ont lieu par correspondance et les frais d'organisation sont à la charge du S.D.I.S..

B.2.2. Dispositions particulières relatives à la première élection.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du décret du 26 décembre 1997, la 1^{ère} élection à la C.A.T.S.I.S. doit se dérouler, au plus tard, six mois après la date de publication de ce décret, laquelle est intervenue le 28 décembre 1997. Il est rappelé que la durée du mandat de la totalité des représentants des sapeurs-pompiers élus à ce titre prendra fin lors du renouvellement triennal du conseil d'administration du S.D.I.S..

Dans cette attente, cette commission peut toutefois, dès à présent, être réunie en tant que de besoin malgré le caractère incomplet de sa composition. En effet, et conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du décret n° 96-1005 du 22 novembre 1996 (J.O. du 23 novembre), les quatre sapeurs-pompiers professionnels et volontaires siégeant d'ores et déjà et à titre transitoire au conseil d'administration sont également membres de la C.A.T.S.I.S.. Le mandat de ces représentants prendra fin à la date de la première installation de cette commission ou à la date de la réunion du conseil d'administration qui suit les élections à la C.A.T.S.I.S..

C) LE COMITE CONSULTATIF DÉPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES (C.C.D.S.P.V.).

C.1. Composition.

La composition du C.C.D.S.P.V. est fixée par l'article 23 du décret du 26 décembre 1997.

Placée sous la présidence du président du conseil d'administration du S.D.I.S., elle est composée d'un nombre égal de représentants des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental et de représentants de l'administration.

Ces derniers sont ceux qui siègent au comité technique paritaire départemental créé par le décret n° 97-279 du 24 mars 1997 (J.O. du 26 mars 1997).

En application de l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 9 avril 1998 portant organisation du C.C.D.S.P.V. (J.O. du 16 avril 1998), il appartient au conseil d'administration du S.D.I.S. de fixer la répartition des sièges entre les représentants des officiers de sapeurs-pompiers volontaires et les représentants des sapeurs-pompiers volontaires non officiers, en respectant le principe de la supériorité numérique du nombre de sièges attribués à ces derniers.

Enfin, les officiers du service de santé et de secours médical qui, le cas échéant, siègent au sein de ce comité, doivent être en nombre inférieur à celui des autres officiers.

ANNEXE N° 5 (suite)

C.2. Elections.

C.2.1. Dispositions générales.

Les représentants des sapeurs-pompiers au C.C.D.S.P.V. sont élus pour une durée de trois ans. Nonobstant les modifications partielles de sa composition, le renouvellement du comité est général.

Les modalités d'organisation des élections au C.C.D.S.P.V. sont, sous réserve de certaines dispositions particulières, identiques à celles relatives à la C.A.T.S.I.S.. Ainsi, peuvent être précisés les points suivants :

a) L'arrêté du ministre de l'intérieur prévu à l'article 4 du décret du 26 décembre 1997 fixe la date limite des élections à la C.A.T.S.I.S. ; conformément aux dispositions de l'article 23 du décret du 26 décembre 1997, les élections au C.C.D.S.P.V. ont lieu à cette même date ;

b) Dès publication de cet arrêté, il appartient au préfet, par voie d'arrêté, de préciser les modalités générales selon lesquelles sont organisées ces élections ; cet arrêté, qui peut être le même que celui relatif à l'élection des représentants des sapeurs-pompiers à la C.A.T.S.I.S., doit fixer le calendrier du déroulement de l'ensemble des opérations électorales nécessaires. L'arrêté doit notamment prévoir la date de dépôt des listes de candidats, la date limite d'envoi des bulletins de vote et la date du dépouillement. En outre, le préfet arrête les listes des électeurs pour chacune des élections.

S'agissant de l'établissement des listes de candidats des représentants des sapeurs-pompiers volontaires, dont la responsabilité appartient aux sapeurs-pompiers volontaires, le cas échéant par l'intermédiaire de leurs associations locales, il est nécessaire, pour éviter toutes difficultés dans le déroulement du processus électoral et dans le fonctionnement ultérieur du comité, de s'assurer, à la date de l'élection, d'une part de l'appartenance au corps départemental des candidats, d'autre part de leur ancienneté minimale d'un an en qualité de sapeur-pompier volontaire, ce qui exclut les stagiaires, enfin de l'effectivité de leur candidature, en demandant notamment que chaque liste déposée soit accompagnée de déclarations de candidature individuelle.

Enfin, il est nécessaire de s'assurer que le nombre de candidats, titulaires et suppléants, inscrits sur les listes correspond au nombre de sièges à pourvoir et que chaque candidat à un siège de titulaire dispose d'un suppléant. Une fois déposées, les listes ne peuvent être modifiées qu'en cas de décès ou d'inéligibilité d'un candidat.

Il faut cependant noter que les dispositions législatives ou réglementaires ne font pas obstacle à ce qu'un sapeur-pompier professionnel, également sapeur-pompier volontaire, participe en tant qu'électeur et candidat à cette élection.

Il est également rappelé qu'un même sapeur-pompier volontaire peut être à la fois membre du C.C.D.S.P.V. et de la C.A.T.S.I.S., et le cas échéant, du conseil d'administration.

c) La composition de la commission de recensement est la même que celle compétente pour l'élection au conseil d'administration et à la C.A.T.S.I.S. ;

d) Il ressort des dispositions de l'article 23 du décret du 26 décembre 1997, complétées par l'arrêté du 9 avril 1998, qu'il est nécessaire d'organiser deux élections distinctes.

ANNEXE N° 5 (suite)

Les représentants des sapeurs-pompiers volontaires sont ainsi élus au scrutin de liste proportionnel au plus fort reste (**cf annexe n° 4**), dans les conditions prévues respectivement aux articles 4, 5, 8, 9, 12 et 23 du décret du 26 décembre 1997, par l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires appartenant au corps départemental, au sein de deux collèges électoraux différents, à savoir :

- 1) les officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- 2) les sapeurs-pompiers volontaires non officiers.

Ces élections ont lieu par correspondance et les frais d'organisation sont à la charge du S.D.I.S..

C.2.2. Dispositions particulières relatives à la première élection.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du décret du 26 décembre 1997, la 1^{ère} élection au C.C.D.S.P.V. doit se dérouler, au plus tard, six mois après la date de publication de ce décret, laquelle est intervenue le 28 décembre 1997. La durée du mandat de la totalité des représentants des sapeurs-pompiers volontaires élus à ce titre prendra fin lors du renouvellement triennal du conseil d'administration du S.D.I.S..

Lorsque le C.C.D.S.P.V n'a pas été installé, compte tenu des dispositions de l'article 53-I du décret du 26 décembre 1997, l'actuel conseil d'administration des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, lorsqu'il existe, continue d'exercer, à titre transitoire, la plénitude de ses attributions telles qu'elles sont définies par le code des communes (articles R. 352-13 et suivants). Ce conseil peut donc, dès à présent, être réuni en tant que de besoin, en particulier pour donner les avis prévus par le décret du 26 décembre 1997.

Dans l'attente de la réalisation de la totalité des transferts obligatoires prévus à l'article L. 1424-14 du C.G.C.T., le collège électoral est composé des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental et également des sapeurs-pompiers volontaires qui relèvent d'un centre de secours principal ou d'un centre de secours.

*
* *

Enfin, et pour chacun des organes de décision ou de consultation, suite à la publication des résultats des élections, il appartient au président en exercice d'organiser la convocation des membres élus ou de droit, afin de procéder dans les meilleurs délais à l'installation de l'instance concernée.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DECISION ET DE CONSULTATION DU S.D.I.S.

Le présent titre vise à présenter les attributions et les modalités de fonctionnement du conseil d'administration. Seront par ailleurs précisés le rôle et les attributions du président, du vice-président, du directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.), de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) et du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (C.C.D.S.P.V.).

ANNEXE N° 5 (suite)

A) LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S..

Le conseil d'administration constitue l'organe de décision et de définition des orientations générales nécessaires à l'exercice des compétences administratives et opérationnelles du S.D.I.S..

A.1. Attributions.

La loi du 3 mai 1996 et le décret du 26 décembre 1997 ont précisé les domaines dans lesquels le conseil d'administration doit expressément délibérer. Pour les autres domaines, en l'absence de dispositions précises, il lui appartient de définir le cadre général et les modalités de fonctionnement du service départemental.

A.1.1. Compétences d'ordre administratif.

Le conseil doit prendre des délibérations dans les domaines suivants :

- **Organisation générale du S.D.I.S..**

Il définit l'organisation administrative interne de l'établissement public qui peut se décomposer en différents services (opérationnel, administratif ou technique).

Il établit également l'organisation territoriale du S.D.I.S. qui se décompose en centres d'incendie et de secours (cf articles 1^{er} et 39 du décret du 26 décembre 1997).

Ces centres et ces services peuvent être organisés en groupements. Ceux-ci peuvent avoir une vocation uniquement opérationnelle, ou, uniquement administrative ou technique ; ils peuvent également assurer les deux compétences.

Il établit les critères qui permettent au préfet de prendre l'arrêté nécessaire au renouvellement triennal du conseil d'administration (cf L. 1424-26 du C.G.C.T. et article 2 du décret du 26 décembre 1997) ; il désigne, à cette occasion, les membres qui participent à la commission de recensement des votes (cf article 13 du décret du 26 décembre 1997).

Il adopte son règlement intérieur (cf article 16 du décret du 26 décembre 1997) et nomme, notamment, les membres appelés à siéger à la commission d'appel d'offres (article 279 du code des marchés publics).

- **Définition de la couverture des risques.**

Il rend son avis sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) qui est arrêté conformément à celui-ci par le préfet (cf article L. 1424-7 du C.G.C.T. et article 38 du décret du 26 décembre 1997). Il importe de rappeler l'importance de ce document révisable qui concerne la définition des moyens à mettre en place et l'organisation opérationnelle des services d'incendie et de secours. Une circulaire particulière relative à ce document sera diffusée ultérieurement.

Il définit notamment le plan d'équipement (cf article L. 1424-12 du C.G.C.T.) qui détermine la dotation en moyens matériels de tous les services d'incendie et de secours.

ANNEXE N° 5 (suite)

- **Gestion des personnels et des biens.**

Il détermine la politique générale de l'établissement en matière de ressources humaines, notamment par la création ou suppression d'emplois.

Il définit les conditions de rattachement au corps départemental des sapeurs-pompiers volontaires relevant d'un corps communal ou intercommunal desservant un centre de première intervention (cf articles L. 1424-5 et 15 du C.G.C.T.) ; ce rattachement peut intervenir après les délais fixés par la loi pour la réalisation des transferts.

Il donne son avis sur la création d'un établissement public interdépartemental ayant pour objet l'acquisition ou la location de moyens matériels et la formation des sapeurs-pompiers (cf article L. 1424-43 du C.G.C.T.). Les présidents des conseils généraux concernés fixeront en accord avec les présidents des conseils d'administration des S.D.I.S. le délai dans lequel cet avis sera rendu.

Il définit les modalités du transfert de la maîtrise d'ouvrage (cf L. 1424-18 du C.G.C.T.) ; cette procédure ne peut être réalisée qu'après mise à disposition du bien au S.D.I.S., et elle ne peut bénéficier qu'à la seule collectivité partie à la convention concernée.

Il décide de la désaffectation des biens qui ont été mis à disposition du S.D.I.S. (cf article L. 1424-17 du C.G.C.T.) ; cette décision entraîne le retour du bien à la collectivité ou l'E.P.C.I. partie à la convention.

Il définit les modalités de transfert en pleine propriété des biens (cf L. 1424-19 du C.G.C.T.) ; cette procédure, qui peut intervenir après les délais fixés par la loi pour la réalisation des transferts, donne lieu à rémunération du conservateur des hypothèques.

Il décide de la modification de l'affectation des moyens en personnels et matériels transférés jusqu'à l'adoption du S.D.A.C.R. selon des modalités particulières (cf L. 1424-45 du C.G.C.T.).

- **Décisions budgétaires.**

Il détermine les modalités de calcul et le montant des contributions financières des collectivités territoriales et des E.P.C.I. (cf articles L. 1424-29 et 35 du C.G.C.T.).

Il adopte le budget du S.D.I.S. (cf articles L. 1424-29 et 35 du C.G.C.T.).

Il fixe notamment la durée des amortissements (cf article 29 du décret du 26 décembre 1997).

Il détermine les conditions de participation financière des bénéficiaires d'interventions, ne relevant pas des missions de service public, assurées par le S.D.I.S. (cf articles L. 1424-2 et 42 du C.G.C.T.).

A cet effet, il est utile de rappeler la jurisprudence relative à la gratuité des secours qui fonde « à poursuivre le remboursement des frais exposés pour les prestations particulières qui ne relèvent pas de la nécessité publique ou qui constituent un service rendu au bénéfice d'un intérêt particulier » (C.E. 5 décembre 1984, ville de Versailles c/ Mme LOPEZ DE ARIAS, R.F.D.A. 1985, page 522 et C.E. 18 janvier 1985, Mme Marie D'ANTIN DE VAILLAC et syndicat des viticulteurs du sud ouest, A.J.D.A. 1985, page 162).

ANNEXE N° 5 (suite)

Par ailleurs, il doit être précisé que le régime de la responsabilité attachée aux interventions faisant l'objet d'une participation financière est, compte tenu de leurs caractères propres, différent du régime des interventions constitutives d'une mission de service public régie par le principe de la gratuité.

En tout état de cause, il appartiendra aux tribunaux, le cas échéant saisis, d'établir la jurisprudence sur le bien fondé d'une prestation payante et le régime de responsabilité qui en découle.

- **Phase transitoire des transferts.**

En raison des conséquences financières liées aux transferts de personnels et à la mise à disposition des biens prévus par la loi, le conseil d'administration fixe les modalités selon lesquelles seront conclues les conventions (cf articles L. 1424-13, 14 et 17 du C.G.C.T.).

Il définit les conditions dans lesquelles peuvent être saisis la commission consultative départementale et l'arbitre (cf article L. 1424-20 du C.G.C.T.).

Il précise le cadre qui régit la convention annuelle de financement en l'absence de transferts (cf article L. 1424-36 du C.G.C.T.).

- **Précisions complémentaires.**

Pour les autres domaines, le conseil d'administration doit définir, par voie de délibérations, générales ou spéciales, le cadre permettant à son président d'assurer l'exercice de ses compétences (par exemple, signature des marchés, saisine des tribunaux ...) ou celles qui, en l'absence de dispositions législatives et réglementaires, lui seront dévolues (par exemple, modalités selon lesquelles sont donnés l'accord de mise à disposition des personnels administratifs, techniques et spécialisés de la fonction publique territoriale, cf article L. 1424-16 du C.G.C.T., et, celui relatif au recrutement de sapeurs-pompiers volontaires dans les corps communaux ou intercommunaux, cf article 33 du décret du 26 décembre 1997).

Enfin, il peut être opportun que ces délibérations soient suffisamment claires et précises pour assurer dans de bonnes conditions le fonctionnement de l'établissement public.

A.1.2. Compétences d'ordre opérationnel.

Le conseil doit prendre des délibérations dans les domaines suivants :

- **Organisation du S.D.I.S..**

Il donne un avis sur le règlement opérationnel (cf article L. 1424-4 du C.G.C.T. et article 42 du décret du 26 décembre 1997) qui tient compte de l'organisation territoriale du S.D.I.S. et des autres services d'incendie et de secours du département. Ce règlement est arrêté par le préfet.

Il donne un avis sur l'organisation du corps départemental et sa dissolution (cf article L. 1424-6 du C.G.C.T.) et il fixe son règlement intérieur (cf articles 22, 41 et 53-III du décret du 26 décembre 1997).

ANNEXE N° 5 (suite)

Il faut relever l'importance que revêtent ces délibérations, dans la mesure où elles conditionnent la mise en œuvre opérationnelle des services d'incendie et de secours. Ainsi, convient-il de s'assurer de la compatibilité de l'ensemble de ces documents.

- **Autres domaines.**

Le conseil d'administration définit les moyens consacrés aux actions de prévention des risques de sécurité civile (cf article L. 1424-3 du C.G.C.T.).

Enfin, s'agissant de la création d'un centre de première intervention (C.P.I.) communal ou intercommunal, il rend son avis auquel l'arrêté du préfet doit être conforme (cf article 36 du décret du 26 décembre 1997).

A.2. Fonctionnement du conseil d'administration.

Les règles générales d'organisation et de fonctionnement du conseil d'administration doivent être fixées dans son règlement intérieur. Ce document revêt une grande importance puisqu'il définit les conditions et pratiques conduisant à l'élaboration des décisions et la définition des orientations générales nécessaires à l'exercice des compétences administratives et opérationnelles du S.D.I.S.. Il doit également permettre à chacun des membres du conseil d'en connaître les règles de fonctionnement.

En ce qui concerne son élaboration et son actualisation, le conseil d'administration dispose d'une liberté de décision, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Par ailleurs, il peut être nécessaire d'apporter certaines précisions dans les domaines suivants :

- **Organisation du conseil d'administration.**

Le règlement peut contenir des modalités relatives à la répartition des responsabilités au sein du conseil d'administration, notamment par la constitution et la définition des attributions d'un bureau, de commissions ou du secrétariat des séances. Il faut cependant rappeler que la création de ces structures ne peut, en aucun cas, avoir pour conséquence de porter atteinte aux compétences du conseil d'administration ou de son président.

Il peut également préciser les conditions et les limites des attributions que le vice-président peut exercer, à titre temporaire et pour la gestion des affaires courantes, dans les seuls cas d'absence, d'empêchement ou de vacance du président, permettant ainsi d'assurer la continuité du fonctionnement du S.D.I.S..

En outre, le règlement peut prévoir les modalités de désignation des membres de la commission d'appel d'offres de l'établissement public (article 279 du code des marchés publics) et celles de ses représentants au sein d'organismes extérieurs, tels le comité technique paritaire départemental (décret n° 97-279 du 24 mars 1997).

- **Organisation des séances.**

Le règlement doit en particulier définir le siège de l'établissement public et contenir toutes mesures utiles au déroulement des séances et à l'organisation des débats au sein de l'assemblée, notamment la possibilité d'y inviter des personnalités extérieures.

ANNEXE N° 5 (suite)

Ces dispositions doivent en effet permettre, d'une part au conseil d'administration de prendre ses décisions dans les meilleures conditions, d'autre part à ses membres une participation effective à l'exercice du pouvoir délibérant.

Ainsi, ce document peut contenir des modalités relatives au caractère public des séances, à la convocation des membres, notamment sur demande, en cas d'urgence du préfet ou de cinq de ses membres ayant voix délibérative (cf article L. 1424-28 du C.G.C.T.), à la fixation et la modification de l'ordre du jour, à la prise de parole des membres et au dépôt de motion ou de question. Il peut également rappeler que la direction des débats et le respect de la discipline au sein de l'assemblée relèvent de l'autorité du président de séance.

- **Conditions de délibération.**

Le règlement doit rappeler les principes et les règles législatives et réglementaires qui gouvernent l'exercice du pouvoir délibérant.

Ces règles doivent être complétées par des modalités relatives au délai de transmission des documents préalables aux délibérations, à l'organisation et au choix des différentes procédures de vote (à mains levées, à bulletins secrets ...) et à l'adoption des délibérations (majorité absolue des suffrages exprimés ou majorité qualifiée des membres présents, voix prépondérante du président) ainsi que les matières auxquelles elles s'appliquent.

Les conditions de quorum seront utilement mentionnées. A ce propos, seule la présence de la moitié plus un des membres, titulaires ou suppléants du conseil ayant voix délibérative siégeant au moment de l'adoption de la délibération, autorise à considérer comme remplie la condition de quorum (cf article 16 du décret du 26 décembre 1997). Cela signifie en particulier qu'une procuration ne doit en aucun cas être comptabilisée pour établir le quorum des membres présents, mais seulement pour le calcul des votes exprimés.

Pour l'adoption des délibérations prévues aux articles L. 1424-29 et 45 du C.G.C.T., la condition requise est la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents ayant voix délibérative. Dans ce cas ne doivent pas être prises en compte les procurations.

Pour l'adoption des autres délibérations, la condition requise est la majorité absolue des suffrages exprimés, y compris les procurations.

Ainsi pour l'adoption d'une délibération, il est nécessaire de s'assurer systématiquement :

- ⇒ du quorum ;
- ⇒ de la majorité requise, sous réserve de règles spéciales (adoption du compte administratif si une majorité de voix ne s'est pas prononcée contre, cf article L. 1612-12 du C.G.C.T.).

Enfin, doivent être précisés les délais et les conditions dans lesquels il sera procédé à la consultation, dans la limite de leurs attributions, de la C.A.T.S.I.S. et de tout autre instance de consultation.

ANNEXE N° 5 (suite)

• Exercice de la suppléance.

Le règlement doit utilement contenir des modalités relatives aux conditions de participation des suppléants au fonctionnement du conseil d'administration, et donc rappeler les principes qui régissent le remplacement des membres titulaires, en cas d'absence ou d'empêchement. En particulier, il doit préciser que les suppléants exercent, lorsqu'ils sont appelés à siéger dans ces hypothèses, la plénitude des pouvoirs du titulaire en ses lieu et place.

Enfin il y a lieu de rappeler qu'en cas de vacance d'un titulaire, celui-ci est remplacé par son suppléant (cf article 15 du décret du 26 décembre 1997).

• Utilisation de la procuration.

En ce qui concerne plus particulièrement la possibilité pour un membre titulaire d'utiliser le système de la procuration, il est entendu que son usage est limité à une seule procuration par membre présent et ne peut en aucune façon faire obstacle au principe de droit commun constitué par la suppléance. Ainsi, un membre titulaire ne peut envisager de confier une procuration à un autre membre titulaire présent que dans l'hypothèse où son propre suppléant se trouve lui-même et en même temps absent, empêché ou vacant.

• Publication des actes.

Le décret du 26 décembre 1997 a prévu, dans son article 17, la création d'un recueil des actes administratifs propre au S.D.I.S. en s'inspirant du droit commun des collectivités locales et des établissements publics locaux (cf décret n° 93-1121 du 20 septembre 1993). Ce recueil doit donc permettre la publication régulière, au moins une fois par semestre, du dispositif des délibérations du conseil d'administration. Il doit être mis à la disposition du public et pouvoir être consulté librement dans les locaux du S.D.I.S.. Seront également précisées les modalités de sa diffusion.

Cette publication revêt une importance toute particulière car elle emporte des effets sur l'opposabilité des actes au tiers. Dans l'attente de la parution du recueil suivant, les actes concernés peuvent faire l'objet d'un affichage, même partiel, dans un lieu accessible du S.D.I.S..

Enfin, il est à noter que la création de ce recueil ne remet nullement en cause la notification aux destinataires ni la transmission à la préfecture des actes du S.D.I.S., indispensable à l'exercice du contrôle de légalité et à l'entrée en vigueur des actes (caractère exécutoire).

• Indemnisation des membres.

Le décret du 26 décembre 1997 (cf article 17) permet le remboursement des frais de déplacement et de séjour des membres du conseil d'administration. Les modalités de ce remboursement sont celles fixées dans le décret n° 91-573 du 19 juin 1991. En l'absence de dispositions expresses, les élus siégeant au conseil d'administration ne peuvent être indemnisés à un autre titre, dans l'attente d'une disposition spécifique.

ANNEXE N° 5 (suite)

- **Autres précisions.**

Le règlement intérieur contient les modalités, notamment le délai, selon lesquelles le président en exercice procédera à la convocation des membres du conseil d'administration lors du renouvellement triennal. Il précise les conditions dans lesquelles se déroulent l'élection du président et du vice-président.

Enfin, il est nécessaire de préciser que les règlements intérieurs doivent, dès lors que certaines de leurs dispositions ne sont plus conformes aux textes législatifs ou réglementaires en vigueur, faire l'objet des modifications nécessaires. Ainsi, les règlements arrêtés antérieurement à la publication du décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 doivent, le cas échéant, être modifiés.

A.3. Régime des actes du S.D.I.S..

L'article 50 de la loi du 3 mai 1996 a modifié l'article L. 3241-1 du C.G.C.T. qui transpose aux établissements publics départementaux l'application de certaines règles propres au fonctionnement du conseil général. Cette modification a donc principalement pour effet de rendre applicable au S.D.I.S. les mêmes règles que celles qui concernent les actes du département.

Ainsi, continue de s'appliquer au S.D.I.S. le même dispositif que celui qui le concernait avant l'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996, c'est à dire celui issu de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, désormais codifié dans le code général des collectivités territoriales.

En complément des dispositions contenues dans le décret du 26 décembre 1997, le régime juridique des actes du S.D.I.S., conforme aux règles de droit commun des autres établissements publics locaux, est défini ainsi qu'il suit :

- **Publicité et entrée en vigueur des actes.**

En l'absence de dispositions expresses il faut se référer aux règles de droit commun énoncées dans les articles L. 3131-1 à L. 3131-6 du C.G.C.T..

- **Adoption, exécution et contrôle des budgets.**

En l'absence de dispositions expresses les règles de droit commun énoncées dans les articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du C.G.C.T. et à l'article L. 3312-2 de ce même code sont applicables.

- **Contrôle de légalité.**

Il doit être fait référence aux règles énoncées dans les articles L. 3132-1 à L. 3132-4 du C.G.C.T. conformément aux dispositions de l'article L. 3241-1 du même code.

ANNEXE N° 5 (suite)

B) LE PRÉSIDENT ET LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le président et le vice-président du conseil d'administration sont élus, conformément aux dispositions de l'article L. 1424-27 du C.G.C.T., pour une durée de trois ans, à la majorité absolue, qui en l'absence de précisions, doit s'entendre comme résultant des suffrages exprimés, ou à la majorité relative lors du troisième tour.

Seule la vacance de la présidence, ou de la vice-présidence, entraîne une nouvelle élection du président ou du vice-président, laquelle doit intervenir dans les meilleurs délais.

B.1. Le président.

Dans les conditions fixées par les délibérations du conseil d'administration, le président, représentant de l'établissement public, prend ou arrête toutes les décisions relatives au fonctionnement du S.D.I.S.. Ainsi, il lui appartient principalement :

a) de fixer, conjointement avec le préfet, l'organisation du corps départemental (cf article L. 1424-6 du C.G.C.T.) ;

b) de nommer, conjointement avec le préfet, dans leur grade, les sapeurs-pompiers du corps départemental jusqu'au grade de capitaine (cf articles L. 1424-9 et 10 du C.G.C.T. et 21 du décret du 26 décembre 1997) ;

c) de nommer, conjointement avec le ministre de l'intérieur, dans leur grade, les sapeurs-pompiers du corps départemental à partir du grade de commandant (cf articles L. 1424-9 et 10 du C.G.C.T. et 21 du décret du 26 décembre 1997) ;

d) de nommer, conjointement avec le préfet, dans leur fonction, le directeur départemental-adjoint, les chefs de groupement, les chefs de service et les chefs de centre (cf articles L. 1424-9 et 10 du C.G.C.T. et 19 et 40 du décret du 26 décembre 1997) ;

e) de signer toutes les conventions du S.D.I.S. (cf notamment les articles L. 1424-13, 14, 16, 17, 19 et 36 du C.G.C.T.) ;

f) de donner son accord sur la nomination du D.D.S.I.S. (cf article L. 1424-32 du C.G.C.T.) ;

g) de réunir le conseil d'administration (cf L. 1424-28 du C.G.C.T.) ;

h) de préparer et d'exécuter les délibérations du conseil d'administration (cf L. 1424-30 du C.G.C.T.) ;

i) de présenter et d'exécuter, en sa qualité d'ordonnateur, le budget lorsque le conseil d'administration l'a voté, de présenter le compte administratif au conseil d'administration qui le vote ;

j) de désigner les membres du conseil ou les agents qui siégeront respectivement à la commission administrative paritaire et au comité technique paritaire départemental (cf décret n° 97-279 du 24 mars 1997) ;

ANNEXE N° 5 (suite)

k) d'établir, dans les conditions fixées à l'article 23 du décret n° 96-1171 du 26 décembre 1996, la liste des conventions de transferts signées.

Enfin il est rappelé que le président du conseil d'administration peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature au D.D.S.I.S. conformément aux dispositions de l'article L. 1424-34 du C.G.C.T.. Cette délégation de signature est limitée aux seuls actes entrant dans la compétence administrative et financière du D.D.S.I.S..

En outre, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires contraires, le président du conseil d'administration peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, sa signature aux agents exerçant, sous l'autorité du D.D.S.I.S. (cf article 19 du décret du 26 décembre 1997), des responsabilités dans les domaines administratif ou financier. Ainsi seuls peuvent recevoir délégation de signature du président, en cas d'absence ou d'empêchement du D.D.S.I.S. et dans la limite de leurs attributions, le D.D.S.I.S. adjoint, le responsable des affaires administratives et financières et les chefs de groupement.

En cas de changement de la personne d'un ou plusieurs délégataires ou du délégant, le président doit reprendre l'ensemble de ces actes.

B.2. Le vice-président.

La loi du 3 mai 1996 et le décret du 26 décembre 1997 ne donnent aucune compétence particulière au vice-président. Toutefois ce dernier, en cas d'absence ou d'empêchement du président, peut être appelé à le remplacer dans l'exercice de ses attributions et dans les limites définies dans le règlement intérieur.

En cas de vacance du président, et jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'élection de son remplaçant, le vice-président est chargé de la gestion des affaires courantes du S.D.I.S. dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

En cas de vacance du président et du vice-président, le président continue d'exercer la gestion des affaires courantes jusqu'à l'élection de son remplaçant. Toutefois, en cas d'impossibilité pour le président d'exercer cette gestion, le conseil d'administration doit être réuni, en application de l'article L. 1424-28 du C.G.C.T., dans les plus brefs délais pour procéder aux nouvelles élections.

C) LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS (D.D.S.I.S.).

Nommé par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis du préfet et accord du président du conseil d'administration (cf article L. 1424-32 du C.G.C.T.), le D.D.S.I.S. exerce, sous l'autorité du président du conseil d'administration, la direction administrative et financière de l'établissement public (cf article L. 1424-34 du C.G.C.T.), et, sous l'autorité du préfet ou du maire, la direction opérationnelle des services d'incendie et de secours (cf article L. 1424-33 du C.G.C.T.).

Sur ce dernier point, il est rappelé que la réalisation des transferts de gestion n'emporte pas de modification des compétences dévolues, en matière de mise en œuvre opérationnelle des moyens de secours et de lutte contre l'incendie, au préfet, au maire et, placé sous leur autorité, au D.D.S.I.S..

ANNEXE N° 5 (suite)

C.1. Compétences administrative et financière.

Il a autorité sur tous les personnels exerçant leurs fonctions dans les services de l'établissement public (cf article 19 du décret du 26 décembre 1997) et formule des propositions pour la nomination des chefs de centres d'incendie et de secours relevant du S.D.I.S. (cf article 40 du décret du 26 décembre 1997).

Pour l'organisation de l'exercice de ses compétences administratives et financières, au sein de l'établissement public, le D.D.S.I.S. peut déléguer, sous sa responsabilité et sa surveillance, de manière limitée certaines de ses attributions à son adjoint, au responsable des affaires administratives et financières et aux chefs de groupement.

C.2. Compétences opérationnelles.

Sous l'autorité du préfet :

Il assure la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers dont il est le chef de corps (cf article 19 du décret du 26 décembre 1997).

Il assure la direction des actions de prévention incombant au S.D.I.S..

Il assure le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux, qui s'exercera, au terme des transferts prévus par la loi du 3 mai 1996, sur les seuls centres de première intervention communaux ou intercommunaux.

Pour l'exercice de ces missions, le préfet peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, sa signature au seul D.D.S.I.S. dans la limite de ses attributions (cf article L. 1424-33 du C.G.C.T.).

Sous l'autorité du préfet ou du maire, dans l'exercice de leur pouvoir respectif de police le D.D.S.I.S., chargé de la mise en œuvre opérationnelle des services d'incendie et de secours, dirige l'ensemble des personnels et dispose de l'ensemble des matériels du service départemental, des corps communaux et intercommunaux et, le cas échéant, de tout autre moyen public ou privé mis à sa disposition par les autorités de police, préfet ou maire (cf article 20 du décret du 26 décembre 1997).

Par ailleurs il veille au bon fonctionnement des centres de première intervention relevant d'une commune ou d'un E.P.C.I. et donne un avis sur la nomination des chefs de corps ou de centres. Il donne également un avis sur le règlement intérieur, et le cas échéant, la dissolution des corps communaux ou intercommunaux (cf articles 35 et 37 du décret du 26 décembre 1997).

D) LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS (C.A.T.S.I.S.) ET LE COMITE CONSULTATIF DÉPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES (C.C.D.S.P.V.).

La C.A.T.S.I.S. et le C.C.D.S.P.V. sont deux organes de consultation placés auprès du conseil d'administration qui, sauf dispositions législatives et réglementaires expresses, a toute liberté pour recueillir leurs avis dans leur domaine de compétence respectif.

ANNEXE N° 5 (suite)

Il en ressort, qu'en dehors des cas où leurs avis sont clairement prévus, la consultation de l'une ou l'autre de ces instances ne peut être considérée comme un acte de procédure obligatoirement requis pour apprécier la légalité des actes du conseil d'administration.

D.1. La C.A.T.S.I.S..

Elle est obligatoirement saisie par le président du conseil d'administration pour donner son avis à l'occasion de l'élaboration du règlement intérieur du corps départemental, du S.D.A.C.R. et du règlement opérationnel (cf articles 22, 38 et 42 du décret du 26 décembre 1997).

Il appartient au conseil d'administration de définir les modalités de fonctionnement interne de cette commission qui peuvent être contenues dans le règlement intérieur du conseil d'administration ou faire l'objet d'un règlement intérieur propre à cette commission.

Pour l'élaboration de ces modalités, il peut être fait référence, en les adaptant, aux différents points évoqués pour le règlement intérieur du conseil d'administration.

D.2. Le C.C.D.S.P.V..

Il est obligatoirement saisi par le président du conseil d'administration pour donner son avis à l'occasion de l'élaboration du règlement intérieur du corps départemental et du S.D.A.C.R. (cf articles 22 et 38 du décret du 26 décembre 1997).

Les modalités de fonctionnement et les compétences de ce comité ont été précisées par l'arrêté du 9 avril 1998. Ainsi, les articles R. 352-13 et suivants du code des communes relatifs au fonctionnement et compétences des conseils d'administration des corps de sapeurs-pompiers ne s'appliquent désormais qu'aux seuls comités consultatifs communaux ou intercommunaux des sapeurs-pompiers volontaires qui se substituent à ces conseils.

Dans l'attente de l'installation du C.C.D.S.P.V., celui-ci se substituant au conseil d'administration des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, les dispositions des articles R. 352-13 et suivants lui sont applicables sauf dispositions contraires du décret du 26 décembre 1997.

Enfin, lorsqu'il n'existe pas de conseil d'administration des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, le S.D.A.C.R. et le règlement intérieur du corps départemental, peuvent toutefois être arrêtés par les autorités compétentes, compte tenu du caractère impossible du recueil de l'avis. Dans ce cas, il serait opportun, dès l'installation du C.C.D.S.P.V., que celui-ci soit consulté sur ces deux textes.

TITRE III

ORGANISATION GENERALE ET OPERATIONNELLE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS.

La loi du 3 mai 1996 conduit, au terme de la période des transferts des personnels et des matériels, à maintenir, à l'intérieur d'un département, deux structures de services d'incendie et de secours, à savoir d'une part le S.D.I.S., d'autre part les centres d'incendie et de secours relevant d'une commune ou d'un E.P.C.I. disposant d'un corps communal ou intercommunal.

ANNEXE N° 5 (suite)

Le présent titre vise à préciser l'organisation générale et opérationnelle de ces deux structures.

A) ORGANISATION DU S.D.I.S..

Fixée par délibération du conseil d'administration, l'organisation administrative du S.D.I.S. comprend le service de santé et de secours médical (S.S.S.M.) et des services opérationnels, administratifs ou techniques. Cette organisation, permettant d'assurer le bon fonctionnement administratif et financier de l'établissement, se différencie de l'organisation territoriale du S.D.I.S. qui est composée de centres d'incendie et de secours, chargés d'exercer les missions dévolues aux services d'incendie et de secours.

A.1. Organisation générale du S.D.I.S..

A.1.1. Organisation des services.

Les services internes de l'établissement public sont créés et organisés par délibérations du conseil d'administration.

Parmi ces services, la loi du 3 mai 1996 et le décret du 26 décembre 1997 ont prévu certaines dispositions particulières relatives au service de santé et de secours médical (S.S.S.M.), dirigé par un médecin-chef, et, composé essentiellement de sapeurs-pompiers volontaires.

Le médecin-chef peut être assisté d'un médecin-chef adjoint, nommés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du président du conseil d'administration dans leur grade et leur fonction (cf articles L. 1424-9 et 10 du C.G.C.T. et 26 du décret du 26 décembre 1997). Ils peuvent, le cas échéant, être recrutés par le biais d'un contrat.

Par ailleurs le S.S.S.M. peut comprendre un pharmacien-chef et un vétérinaire-chef nommés dans leur grade et leur fonction dans les mêmes conditions que le médecin-chef (cf articles L. 1424-9 et 10 du C.G.C.T. et 26 du décret du 26 décembre 1997).

Pour l'exercice des missions du S.S.S.M., prévues à l'article 24 du décret du 26 décembre 1997, le S.D.I.S. peut, dans l'attente de la publication des textes fixant les modalités de recrutement des personnels concernés, recruter par voie de contrat, des médecins, des infirmiers et des pharmaciens (cf article 25 du décret du 26 décembre 1997). Le nombre de médecins recrutés selon cette procédure est conditionné par l'effectif des sapeurs-pompiers du corps départemental : un médecin par tranches successives de 150 sapeurs-pompiers professionnels et un médecin par tranches successives de 1.000 sapeurs-pompiers volontaires. Il en va de même pour le recrutement des infirmiers.

S'agissant de la commission consultative, mentionnée à l'article 27 du décret du 26 décembre 1997, les deux médecins, le pharmacien, les deux infirmiers, et le cas échéant à défaut de vétérinaire-chef, le vétérinaire, sont nommés, dans les conditions fixées par le conseil d'administration, par arrêté de son président. A cet effet, le D.D.S.I.S. et le médecin-chef sont consultés. Il appartient au conseil d'administration de définir les modalités de fonctionnement interne de cette commission.

ANNEXE N° 5 (suite)

Dans le cadre de ses missions, le S.S.S.M. dispose notamment d'une compétence en matière de médecine professionnelle et d'aptitude pour les sapeurs-pompiers professionnels qui doit s'exercer sans faire obstacle aux procédures prévues par la réglementation sur la fonction publique territoriale. Ce service dispose également d'une compétence pleine et entière en matière de médecine d'aptitude de l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires du département.

Dans l'hypothèse où un sapeur-pompier volontaire est reconnu inapte par un médecin du S.S.S.M., la commission d'aptitude prévue à l'article 28 du décret du 26 décembre 1997 doit être saisie.

L'avis de cette commission ne fait pas obstacle aux dispositions de l'article R. 354-30 du code des communes qui prévoit, préalablement à la fin de l'engagement du sapeur-pompier volontaire, l'intervention d'un médecin arbitre.

Le décret n° 96-1004 du 22 novembre 1996 (J.O. du 23 novembre 1996) dispose « qu'ouvre droit à la perception de vacations par les sapeurs-pompiers volontaires la participation aux missions du S.S.S.M. définies aux articles 40 et suivants du décret n° 88-623 du 6 mai 1988. ». Ce décret ayant été abrogé, il faut désormais se référer aux articles 24 et suivants du décret du 26 décembre 1997. Cela signifie notamment que toutes les visites médicales effectuées dans le cadre de la médecine professionnelle et d'aptitude des sapeurs-pompiers doivent donner lieu au versement de vacations, dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Enfin, pour l'exercice de leur art, les membres du S.S.S.M. sont soumis à leur code de déontologie ou texte spécifique à la pratique de leur profession. Ce rappel peut faire l'objet d'une mention particulière dans le règlement du S.S.S.M. adopté par délibération du conseil d'administration.

A.1.2. Organisation comptable et financière.

A.1.2.1. Préparation et adoption du budget.

Le budget du S.D.I.S. obéit aux règles communes relatives au budget du département, notamment en ce qui concerne son élaboration, son délai d'adoption, son exécution et l'approbation du compte administratif. Ainsi faut-il rappeler, notamment :

- que le projet de budget, préparé par le président, doit être communiqué aux membres du conseil d'administration douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée aux débats budgétaires (cf article L. 3312-1 du C.G.C.T.) ;
- que le budget doit être adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement du conseil d'administration ; à défaut, le préfet règle, après avis de la chambre régionale des comptes, et rend exécutoire le budget (cf article L. 1612-2 du C.G.C.T.) ;
- qu'à défaut d'adoption, avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le budget est exécuté dans les conditions prévues à l'article L. 1612-1 du C.G.C.T. ;
- que le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption (cf article L. 1612-12 du C.G.C.T.).

ANNEXE N° 5 (suite)

Cependant la loi du 3 mai 1996 a prévu deux conditions particulières, à savoir d'une part l'existence d'une majorité qualifiée pour l'adoption du budget, d'autre part des modalités de calcul du montant prévisionnel des contributions en cas d'absence de délibération du conseil d'administration.

- **Majorité qualifiée des délibérations.**

Ainsi, le budget du S.D.I.S. et les délibérations y afférent (notamment détermination et répartition du montant prévisionnel des contributions) doivent-ils être adoptés à la majorité des deux tiers de ses membres présents (cf article L. 1424-29 du C.G.C.T.), ce qui exclut, dans ce cas, la prise en compte des procurations qui pourraient être données à certains membres pour le calcul de la majorité qualifiée. Par ailleurs les dispositions de l'article 16 du décret du 26 décembre 1997 obligent la présence de la moitié plus un des membres du conseil d'administration ayant voix délibérative.

- **Absence de délibération sur le montant prévisionnel des contributions.**

Si, au 15 octobre de l'année précédant l'exercice auquel se rapporte le budget, le conseil d'administration n'a pas délibéré sur le montant total prévisionnel des contributions, celui-ci est automatiquement déterminé en application du 1^{er} alinéa de l'article 32 du décret du 26 décembre 1997. Il est égal au montant des contributions ressortant du dernier compte administratif connu, augmenté, le cas échéant de celui des transferts intervenus, et corrigé par l'évolution, au 15 octobre, du dernier indice I.N.S.E.E. de la moyenne annuelle des prix à la consommation et augmenté des dépenses liées au glissement viellissement-technicité.

Les indices I.N.S.E.E. à prendre en compte sont respectivement ceux en vigueur à la date de l'adoption du budget qui correspond au compte administratif de référence et le dernier indice connu au 15 octobre. Pour les transferts le premier indice à prendre en compte est celui en vigueur à la date à laquelle la collectivité ou l'établissement public a inscrit la dépense correspondante à son budget.

Les dépenses liées au glissement viellissement-technicité sont celles résultant principalement d'une part de l'incidence en année pleine de l'évolution de la valeur du point d'indice et des mesures de reclassement intervenues ou à intervenir dans l'année en cours, d'autre part de l'évolution statutaire des personnels.

- **Absence de répartition des contributions.**

Si au 1^{er} novembre de l'année précédant l'exercice auquel se rapporte le budget, le conseil d'administration n'a pas notifié les montants prévisionnels des contributions aux collectivités territoriales ou aux E.P.C.I., ceux-ci sont automatiquement déterminés en application du 4^{ème} alinéa de l'article L. 1424-35 du C.G.C.T. (contribution du département) et de l'article 32 du décret du 26 décembre 1997 (contributions des communes et des E.P.C.I.).

- S'agissant de la contribution prévisionnelle qui sera notifiée au département celle-ci est proportionnelle à sa part dans le total des contributions constaté dans le compte administratif de référence augmenté, le cas échéant, du montant lié aux opérations de transferts réalisées dans l'année. Le pourcentage ainsi obtenu s'applique au montant prévisionnel des contributions, que ce dernier ait été arrêté par le conseil d'administration ou bien déterminé en application des dispositions énoncées ci-dessus (cf « Absence de délibération sur le montant prévisionnel des contributions »).

ANNEXE N° 5 (suite)

• Pour déterminer la contribution de chaque commune et E.P.C.I., l'assiette, dont le montant est égal à la différence entre le montant prévisionnel des contributions (cf ci-dessus) et le montant de la contribution prévisionnelle du département fait l'objet des opérations suivantes :

⇒ dans un premier temps, doivent être déterminés les 80 % de l'assiette définie au paragraphe précédent. Ce montant, (montant A), doit être réparti proportionnellement à la part de chaque commune et E.P.C.I. constatée dans le total de leurs contributions inscrites dans le compte administratif de référence augmenté, le cas échéant, du montant lié aux opérations de transferts qu'ils ont réalisées dans l'année (cf (a) de l'article 32 du décret du 26 décembre 1997).

⇒ dans un deuxième temps, il faut déterminer les 20 % restant. Ce montant, (montant B) doit être réparti en application du produit défini au (b) de l'article 32 du décret du 26 décembre 1997. Ainsi il devra être procédé de la manière suivante :

1) calcul du produit « population pondérée par écart relatif de potentiel fiscal » d'une commune ou d'un E.P.C.I. en fonction de sa population D.G.F. et de l'écart relatif de potentiel fiscal par habitant. La formule à utiliser est la suivante : $pop \times 1 + [\frac{PF/h - PFM/h}{PF/h}]$ où :

$$\left(\frac{PF/h}{PF/h} \right)$$

pop = a) population D.G.F. de la commune,
ou,
b) pour les E.P.C.I., somme des populations D.G.F. des communes membres divisée par le nombre de communes membres (population moyenne D.G.F de l'E.P.C.I.) ;

PF/h = a) potentiel fiscal moyen par habitant de la commune,
ou,
b) pour les E.P.C.I. rapport entre, d'une part la somme des potentiels fiscaux des communes membres divisée par le nombre de communes membres, d'autre part la somme des populations D.G.F. des communes membres divisée par le nombre de communes membres ;

PFM/h = a) potentiel fiscal moyen stratifié de l'ensemble des communes du même groupe démographique,
ou,
b) pour les E.P.C.I. potentiel fiscal moyen stratifié d'une commune à laquelle correspond la population moyenne de l'E.P.C.I. (cf pop b) ;

2) calcul de la « valeur du point » qui est égal au rapport entre le montant à répartir, soit les 20 % restant, et le nombre de points, c'est à dire la somme des populations pondérées par les écarts relatifs de potentiels fiscaux tels que définis au 1).

3) déterminer le montant, (montant B), correspondant à chaque commune et à chaque E.P.C.I., en affectant à chacune de ces collectivités ou établissement le produit « population pondérée par écart relatif de potentiel fiscal » (cf 1) par « valeur du point » (cf 2).

ANNEXE N° 5 (suite)

⇒ Le montant prévisionnel de la contribution qui sera notifié, à chaque commune et chaque E.P.C.I., est égal à l'addition des « montants A et B » ci-dessus déterminés.

Compte tenu du caractère obligatoire des contributions, il apparaît nécessaire que le conseil d'administration prévoit des délais suffisants pour assurer, en temps utile, l'information des collectivités territoriales et E.P.C.I. concernés.

Ces dispositions concernent uniquement la partie des recettes du S.D.I.S. constituées par les contributions des collectivités territoriales et des E.P.C.I., et il appartient au conseil d'administration, au delà de la date limite de leur notification, de délibérer sur d'autres sources de recettes et d'adopter le budget dans les délais spécifiques.

Les **annexes n° 5 et 6** ont pour d'objet de présenter les fiches de calcul nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de l'article 32 du décret du 26 décembre 1997 et un exemple chiffré.

A.1.2.2. Exécution du budget.

Le budget est exécuté par le président, ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement public.

Dans l'attente de la publication des arrêtés prévus à l'article 32 du décret du 26 décembre 1997, le budget du S.D.I.S. est organisé et exécuté conformément à la réglementation actuellement en vigueur, notamment en ce qui concerne le plan des comptes résultant de l'instruction n° 77-112-M6 du 31 août 1977.

Il appartient au conseil d'administration de déterminer la durée de l'amortissement des biens. Il peut également créer des régies d'avances et de recettes dans les conditions définies par le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 (J.O. du 30 décembre 1997).

A.2. Organisation opérationnelle du S.D.I.S..

Placé sous l'autorité du D.D.S.I.S. en vertu, de l'article L. 1424-33 du C.G.C.T., les centres d'incendie et de secours constituent les structures opérationnelles du S.D.I.S. qui peuvent être organisés en groupements.

La mise en œuvre opérationnelle de ces centres est effectuée en application des consignes opérationnelles fixées par le règlement opérationnel, arrêté par le préfet dans les conditions prévues à l'article 42 du décret du 26 décembre 1997.

Les moyens en personnels et en matériels de chacun de ces centres sont déterminés par le conseil d'administration qui tient compte des éléments contenus dans les guides nationaux de référence, dans le S.D.A.C.R. et dans le règlement opérationnel. Eu égard aux objectifs et informations contenus dans ces documents, il est précisé que l'intensité de l'activité opérationnelle de chaque centre d'incendie et de secours constitue le critère prépondérant permettant de fixer, pour chacun d'eux, l'effectif des personnels de garde ou d'astreintes nécessaire pour l'accomplissement des missions prévues à l'article L. 1424-2 du C.G.C.T..

S'agissant des personnels, il est rappelé que les dispositions des articles 39 et 42 du décret du 26 décembre 1997 ne produisent pas d'effet cumulatif en raison de leur objet différent.

ANNEXE N° 5 (suite)

Ainsi, l'article 39 fixe la capacité opérationnelle de chacune des catégories de centre et l'effectif minimum qui doit assurer la garde et les départs en intervention, alors que l'article 42 fixe, quant à lui, uniquement l'effectif nécessaire sur le lieu de l'intervention pour l'accomplissement de la mission. Cela signifie que les sapeurs-pompiers intervenant sur le lieu de la mission peuvent provenir soit d'un même centre, soit de centres différents.

Enfin, il est précisé que les C.O.D.I.S. et C.T.A. dirigés par un sapeur-pompier professionnel peuvent être composés de sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires mais également d'agents relevant d'autres cadres d'emploi de la fonction publique, sous réserve des dispositions de l'article 51 du décret du 26 décembre 1997. Cependant il faut rappeler que la fonction de chef de salle doit incomber à un sapeur-pompier professionnel.

B) ORGANISATION DES AUTRES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS.

Au terme des transferts de gestion prévus par la loi du 3 mai 1996, seuls les centres de première intervention communaux et intercommunaux qui n'auront pas été intégrés dans le S.D.I.S. demeureront sous l'autorité d'une commune ou d'un E.P.C.I.. La présente partie vise à préciser l'organisation de ces services.

B.1. Organisation des services.

Le service d'incendie et de secours, communal ou intercommunal, est constitué d'un corps de sapeurs-pompiers volontaires desservant un ou plusieurs centres de première intervention, placé sous l'autorité d'un chef de corps qui peut être, le cas échéant, un sapeur-pompier professionnel (cf articles L. 1424-9 du C.G.C.T. et 35 du décret du 26 décembre 1997).

Les modalités de fonctionnement de ce corps sont fixées par un règlement intérieur, arrêté par le maire ou le président de l'E.P.C.I., après avis du D.D.S.I.S. (cf article 35 du décret du 26 décembre 1997).

Par ailleurs, chaque commune ou E.P.C.I. concernés, doit disposer d'un comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires (cf article 33 du décret du 26 décembre 1997) qui en application de l'article 53-II du même décret remplace le conseil d'administration prévu aux articles R. 352-13 et suivants du code des communes. Cet organisme est notamment consulté lors de l'élaboration du règlement intérieur et du recrutement de sapeurs-pompiers volontaires.

Enfin, un nouveau centre de première intervention peut être créé uniquement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article 36 du décret du 26 décembre 1997.

B.2. Financement.

Les communes ou E.P.C.I. disposant d'un corps de sapeurs-pompiers volontaires doivent assurer le financement nécessaire au fonctionnement de ce service qui constitue des dépenses obligatoires (cf articles L. 2321-2-7° et 5211-26 du C.G.C.T.). Ces dépenses concernent notamment les vacations (cf article 2 du décret n° 96-1004 du 22 novembre 1996), les frais de formation (cf article L. 1424-38 du C.G.C.T.), les dépenses liées à la gestion des casernements qui n'ont pas été transférés au S.D.I.S. et la contribution au titre de l'allocation de vétérance.

ANNEXE N° 5 (suite)

Il est rappelé d'une part que les dépenses de matériels, qui relèvent de la compétence exclusive du S.D.I.S. (cf article L. 1424-12 du C.G.C.T.), ne peuvent être prises en charge par ces collectivités ou E.P.C.I., d'autre part que la contribution au S.D.I.S. (cf article L. 1424-35 du C.G.C.T.) n'en demeure pas moins obligatoire.

B.3. Organisation opérationnelle.

Définissant le dispositif de mise en œuvre des moyens de secours dans le département, les dispositions du règlement opérationnel s'appliquent également aux centres communaux ou intercommunaux.

TITRE IV

PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES ET DIVERSES SUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF.

La mise en œuvre du dispositif induit par la loi du 3 mai 1996 et le décret du 26 décembre 1997 implique nécessairement une phase transitoire d'adaptation de l'organisation actuelle des services d'incendie et de secours au terme de laquelle les dispositions législatives et réglementaires produiront leur plein effet.

A) Exercice de la compétence de gestion des biens.

A.1. Situation de droit commun (pérenne).

L'article L. 1424-12 du C.G.C.T. confère au S.D.I.S. la compétence de droit commun en matière de gestion des biens immeubles nécessaires à son fonctionnement et lui donne également une compétence exclusive pour l'acquisition, la location, la gestion et l'entretien des matériels nécessaires aux missions de l'ensemble des centres d'incendie et de secours, qu'ils relèvent du S.D.I.S., d'une commune ou d'un E.P.C.I..

Dans ces conditions, et s'agissant de la construction de biens immeubles nouveaux, la maîtrise d'ouvrage appartient au seul S.D.I.S. qui peut l'exercer directement ou par le biais de la maîtrise d'ouvrage déléguée (loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, loi M.O.P.).

Une fois la mise à disposition d'un bien réalisée dans les conditions fixées par l'article L. 1424-17 du C.G.C.T. le S.D.I.S. se substitue à la collectivité ou à l'E.P.C.I. d'origine pour l'exercice de la compétence de gestion et dispose ainsi de la maîtrise d'ouvrage. L'exercice de cette maîtrise d'ouvrage peut s'exercer selon trois modalités différentes, à savoir :

- Le S.D.I.S. exerce directement la maîtrise d'ouvrage ;
- Le S.D.I.S. peut déléguer cette maîtrise d'ouvrage (loi M.O.P.) ;
- Le S.D.I.S. confie la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage à la collectivité ou l'E.P.C.I. partie à la convention de mise à disposition du bien concerné (cf article L. 1424-18 du C.G.C.T.). Dans ce cas, la maîtrise d'ouvrage appartient à cette commune ou à cet E.P.C.I. qui peut l'exercer dans le cadre du droit commun (loi M.O.P.).

ANNEXE N° 5 (suite)

Les adjonctions réalisées au bien mis à disposition feront l'objet d'une mise à disposition complémentaire.

Dans le cas d'un transfert en pleine propriété (cf article L. 1424-19 du C.G.C.T.) l'exercice de la maîtrise d'ouvrage s'exerce uniquement selon les deux premières modalités ci-dessus mentionnées.

A contrario, les communes et les E.P.C.I. disposant d'un centre de première intervention desservi par un corps de sapeurs-pompiers volontaires non rattaché au corps départemental, continuent d'exercer leur compétence en matière de gestion si ce dernier n'est pas considéré comme nécessaire au fonctionnement du S.D.I.S.. Il peut en aller de même, s'il était décidé, ultérieurement, la création d'un nouveau centre de première intervention communal ou intercommunal non intégré au S.D.I.S..

A.2. Situation durant la période des transferts.

L'article L. 1424-17 du C.G.C.T. prévoit le transfert au S.D.I.S. de l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 1996, par les collectivités territoriales et les E.P.C.I. à leurs services d'incendie et de secours et qui sont considérés comme nécessaires au fonctionnement du S.D.I.S. (y compris les centres de première intervention, le cas échéant).

Ainsi, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la convention de transfert, la collectivité territoriale ou l'E.P.C.I. demeure pleinement compétent pour la gestion et l'entretien de ces biens. La collectivité ou l'E.P.C.I. dispose donc de la maîtrise d'ouvrage pour la seule gestion d'un bien existant et non encore transféré au S.D.I.S. ; maîtrise qui s'exerce dans les conditions de droit commun (loi M.O.P.).

C'est dans ce contexte que l'article L. 1424-36 du C.G.C.T. a prévu une disposition spécifique obligeant, jusqu'à l'intervention des transferts, les collectivités et les E.P.C.I. à maintenir un niveau de financement corrélatif à l'exercice de leur compétence transitoire par conclusion d'une convention annuelle de financement avec le S.D.I.S.. A défaut de signature de cette convention dans les délais fixés par l'article 15 du décret n° 96-1171 du 26 décembre 1996 (J.O. du 29 décembre 1996), il appartient aux autorités compétentes de saisir la commission consultative départementale qui permettra au préfet d'arrêter et notifier à la collectivité ou l'E.P.C.I. concerné le montant des dépenses obligatoires (cf articles 16 et 17 de ce même décret).

A.3. Conséquences sur les modalités d'amortissement.

Pour les immobilisations amortissables acquises depuis l'entrée en vigueur de la M.14. jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la convention de mise à disposition, les communes ou les E.P.C.I. de plus de 3.500 habitants qui demeurent propriétaires, continuent de pratiquer l'amortissement. A compter de la date du transfert, la poursuite du plan d'amortissement incombe au S.D.I.S..

Lorsque la commune ou l'E.P.C.I. a choisi d'effectuer le rattrapage des amortissements sur des biens acquis avant l'entrée en vigueur de la M.14. le S.D.I.S. poursuit l'amortissement de ces biens après les transferts.

Les adjonctions à un bien mis à disposition du S.D.I.S. sont amorties par le propriétaire en l'absence de mise à disposition complémentaire.

ANNEXE N° 5 (suite)

A.4. Conséquences sur les concours financiers de l'Etat.

- F.C.T.V.A. (critère d'éligibilité : propriété).

Le bénéficiaire du F.C.T.V.A. est la collectivité territoriale ou l'E.P.C.I. propriétaire du bien, même quand ce dernier a fait l'objet d'une mise à disposition.

- D.G.E. (critère d'éligibilité : compétence).

Le S.D.I.S. est éligible au titre de la D.G.E. départementale pour les opérations qu'il mène ou qu'il aura à mener, après mise à sa disposition du bien dans la mesure où il possède la compétence en ce domaine.

Par exception à ce qui précède, si une collectivité ou un E.P.C.I. fait appel à la responsabilité d'une opération et après accord du S.D.I.S. (cf article L. 1424-18 du C.G.C.T.), c'est cette commune ou cet E.P.C.I. qui pourra prétendre à la D.G.E. des communes. Il en va de même pour les communes ou les E.P.C.I., qui ont conservé une partie de la compétence en matière d'incendie et de secours, à savoir les communes ou les E.P.C.I. disposant d'un centre de première intervention non transféré au S.D.I.S..

B) DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES COMPLÉMENTAIRES.

Le dispositif prévu par le décret du 26 décembre 1997 doit être complété par un certain nombre d'arrêtés portant sur :

- l'organisation comptable des S.D.I.S. (arrêtés fixant la nomenclature des comptes et la composition du budget, cf article 29) ;
- la composition de l'état-major de sécurité civile (cf article 49) ;
- les règlements de service et les règles applicables aux formations dispensées aux sapeurs-pompiers (guides nationaux de référence, cf article 52) ;
- les tenues, l'équipement, les insignes et les attributs des sapeurs-pompiers (cf article 52) ;
- le classement des départements en catégorie B en raison des risques particuliers auxquels ils sont exposés (cf annexe II) ;

Dans l'attente de la publication de ces arrêtés, les textes actuellement en vigueur continuent de s'appliquer.

Enfin d'autres textes réglementaires, qui peuvent avoir des incidences sur la future organisation du S.D.I.S., compléteront ultérieurement le dispositif actuel. Il en va ainsi pour ce qui concerne l'encadrement en officiers du S.D.I.S. et des centres d'incendie et de secours dont le texte abrogera l'annexe jointe au décret du 26 décembre 1997 qui a été reprise, in extenso, à titre transitoire.

ANNEXE N° 5 (suite)

C) CAS PARTICULIER DES INSPECTEURS-ADJOINTS.

La publication du décret du 26 décembre 1997, qui a abrogé le décret n° 88-623 du 6 mai 1988, a pour conséquence d'interdire dorénavant, c'est à dire à compter de son entrée en vigueur, la nomination de sapeurs-pompiers en qualité d'inspecteur-adjoint au D.D.S.I.S..

S'agissant des personnels bénéficiant de cette qualité au 28 décembre 1997, l'article 54-III leur permet, à titre transitoire, c'est à dire jusqu'au terme de la durée de leur dernière nomination, de conserver cette qualité et les indemnités y afférent.

Dans ces conditions, et compte tenu du caractère fonctionnel de ces indemnités, celles-ci n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 1424-41 du C.G.C.T..

ANNEXE N° 5 (suite)

ANNEXES

annexe n° 1

Nombre de sièges au conseil d'administration

Conditions	Cas n° 1	Cas n° 2	Cas n° 3	Cas n°4	Cas n° 5	Cas n° 6	Cas n° 7
Département de plus de 900 000 hab.	oui	oui	oui	oui	non	non	non
Commune dont la contribution au budget du S.D.I.S. est au moins = à 33 % des recettes	oui	oui	non	non	oui	non	oui
E.P.C.I. dont la contribution au budget du S.D.I.S. est au moins = à 33 % des recettes	oui	non	oui	non	oui	oui	non
Nombre de sièges au conseil d'administration 2° art L. 1424-24	22 sièges	22 sièges	22 sièges	14 sièges	14 sièges	14 sièges	14 sièges

annexe n° 2

Répartition des sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne

Première étape : le calcul du quotient financier

Total des contributions (département, communes et E.P.C.I.)
Quotient financier = _____
Nombre de sièges du conseil d'administration à pourvoir (14 ou 22)

ANNEXE N° 5 (suite)

Calcul du nombre de sièges directement attribué au département, aux communes et enfin aux E.P.C.I. en utilisant le quotient financier :

Contribution du département ou Contributions de l'ensemble des communes ou Contributions de l'ensemble des E.P.C.I.
Nombre de sièges* =
Quotient financier

*(le chiffre ou le nombre entier correspond au nombre de sièges directement attribué à chaque catégorie)

Seconde étape : le calcul de la moyenne (m) en vue d'attribuer le ou les deux sièges restant à pourvoir après application de la première étape à la catégorie ou aux deux catégories de collectivités ayant la plus forte moyenne :

Contribution du département ou Contributions de l'ensemble des communes ou Contributions de l'ensemble des E.P.C.I.
m =
Nombre de sièges directement attribué à la catégorie concernée en application de la première étape + 1

(m = moyenne permettant l'attribution des sièges restant)

Simulation

Données à utiliser :

Nombre de sièges total à pourvoir = 14

Contribution du département = 230 M.F.

Contributions de l'ensemble des communes = 358 M.F.

Contributions de l'ensemble des E.P.C.I. = 132 M.F.

Total des contributions = 720 M.F.

x, y et z = siège(s) attribué(s) selon la catégorie de collectivité

Q.F. (Quotient Financier) = $720 / 14 = 51,42$

ANNEXE N° 5 (suite)

Les résultats

Collectivité	Le département (x)	Les communes (y)	Les E.P.C.I. (z)
Les données chiffrées (en millions de FF)	Q.F. = 51,42 Contribution du département = 230	Q.F. = 51,42 Contributions de l'ensemble des communes = 358	Q.F. = 51,42 Contributions de l'ensemble des E.P.C.I. = 132
Etape 1, le Q.F. : Attribution directe des sièges	$x = 230 : 51,42$ = 4,47	$y = 358 : 51,42$ = 6,96	$z = 132 : 51,42$ = 2,56
Nombre de sièges directement attribués	$x = 4$	$y = 6$	$z = 2$
Nombre de sièges restant à pourvoir	2 sièges sur 14 (4 + 6 + 2 = 12)		
Etape 2, la moyenne : Attribution du premier siège restant	$m = 230 : (4 + 1)$ m = 46,00	$m = 358 : (6 + 1)$ m = 51,14	$m = 132 : (2 + 1)$ m = 44,00
Résultat de la comparaison des moyennes	+ 0	+ 1	+ 0
Nombre provisoire de sièges attribués	$x = 4$	$y = 7$	$z = 2$
Nombre de sièges restant à pourvoir	1 siège sur 14 (4 + 7 + 2 = 13)		

ANNEXE N° 5 (suite)

Collectivité	Le département (x)	Les communes (y)	Les E.P.C.I. (z)
Attribution du second siège restant	$m = 230 : (4 + 1)$ m = 46,00	$m = 358 : (7 + 1)$ m = 44,75	$m = 132 : (2 + 1)$ m = 44,00
Résultat de la comparaison des moyennes	+ 1	+ 0	+ 0
Répartition définitive des sièges	x = 5	y = 7	z = 2

annexe n° 3**Le barème de la pondération des suffrages**

Exemple : s'il existe dans le département une commune ou un E.P.C.I. dont le montant de la contribution est inférieur à 1.000 FF, il sera nécessaire, lors de la pondération des suffrages, de prendre comme base de ce barème, soit le montant de la plus faible contribution connue, soit une base égale à 100 FF.

1 voix	=	100 FF
10 voix	=	1.000 FF
100 voix	=	10.000 FF
1.000 voix	=	100.000 FF
10.000 voix	=	1.000.000 FF

Le nombre de voix dont dispose une collectivité sera déterminé par le nombre ou le chiffre entier, arrondi à l'unité supérieur ; par exemple si le montant d'une commune ou d'un E.P.C.I. est de 9.560 FF, cette commune ou cet E.P.C.I. disposera de 96 voix si la base du barème retenu est de 1 voix = 100 FF.

ANNEXE N° 5 (suite)

annexe n° 4

Répartition des sièges à la proportionnelle au plus fort reste

Données à utiliser :	Nombre de sièges total à pourvoir = 3	
	Suffrages exprimés pour la liste A =	150
	Suffrages exprimés pour la liste B =	200
	Suffrages exprimés pour la liste C =	70
	Total des suffrages exprimés =	420
	Q.E. (Quotient Electoral) = $420 / 3 =$	140

Les résultats

Collège	Liste A	Liste B	Liste C
Les données chiffrées	Q.E. = 140 Suffrages exprimés = 150	Q.E. = 140 Suffrages exprimés = 200	Q.E. = 140 Suffrages exprimés = 70
Etape 1, le Q.E. : Attribution directe des sièges	$x = 150 : 140$ = 1,07	$y = 200 : 140$ = 1,42	$z = 70 : 140$ = 0,5
Nombre de sièges directement attribués	$x = 1$	$y = 1$	$z = 0$
Nombre de sièges restant à pourvoir	1 siège sur 3		
Etape 2, détermination du reste (r)	1 siège = 140 voix $r = 150 - 140$ $r = 10$	1 siège = 140 voix $r = 200 - 140$ $r = 60$	0 siège $r = 70$

ANNEXE N° 5 (suite)

Résultat de la comparaison des restes	$+ 0$	$+ 0$	$+ 1$
Nombre de sièges attribués	$x = 1$	$y = 1$	$z = 1$

ANNEXE N° 5 (suite)

annexe n° 5

Application des dispositions de l'article 32**Calcul du potentiel fiscal (quatre taxes).**

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Les bases ainsi retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus (soit, pour la répartition de la DGF 1998, les bases de l'année 1997, telles qu'elles ressortent des rôles généraux).

1. Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes.

	Base d'imposition à la taxe d'habitation pour 1997	.....
x	Taux moyen national d'imposition 1997	x 0,1336
=		= (a)
	Base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 1997	
	
x	Taux moyen national d'imposition 1997	x 0,1697
=		= (b)
	Base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 1997	
	
x	Taux moyen national d'imposition 1997	x 0,4011
=		= (c)
	Base d'imposition à la taxe professionnelle pour 1997	.....
x	Taux moyen national d'imposition 1997	x 0,1472
=		= (d)
	d'où potentiel fiscal = [total des lignes (a)+(b)+(c)+(d)]	(e)

2. Calcul du potentiel fiscal par habitant des communes.

	Population INSEE	
	
+	Résidences secondaires	+.....
=	Population DGF de la commune	= (f)
	Potentiel fiscal de la commune	(e)
/	Population DGF de la commune	/ (f)
	d'où potentiel fiscal par habitant de la commune = [(e) / (f)]	= (g)

ANNEXE N° 5 (suite)

Fiche de calcul des contributions du département, des communes et des EPCI au SDIS.

1. Montant à répartir (département, communes, EPCI) =(a)

2. Détermination de la contribution du département.

Contribution du département dans le dernier C.A. connu =	.....
+ Montant des transferts réalisés par le département au SDIS	+	
= Total des contributions du département	=	(b)
/ Total des contributions du département, des communes et des EPCI dans le dernier C.A. connu, augmenté de la totalité des transferts réalisés	/	(c)
= Part du département dans le budget du SDIS	=	(d)
Contribution du département =		
Part du département x montant des contributions à répartir	=	(d) x (
a)		

3. Contribution totale des EPCI et des communes.

Montant des contributions à répartir	.....	( a)
- Montant de la contribution du département	-	(d) x (
a)		
= Montant total à répartir entre les EPCI et les communes	=	(e)

3.1. Contribution des EPCI et des communes au titre du dernier C.A.

Montant total à répartir entre les EPCI et les communes	=	(e)
x Pourcentage affecté à cette contribution	x	0,80
= Montant des contributions des EPCI et des communes au titre du dernier C.A	=	(f)

Contribution de l'EPCI ou de la commune dans le dernier C.A. du SDIS =	.....
+ Montant des transferts réalisés par l'EPCI ou la commune	+	
= Total des contributions de l'EPCI ou de la commune	=	(g)
/ Total des contributions des EPCI et des communes dans le dernier C.A. connu, augmenté des transferts réalisés par les EPCI et les communes	/	(h)
= Part de l'EPCI ou de la commune dans le budget du SDIS	=	(i)
x Montant des contributions des EPCI et des communes au titre du dernier C.A	=	(f)
= Montant de la contribution de l'EPCI ou de la commune au titre du dernier C.A.	=	(j)

ANNEXE N° 5 (suite)

3.2. Contribution des EPCI ou des communes au titre de la péréquation

Montant total à répartir entre les EPCI et les communes	=	(e)
- Montant des contributions des EPCI et des communes au titre du dernier C.A	-	(f)
= Montant à répartir entre les EPCI et les communes au titre de la péréquation	=	(k)
Population de l'EPCI ou de la commune tel que définie au (f) de l'annexe 4 =	.....	( l)
Potentiel fiscal par habitant de la strate démographique de l'EPCI ou de la commune =	.....	( m)
/ Potentiel fiscal par habitant de l'EPCI ou de la commune tel que défini au (g) de l'annexe 4	/	(n)
=	=	(o)
Ecart relatif du potentiel fiscal de l'EPCI ou de la commune = 2-(o).....		(p)
x Population de l'EPCI ou de la commune	x	(l)
= Produit de la population de l'EPCI ou de la commune pondéré par l'écart relatif du potentiel fiscal	=	(q)
Rappel du montant à répartir entre les EPCI et les communes au titre de la péréquation	.....	( k)
/ Nombre de points des EPCI et des communes / somme (q)		(r)
= Valeur du point	=	(s)
x Produit de la population de l'EPCI ou de la commune pondéré par l'écart relatif du potentiel fiscal	x	(q)
= Montant de la contribution de l'EPCI ou de la commune au titre de la péréquation	=	(t)

3.3. Montant total de la contribution de l'EPCI ou de la commune = (t) + (j)

ANNEXE N° 5 (suite)

ANNEXE N. 5

exemple de détermination des contributions

Données financières :	
Montant des contributions à répartir	15 000 000
dont dernier compte administratif connu	9 000 000
dont transferts intervenus au cours de l'année n	5 000 000
dont incidence indice INSEE et GVT	1 000 000

Analyse dernier compte administratif connu et transferts constatés

Collectivités concernées	Contributions Dernier C.A. connu	Montant lié aux transferts de l'année	Total à prendre en compte	Incidence INSEE GVT	Total à répartir
Département	3 000 000	1 000 000	4 000 000		
Commune A	200 000	1 000 000	1 200 000		
Commune B	1 000 000	0	1 000 000		
Commune D	800 000	500 000	1 300 000		
EPCI C	500 000	2 500 000	3 000 000		
EPCI E	3 500 000	0	3 500 000		
Total	9 000 000	5 000 000	14 000 000	1 000 000	15 000 000

ANNEXE N° 5 (suite)

Données statistiques
(année 1998)

Collectivités	Population au 1/1/ année N	Potentiel fiscal/habitant (PF/h)	Potentiel fiscal/habitant (PF/h)	Population au 1/1/ année N	Potentiel fiscal/habitant (PF/h)	Groupe démogra- phique	Potentiel fiscal moyen (PFM/h)
Commune A				3 800	3 200,00	3.500 à 4.999	3 071,838772
Commune B				3 200	2 500,00	2.000 à 3.499	2 782,598857
Commune D				5 600	3 600,00	5.000 à 7.499	3 268,352535
EPCL C							
COMMUNE C-1	1 500	1 300,00	5 603 333,33	2 433	2 302,74	2.000 à 3.499	2 782,598857
COMMUNE C-2	2 800	2 200,00	1 950 000,00	(soit, somme des populations / nombre des communes)	(soit, rapport entre moyenne des potentiels fiscaux et popu- lation moyenne)		
COMMUNE C-3	3 000	2 900,00	6 160 000,00				
			8 700 000,00				
EPCL E				1 040	2 132,69	1.000 à 1.999	2 339,46079
COMMUNE E-1	400	950,00	2 218 000,00	(soit somme des populations / nombre des communes)	(soit, rapport entre moyenne des potentiels fiscaux et popu- lation moyenne)		
COMMUNE E-2	800	1 350,00	380 000,00				
COMMUNE E-3	200	1 000,00	1 080 000,00				
COMMUNE E-4	3 500	2 600,00	200 000,00				
COMMUNE E-5	300	1 100,00	9 100 000,00				
			330 000,00				

ANNEXE N° 5 (suite)

Détermination des contributions			
1./ Détermination de la contribution du département			
Proportion dans le dernier compte administratif augmenté des transferts, soit 4.000.000 / 14.000.000 =			28,57 %
d'où montant de la contribution du département = 15.000.000 x 28,75 % soit		4 285 714,29	
2./ Détermination du montant des contributions des communes et des EPCI			
Montant du total à répartir entre les communes et les EPCI = 15.000.000 - contribution du département, soit :			10 714 285,71
2.1./ Détermination des 80 % de l'assiette =		8 571 428,57	
d'où détermination, pour chaque commune et EPCI, du montant A de la contribution qui tient compte de la proportion de chaque commune et EPCI dans le dernier compte administratif augmenté des transferts et diminué de la part attribuée au département (cf 1), soit : 14.000.000 - 4.000.000 = 10.000.000.			
d'où montant A pour la commune A =	8 571 428,57 x (1.200.000/10.000.000) soit,		1 028 571,43
d'où montant A pour la commune B =	8 571 428,57 x (1.000.000/10.000.000) soit,		857 142,86
d'où montant A pour la commune D =	8 571 428,57 x (1.300.000/10.000.000) soit,		1 114 285,71
d'où montant A pour l'EPCI C =	8 571 428,57 x (3.000.000/10.000.000) soit,		2 571 428,57
d'où montant A pour l'EPCI E =	8 571 428,57 x (3.500.000/10.000.000) soit,		3 000 000,00
2.2./ Rappel du montant (B), à répartir, soit	10.714.285,71 - 8.571.428,57 =	2 142 857,14	

ANNEXE N° 5 (suite)

2.3./ Détermination du produit "population pondérée par écart relatif fiscal " de chaque commune ou EPCI

Ce produit est égal à : population DGF année N x 1 + [(PF/h - PFM/h)/PF/h]

Collectivités ou EPCI	population DGF	PF/h	PFM/h	Produit population pondérée par écart relatif fiscal	Arrondi à
Commune A	3 800	3 200,00	3 071,838772	3 952,19	3 952
Commune B	3 200	2 500,00	2 782,598857	2 838,27	2 838
Commune D	5 600	3 600,00	3 268,352535	6 115,90	6 116
EPCI C *	2 433	2 302,74	2 782,598857	1 926,26	1 926
EPCI E	1 040	2 132,69	2 339,460795	939,17	939
total des populations pondérées par les écarts relatifs fiscaux =					15 771

d'où calcul de la valeur du point = montant (B) / " total des populations pondérées par les écarts relatifs fiscaux" =

soit : 2.142.857,14 / 15.771 =

135,8733

d'où le montant (B) de chaque commune ou EPCI est égal au produit : "population pondérée par écart relatif fiscal x valeur du point"

d'où montant B pour la commune A =

536 971,11

d'où montant B pour la commune B =

385 608,30

d'où montant B pour la commune D =

831 000,84

d'où montant B pour l'EPCI C =

261 691,89

d'où montant B pour l'EPCI E =

127 584,99

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

3./ Montant de la contribution des communes et des EPCI

	Montant A	Montant B	Montant contribution
Commune A	1 028 571,43	536 971,11	1 565 542,54
Commune B	857 142,86	385 608,30	1 242 751,16
Commune D	1 114 285,71	831 000,84	1 945 286,56
EPCI C	2 571 428,57	261 691,89	2 833 120,47
EPCI D	3 000 000,00	127 584,99	3 127 584,99

4./ Répartition des contributions par collectivités et EPCI

Département	4 285 714,29
Commune A	1 565 542,54
Commune B	1 242 751,16
Commune D	1 945 286,56
EPCI C	2 833 120,47
EPCI D	3 127 584,99

soit un montant total de :

15 000 000,00